**Sommaire**



**Éditorial**

**Oser le changement**

*par le Général d’armée T. de BOUTEILLER, Inspecteur général des armées - Terre*

**L’adresse du COMCESAT,**

*le Général A. VAR, Commandant le Collège de l’enseignement supérieur de l’armée de terre*

**Un penseur militaire**

**Thucydide**

*par Monsieur T. WIDEMANN*

**Articles généraux**

**The Path Forward in Iraq**

*par le Lieutenant-colonel C. GIBSON, US Army,*

**Future warriors wanted: Xbox experience required**

*par le Capitaine N. LE PESQ*

**«Défense 2ème chance», un état des lieux**

*par le Contrôleur général O. ROCHEREAU*

**Le QG du Corps de réaction rapide - France**

*par le Général de corps d’armée Y. de KERMABON*

**L’art des contre-mesures**

*par Madame le Professeur F. THIBAUT*

**L’«aérocombat»**

*par le Général de division J-C. ALLARD*

**Libres opinions[[1]](#footnote-1)**

**«Bon sang ne saurait mentir»**

*par le lieutenant-Colonel D. OZANNE, Cadre au CSEM*

**La contre reconnaissance**

*par le Colonel M. YAKOVLEFF*

**Les conflits asymétriques: naissance de l’ère post-clausewitzienne**

*par le Chef de bataillon G. de La ROQUE*

**L’avenir de la guerre?**

### par le Colonel P. DESTREMAU

**Quelle place pour le risque dans l’action militaire aujourd’hui?**

*par le Chef de bataillon J-M. MEUNIER*

**Au «Pays du cèdre», été 2006: un théâtre, deux opérations**

*par le Chef de bataillon P. BELLON*

**Plaidoyer pour la synthèse**

*par le Chef d’escadrons B. AUMONNIER*

**Rubrique: *«Le hibou de la mansarde»***

###### L’origine de la tactique

*par le Colonel G. BEMELMANS*

###### On a aimé

**Avis de stagiaires:**

**En écoutant Foch,** *par**Chef de bataillon LARDET*

**L'art du commandement,** *par le Chef d’escadrons de BEAUREGARD*

**La guerre, la ville et le soldat,** *par le Chef de bataillon POISBEAU*

**Le mythe de la guerre éclair,** *par le Major BEDFORD*

**Introduction à la stratégie,** *par le Chef de bataillon SAINT-DENIS*

**Perspectives tactiques,** *par le Chef d’escadrons de BREBISSON*

**L’épaisseur du monde**

*par le Lieutenant (R) M. MEISSONNIER*

**Oser le changement**



*Par le Général d'armée Thierry de BOUTEILLER,*

*Inspecteur général des armées – Terre*

# *"Il faut bien que tout change pour que tout demeure"*

**L**

e CESAT forme les cadres de haut niveau, d'active et de réserve, brevetés ou diplômés, de l'armée de terre. Dans tout organisme, la vocation de cette population est de concevoir, décider et conduire les évolutions stratégiques. Au-delà de l'intelligence, il y faut du caractère. Dans une institution par nature conservatrice comme l'armée de terre, il appartient au CESAT de former les officiers à préparer et à conduire des transformations qui ne doivent plus être considérées comme un fâcheux accident entre deux périodes de stabilité mais comme un processus normal et continu d'évolution.

Au plan géopolitique, nous sommes désormais entrés dans une nouvelle ère. Nous quittons peu à peu les rivages rassurants d'un monde unipolaire censé converger vers un modèle d'inspiration occidentale associant les vertus de la démocratie à celles de l'économie de marché. Du moins l'espérions-nous. Au lieu de cela, nous abordons les espaces incertains de la multipolarité plus ou moins «organisée» autour de puissances qui pourraient à bien des égards nous surprendre dans les années à venir. Comme toujours, le monde n'est pas tel que nous voudrions qu'il soit, il est tel qu'il est. Il nous faudra bien nous y adapter et, par conséquent, conduire les changements nécessaires à cette adaptation. Même si cela les inquiète, nos concitoyens en sont bien conscients. Le résultat des dernières élections témoigne sans équivoque de cette volonté de changement du peuple français, comme cela fut déjà le cas en 1958 ou en 1974, dans des contextes il est vrai différents.

Dans ce monde où les changements s'accélèrent, où en est l'armée de terre? Comment se situe-t-elle par rapport à ces nouveaux défis?

Depuis 1996, l'armée de terre s'est refondée sous la pression de la décision politique de la professionnalisation des armées. Ce fut un bouleversement profond mais ce vaste effort ne doit pas devenir, onze ans plus tard, un alibi à l'immobilisme. Car notre armée est à la croisée des chemins. Qui ne voit les tensions permanentes sur le fonctionnement et sur l'activité? Qui ne ressent la lourdeur des procédures? Qui ne constate le délabrement de certains de nos équipements? Qui ne s'interroge sur l'adéquation de nos moyens à nos missions? Qui enfin ne souffre du décalage entre les conditions de vie des cadres militaires et celles de leurs équivalents civils soumis aux mêmes contraintes?

Aujourd'hui, de vrais choix sont devant nous. Nous devons impérativement reconquérir notre liberté d'action et des marges de manœuvre pour conforter notre capacité opérationnelle et améliorer nos conditions de vie. Il en va de notre efficacité et de notre attractivité.

Au niveau central, l'armée de terre doit inscrire résolument l'évolution de ses structures de commandement dans la réforme de l'architecture des états-majors et des directions centrales, elle est d'ailleurs en train de le faire. Il lui faut, en particulier, décliner à son niveau, de façon pratique, ce qu'il convient d'appeler «les décrets 2005» qui fixent la nouvelle organisation du ministère et les nouvelles attributions des chefs d'état-major.

La simplification de l'administration au sens large et la cure d'amaigrissement à imposer aux fonctions non directement opérationnelles font également partie des évolutions inévitables. A ce titre, la simplification des tâches et des procédures administratives et de soutien est une nécessité impérieuse. Elle appellera sans doute des choix radicaux en termes d'organisation et de procédures de fonctionnement car les tentatives réalisées en ce domaine n'ont eu pour le moment que des effets dans le meilleur des cas très limités. Enfin, c'est sans doute au niveau local que résident les vrais gisements de rationalisation. La mutualisation du soutien selon une logique de proximité permettra de dégager des ressources qui pourront avantageusement être réinvesties au profit de fonctions opérationnelles aujourd'hui déficitaires améliorant ainsi notre performance globale.

Au-delà de l'organisation et du fonctionnement, des choix sont également indispensables en matière capacitaire pour adapter nos forces aux évolutions des engagements modernes. La recherche d'un équilibre entre les capacités garantissant notre «assurance-vie», celles correspondant au quotidien de nos engagements et enfin celles qui nous permettront de faire face à la surprise stratégique demande de l'audace et un sens de l'intérêt général suffisamment marqué pour qu'il ne s'effrite pas à la moindre difficulté.

Ces choix dépassent bien sûr le seul cadre de l'armée de terre et devront être clairement posés lors de la future loi de programmation militaire. Mais ils doivent d'abord être pris et assumés au sein de notre armée de terre qui doit certes s'assurer que les spécificités liées à son milieu sont convenablement prises en compte mais aussi se comporter comme un acteur dynamique et loyal des changements en gestation.

C'est pour aider à préparer puis à mettre en oeuvre de telles décisions que vous êtes formés au CESAT. Je ne sous-estime pas la défiance et le scepticisme que suscitent déjà les changements amorcés, annoncés ou pressentis. Une réforme de plus? Faire toujours mieux avec toujours moins? La période que nous allons vivre ne doit pas être perçue comme une nouvelle contrainte mais comme une chance que nous avons le devoir de saisir. Il vous appartiendra de susciter et d'entretenir cette volonté d'améliorer les choses qui vous anime certainement aujourd'hui.

Le CESAT est un pôle d'excellence de la formation militaire de haut niveau, je vous invite à profiter de votre passage en son sein pour développer votre sens de la critique positive, mûrir votre réflexion sur les grands enjeux et sur les différentes options qui s'offrent à nous et pour adopter une hauteur de vue qui vous permette d'échapper au carcan des intérêts particuliers. Dans un monde incertain, le succès de nos armes et la confiance de nos concitoyens dépendent de cette capacité à penser le changement et à traduire cette réflexion dans les faits, capacité qui nous a tant fait défaut dans les périodes qui ont précédé les moments les plus douloureux de notre histoire militaire.

# L’adresse du COMCESAT



*Le Général de division André VAR,*

*Commandant le Collège de l’enseignement supérieur de l’armée de terre*

**A**

u moment où je prends mes fonctions de COMCESAT, il m’est demandé de donner mon point de vue et mes directives pour les cahiers du CESAT. Tout d’abord, le double objectif donné à ces cahiers par mon prédécesseur, le général Balerin, m’apparaît toujours pertinent.

En effet, « favoriser la réflexion dans les domaines de la tactique générale et de l’environnement du chef en opérations » est indispensable car le sens tactique et la bonne compréhension de son environnement, que l’on pourrait appeler le sens politique, ne sont pas innés. Ils nécessitent, au contraire, apprentissage et maturation pour bien en discerner les fondamentaux et les nuances.

L’acquisition d’une culture militaire, reposant sur l’étude de l’histoire et des sociétés modernes, est l’autre pilier du savoir du bon officier d’état-major. Il y puisera son inspiration en établissant un ensemble de références qui faciliteront en temps utile la prise de décision par une mise en perspective pertinente et adaptée de la situation à laquelle il est confronté.

La ligne éditoriale reste donc inchangée. La qualité des contributions est également présente et je ne trouve rien à redire non plus quant au format des Cahiers. En revanche, j’aimerais améliorer l’interactivité des débats et donner une place plus grande aux lecteurs en leur permettant de réagir aux opinions exprimées dans les colonnes des cahiers. Il me paraît en effet important que des avis contradictoires ou complémentaires puissent être exprimés, surtout en réaction à des idées novatrices.

Par ailleurs, je souhaite que ces cahiers ne soient pas l’apanage de quelques-uns uniquement. Faites les circuler autour de vous, débattez sur les sujets qui vous semblent d’intérêt et éventuellement contribuez à la réflexion en donnant vos réactions.

En résumé, exprimez-vous, ces cahiers sont les vôtres. Vous constaterez que c’est le premier article qui coûte et que le plaisir d’être publié et lu rapidement dépassera la peine que l’on ressent à écrire.

## Un penseur militaire



Thucydide



*Par Monsieur Thierry WIDEMANN,*

*Chargé de recherches au CEHD[[2]](#footnote-2)*

**T**

hucydide d’Athènes est né entre 465 et 460 av. J.-C. Il était âgé d’une trentaine d’années lorsque éclata la guerre du Péloponnèse, une guerre de vingt-sept ans à laquelle il prit part. Nous ignorons à quelles campagnes il a participé pendant les premières années de guerre. En 424, il est élu *stratège*, c'est-à-dire magistrat chargé de commander les forces armées. Placé à la tête de l’expédition navale athénienne en Thrace, sa première campagne comme général tourna mal. Il ne put arriver à temps pour empêcher le spartiate Brasidas de s’emparer d’Amphipolis, ce qui lui valut d’être condamné à l’exil. En l’absence de tout témoignage, il est impossible d’évaluer sa part de responsabilité dans cet échec ni même de juger de ses qualités militaires. C’est au cours de cet exil qu’il se consacra à son *Histoire de la guerre du Péloponnèse*. Rappelé après la chute d’Athènes en 404 et l’amnistie décrétée par les vainqueurs, il revint dans sa ville natale et mourut peu après, entre 399 et 396, sans avoir achevé son œuvre qui s’interrompt au milieu de la vingt et unième année de guerre.

La guerre du Péloponnèse opposa de 431 à 404 les impérialismes de deux cités à leur apogée, Sparte et Athènes. Thucydide, en analysant les causes et le déroulement du conflit, met en œuvre une lecture stratégique, au sens contemporain du terme, puisqu’il met en évidence le caractère dialectique d’une lutte où les protagonistes transforment leur action au contact de l’action de l’adversaire. La victoire appartient à celui qui, le mieux, a su comprendre et s’adapter à la stratégie adverse.

On peut ainsi distinguer dans l’ouvrage quatre niveaux d’analyse:

* Le premier, situé à l’articulation du politique et du stratégique, est l’étude d’un impérialisme, celui d’Athènes. Ce phénomène est, selon Thucydide, au centre de l’événement: il explique l’origine du conflit, détermine la stratégie générale adoptée, fige cette stratégie dans un conservatisme qui se traduit par l’impossibilité de renoncer à l’empire, et conduit finalement à la défaite par l’impopularité engendrée par l’organisation de cet empire.
* Le second est une lecture géostratégique de la lutte entre une puissance maritime et une puissance continentale.
* Le troisième relève de la stratégie proprement dite, à travers une analyse de l’approche indirecte, de son efficacité et de ses limites.
* Le quatrième enfin se situe dans le domaine de la pensée stratégique. Il contient l’idée selon laquelle toute stratégie est affaire d’adaptation et d’innovation, l’inertie ne pouvant qu’entraîner la défaite.

Entre Sparte, puissance continentale, et Athènes, puissance maritime, deux stratégies vont s’affronter. Elles sont exposées dans les discours que Thucydide prête aux chefs de chaque camp: le Spartiate Archidamos et l’Athénien Périclès.

L’option de Périclès relève d’une stratégie oblique qui articule les modes offensif et défensif. La manœuvre défensive se fonde sur le principe selon lequel on ne peut tout défendre ni tout sauvegarder. Considérant Athènes comme une île, il abandonne le territoire à l’adversaire, replie la population derrière les murs de la cité et place son salut dans la flotte, les Péloponnésiens, c'est-à-dire Sparte et ses alliés, n’ayant aucune expérience de la mer. Il sacrifie ainsi le territoire à l’empire d’où Athènes tire sa puissance. Thucydide emploie alors, pour la première fois dans l’histoire, l’expression «maîtrise de la mer». Cette manœuvre est complétée par une autre: constituer un réseau d’alliances pour encercler le Péloponnèse. Dans le registre offensif, refusant l’engagement frontal, Périclès préconise une action indirecte, dont les objectifs sont économiques et psychologiques, qui consiste à ravager par voie maritime les cultures du Péloponnèse. Nous sommes pleinement dans ce que Liddell Hart appellera *l’approche indirecte*.

La stratégie péloponnésienne se fonde en revanche sur la recherche de la bataille terrestre, de l’engagement du fort au fort sur le théâtre principal. Et, si elle prône aussi la destruction des cultures, c’est pour contraindre l’adversaire à l’engagement. Mais cette grande bataille hoplitique que cherche Sparte lui est refusée. Pendant dix ans, globalement, l’initiative stratégique appartient à Athènes. Ses raids par voie de mer déstabilisent davantage les Péloponnésiens que les ravages de l’Attique n’affaiblissent la cité de Périclès.

La guerre du Péloponnèse est dans un premier temps cette lutte entre deux puissances de nature et de stratégie radicalement différentes. Mais, mieux que les Athéniens, les Spartiates et leurs alliés ont su s’adapter en se dotant d’une flotte puissante. Ainsi, le conflit tend progressivement à devenir une guerre maritime, et les deux batailles déterminantes, Syracuse et Aigos Potamos, sont des batailles navales. Ces deux défaites athéniennes illustrent le mot d’Albert Thibaudet: «La mer triomphe ou n’est vaincue que par la mer».

Les Péloponnésiens apprennent à pratiquer eux aussi la stratégie indirecte: ils s’attaquent au réseau d’alliances de l’adversaire en se posant comme libérateurs des peuples soumis à Athènes. Ensuite, puisque Athènes refuse l’engagement sur le théâtre principal, l’Attique, ils cherchent l’affrontement sur un théâtre extérieur: la Sicile. L’ouverture d’un deuxième front permet la dispersion des forces de l’ennemi, autre grand principe de Liddell Hart.

L’échec des opérations en Sicile cause la perte d’Athènes. Cette défaite est celle du conservatisme et de l’inadaptation. L’incapacité à réfréner la volonté d’étendre l’empire aboutit à une dispersion des forces. Le refus de constituer des troupes légères régulières prive Athènes de la mobilité opérationnelle et tactique indispensable à sa stratégie, alors que Sparte a su se doter de contingents de cavaliers et d’archers.

L’ouvrage de Thucydide a été beaucoup étudié à Byzance, mais il est longtemps resté inconnu en Occident. La première traduction latine date de 1513. Lorsque du XVIème au XVIIIème siècle, les théoriciens militaires se tournent vers Antiquité, c’est surtout dans l’*Histoire* de Polybe et non dans celle de Thucydide qu’ils vont chercher des modèles et des principes, en partie parce que l’athénien néglige les aspects tactiques. Mais, fait hautement révélateur, il existe pourtant un pays européen où, dès le XVIIème siècle, Thucydide est considéré comme un auteur essentiel: il s’agit de l’Angleterre.

## Articles d’intérêt général



**The path forward in Iraq:**

**Battelfield victories**

**and stategic success**



*Par le Lieutenant Colonel Chris GiBSON[[3]](#footnote-3),*

*De l’U.S. Army*

***Cet article[[4]](#footnote-4), publié par «Military Review» dans son numéro de septembre/ octobre 2006, suite à un appel de la revue pour obtenir des textes sur les expériences opérationnelles de la contre-insurection, est reproduit ici avec l’aimable autorisation de l’auteur. Toutes les photographies viennent de l’Armée de terre américaine.***

**T**

he Army is going through a period of introspection regarding its counterinsurgency (COIN) practices and their effectiveness in Iraq and Afghanistan. Opinions vary on this topic, but I doubt three years ago anyone could have predicted the current situation in which we find ourselves. Hence, the time is right for a critical conversation.

My task force - 2d Battalion, 325th Airborne Infantry regiment, 82d Airborne Division - recently returned from its second short-notice deployment to Iraq in less than a year and a half. We served in Baghdad and Mosul from December 2004 to April 2005 and in Tal Afar from September 2005 to January 2006. Fate put us at the center of the insurgency in northern Iraq both times.

Originally deployed to secure the dangerous Airport road in Baghdad, we were ordered to Mosul with no notice after the 22 December 2004 Mosul dining-facility bombing. We found ourselves in significant battles with the enemy immediately on arriving in Mosul. Iraqi Security Forces (ISF), chiefly the police force, had collapsed after synchronized insurgent attacks on police stations on 10 November, and the security situation was so serious that several battalions, including my own, were sent to reinforce Multi-National Force, Northwest (MNF-NW).

Attached to the 25th Infantry Division’s (25th ID’s) Stryker Brigade Combat Team (SBCT), we battled our foe throughout the month of January, ultimately prevailing and setting the conditions in our zone for the first-ever free national elections in Iraq, on 30 January 2005. Through aggressive combat operations and with the help of useful information from locals, we defeated insurgent cells and secured the streets, thereby averting a potential strategic defeat. (As late as December 2004, political leaders were seriously contemplating not holding elections in Mosul)[[5]](#footnote-5)

Four and a half months after re-deploying from Operation Iraqi Freedom (OIF II), we were sent back to Iraq and attached to the 3d Armored Cavalry Regiment (ACR) to help liberate and stabilize the insurgent safe haven of Tal Afar, in Ninevah province. Tal Afar has been the focus of considerable media coverage over the past year[[6]](#footnote-6). In early 2005, while coalition forces in the north focused on defeating the insurgency in Mosul, enemy fighters took control of the dense urban terrain of Tal Afar, a city just 40 miles from the Syrian border and a staging base for terrorist training and safe passage throughout Iraq. By spring 2005, Islamic extremists led primarily by former regime elements had established a tight grip on the city. They took over schools and mosques and intimidated, kidnapped, or murdered those cooperating with the coalition or Iraqi Government. With unfettered freedom of movement, the insurgents created a sanctuary for the ideological indoctrination of uneducated, unemployed teenage youths and a training base from which to launch attacks on coalition and Iraqi forces. All of this inflamed sectarian tensions, stimulating widespread violence and chaos.

Coalition forces sent in the 3d ACr to conduct Operation restoring rights (Orr). After shaping operations and a final assault, the city was liberated. Our battalion task force moved into the violent Sarai neighborhood and transitioned to stability operations within 72 hours. What set this operation apart from earlier ones in Tal Afar and other areas across Iraq was the highly developed and well-resourced phase IV (post-assault/stability) dimension of the campaign plan. My paratroopers were committed to living and operating in the same neighborhoods we liberated.

As Orr unfolded, U.S. forces worked closely with the ISF throughout the 3d ACr sector obtaining actionable intelligence from the local population to defeat insurgent cells, enabling secure, widely participated-in elections and in general helping northwestern Iraq enjoy a more stable life. Although by U.S. standards Mosul and Tal Afar remain dangerous places to live, conditions are emerging which favor lasting peace throughout ****Ninevah province.

**Defeating the Insurgency**

Our COIN tactics, techniques and procedures (TTP) were consistent with the current administration’s direction to “clear, hold, build”.

We addressed:

* Establishing security by gaining situational awareness, developing intelligence, and dominating the battlespace.
* Affiliating with the local populace.
* Developing the ISF.
* Strengthening civilian institutions.

We pursued these aims concurrently, although security was the first among equals.

**Security.** The central task of COIN forces is to secure the populace from the insurgents. When locals perceive COIN forces as working in their best interests, they tend to provide more useful information regarding terrorist activity. Additionally, once the population accepts COIN forces and decides it will no longer host the insurgency, stability and victory are close at hand[[7]](#footnote-7). However, there is no doubt that before any meaningful affiliation can occur, friendly forces must demonstrate their competence, particularly the ability to secure the population from the enemy with precision operations and fires (when necessary) while minimizing collateral damage. **No amount of money or kindness, and no number of infrastructure programs, will facilitate winning over the populace if COIN forces cannot provide security to the population**. Without security, nothing else matters.

**A nuanced, balanced approach.** Kinetic/offensive operations occupy one end of the COIN spectrum; at the other end are economic and social incentives and programs to sway the populace and eliminate the conditions causing the insurgency. Given our mistakes over the first three years in Iraq, the soft operations seem to be gaining in popularity. Some now suggest we can neutralize and defeat insurgencies primarily by addressing sewage, water, electricity, and trash removal (SWET) deficiencies and by providing medical and other types of humanitarian support. Such initiatives are essential to the political, economic, and social reconstruction of Iraq and help COIN forces affiliate with the local populace, but we should not delude ourselves: these soft operations alone will not stabilize Iraq. What we need is a balanced and nuanced approach built upon situationally aware COIN forces exercising sound judgment as they pursue operations across the full spectrum.

**Convince the people.** COIN forces must be able to convince the people that they can provide security. Without that, locals will not associate themselves with/or even be seen in the presence of security forces, since doing so invites terrorist violence on themselves and their families. Once security is established, however, locals can see that COIN forces offer a better vision for the future than the insurgent forces do. In Ninevah Province, initially in concert with ISF units, and thereafter with the ISF in the lead and us in support, coalition forces provided security and assistance to facilitate the emergence of increasingly competent civilian authorities.

**Work deliberately.** To achieve dominance, we used a deliberate approach[[8]](#footnote-8). We began by attempting to understand the zone’s pre-2003 history. We studied tactical problem sets, sought to understand our enemy and the population harboring him, and looked for patterns in the places, tactics, and techniques of attacks. What was the nature of the insurgent forces in our zone? Was the enemy monolithic, or was he made up of varying elements (religious extremists, foreign fighters, criminals working for money)? What was his source of strength? What were his vulnerabilities? Where did he strike?Who was he targeting and why? Where were his infiltration routes? Where did he meet, train, and live? How was he financed?

To answer these questions, we needed intelligence sources. We directed our intelligence toward those priority intelligence requirements and found that the enemy repeated his attack patterns until he was made to pay in blood for his deeds. We also noticed a correlation between where we traveled and where we were attacked. As we studied our enemy and attempted to determine his likely places of attack, we recognized that **our own actions largely played into the attack locations our enemy chose. With that understanding came opportunity**.

**Know the people.** To dominate the zone, we had to gain access to the populace. In both Mosul and Tal Afar, to enhance the *perception* of security we lived in combat outposts in neighborhoods, not in a forward operating base. The first two weeks in zone, we saturated our battlespace, putting 100 percent of our combat forces out in the area of operations (AO) to conduct constant patrols. We employed a combination of dismounted, mounted, and mixed (mounted and dismounted) reconnaissance patrols and tasked them with specific information requirements: Who are the local leaders? What is their perception of security? Their vision for the future? What is the status of basic services? Who are the people fomenting violence or otherwise intimidating the locals[[9]](#footnote-9)? To show good faith, we issued claims cards for U.S. damages inflicted during the ORR main attack. These gave us opportunities to interact with locals and gain situational awareness while also making some amends for collateral damage. This effort showed our respect for the people of Tal Afar, and it was generally well received.

To facilitate claims, we set up a civil-military operations center (CMOC) in our zone[[10]](#footnote-10). After our dismounted patrols inspected damaged dwellings and issued claims cards, locals brought the cards to the CmOC for processing. Part of the processing included taking a photo and acquiring basic contact information from the claimant. We used this data to establish the basis of our population census[[11]](#footnote-11). Ostensibly, our intent was to reduce fraudulent claims, but we also gained a database to query as we interacted with locals.



Leaders from the 2-325th Infantry and 3d ACR discuss local concerns with citizens

during a security patrol in Tal Afar in September 2005.

COIN forces must determine who is supporting the enemy and who is actively fighting them. The census helped us gain situational awareness because it documented identities, afforded a means of cross-checking stories and histories, and provided pictures of suspected insurgents that we could use to test the veracity and accuracy of our intelligence sources[[12]](#footnote-12). After we had established the credibility of an intelligence source, we could then ask him to identify insurgents from among the census photos and to provide detailed witness statements of violent acts by those insurgents. Altogether, the census enhanced our targeting and thus our ability to defeat insurgent cells.

We recommend combining the baseline biometrics of the census database with more advanced biometrics programs (such as iris scans and fingerprinting), higher level intelligence, and other command and situational awareness databases so that Soldiers can query a single database during combat patrols and obtain an electronic report on locals that includes all of their previous interactions with COIN forces. Of course, this is invasive, and it intrudes on civil liberties, but given the good this tool can do for securing the local population, those with nothing to hide should welcome it. Indeed, classical political philosophy is replete with writers who would be sympathetic. Hobbes, Rousseau, Locke, and others have advanced the idea that the first responsibility of government is security.

**Gauging success.** One of the lively contemporary topics in the COIN literature involves metrics; in other words, how do we know if we are succeeding? Here, rather than focus on process variables, we looked at end-state conditions: how safe and secure is the zone as measured by the number of enemy attacks over time? Are the trends decreasing or increasing? Are the Iraqi Security Forces progressing? How specifically have they progressed (or regressed) since our arrival in zone? What is the status of civilian institutions in our zone? Have they improved or gotten worse? And finally, what is the status of civic participation in our zone? Are locals taking more or less responsibility for their neighborhoods?

Related to the first variable, security, beyond the number of successful enemy attacks we calculated the percentage of attacks we responded to with effective precision targeting. Once COIN forces establish dominance over a zone and affiliate with the local populace, they will often garner the situational awareness needed to prevent many attacks or to respond precisely when they occur. No zone in Iraq will probably ever be violence-free, but if we have the local populace with us, COIN forces will often be able to glean information in the immediate aftermath of successful enemy attacks to help track down the perpetrators. If a coalition force is experiencing a large number of enemy attacks and cannot figure out who is executing them, it’s a telltale sign that the struggle to win over the support of the local populace has yet to be won[[13]](#footnote-13).

**Intelligence operations.** Experience has shown that effective targeting should be, in the main, driven by intelligence garnered by troopers interacting respectfully and empathetically with the populace. That is not to say that other means should be excluded. Indeed, this approach should be augmented by all other intelligence means available, including technological ones[[14]](#footnote-14). But COIN forces that rely primarily on technical means are doomed to fail because of operational fragility. If innocent civilians are mistakenly identified and targeted, security declines precipitously. Mistakes invariably happen in war, but they occur more frequently when units rely primarily on technical intelligence and do not cross-check information with a population that generally knows best regarding insurgent activities.

**IED threat.** The enemy’s main weapon is the improvised explosive device (IED). We dedicated a maneuver force solely to address this threat. Team Delta (our heavy weapons company), significantly reinforced, was able to degrade the enemy’s ability to attack us successfully with roadside bombs. Summarized generally, our approach included multiple intelligence-gathering means, defensive electronic countermeasures, persistent surveillance over notorious trouble spots, a constant presence (both mounted and dismounted) throughout our zone, mobilization of the populace into neighborhood IED watches, holding local leaders responsible for their streets, and offensive operations to deny the enemy the sanctuary to plan, coordinate, and emplace IEDs. The approach worked. During both deployments, higher headquarters solicited our TTP for their lessons learned network, and during OIF III, multi-National Coalition, Iraq (mNC-I) headquarters solicited our TTP for its “best practices” section of its website. By dedicating a counter-IED force instead of requiring all company teams to put assets against this mission, we were able to neutralize the enemy’s greatest strength economically while the preponderance of the task force focused on offensive operations (intelligence-gathering operations and precision raids) and helping the Iraqis. Despite being committed to two of the most dangerous cities in Iraq, we did not have a single KIA from an IED in the eight months we were deployed to OIF II and OIF III[[15]](#footnote-15).



Two White Falcon troopers, 2-325th Infantry, attempt to aid a wounded insurgent after a successful U.S. ambush in Mosul, February 2005. His vehicle burns in the background from exploding RPG rounds and small arms cook-offs, enemy ordnance that was destroyed in the vehicle

**Drive-by shootings.** In Mosul, we were plagued early on by drive-by shootings. Several of our casualties, including both of our KIAs, came from such enemy attacks. however, we neutralized this threat and destroyed the insurgent cell that was perpetrating them through a series of actions we called “chokehold operations” and “baited ambushes.”

Once the enemy established a pattern by conducting several drive-by shootings in the same place, we would set up a two-step ambush. First we would execute the “chokehold,” cordoning off all traffic on the busy road where most of the drive-bys had occurred. After we had stopped all vehicles in the chokehold, we systemically went from vehicle to vehicle checking for contraband and listening for tips on terrorist activities. We captured a few terrorists in the chokehold, confiscated their contraband, and developed several intelligence sources. The real tactical value, however, came with the accompanying “baited ambush.”

Once the enemy figured out that we were using the chokehold, he countered with drive-by shootings at our chokehold security positions, but this was a fatal mistake. Anticipating his move, we had established ambush positions along his infiltration/exfiltration routes and we killed him as he sought to get away. This technique ultimately was decisive. In a series of successful baited ambushes in February 2005, we killed over half a dozen enemy fighters who had initiated drive-by shootings in our zone. After that, there were no more drive-by attacks.

**Mortar threat.** In both Mosul and Tal Afar, the enemy liked to use mortars to inflict casualties. To counter that threat, we saturated the zone with patrols to deter enemy mortar use and followed up aggressively on tips from locals indicating locations of caches. The latter led to successful raids in which we destroyed enemy mortar systems. Before periods when the risk of enemy mortar attacks was high (on an election day or while we executed an air medical evacuation), we conducted an analysis of craters left by previous mortar attacks. Based on this information, we could estimate the likely enemy mortar positions and occupy those positions first. It became a battle drill for us. The theory was that the enemy would have to literally knock us out of the way to fire his mortars, and that wasn’t going to happen. This technique worked. After we adopted this TTP, we did not sustain a single casualty due to mortar fire, nor did we have any civilian casualties from mortars.

**Shape the environment.** As operations proceed, units must integrate all assets at their disposal, including information operations (IO) personnel, civil-affairs teams, psychological operations (PSYOP) support, and public affairs officers and elements. Because the population is the center of gravity, these means of influence can help you beat the enemy by exposing his fraudulent, morally bankrupt vision for the future, so that the people choose to support the nascent government and COIN forces. Aggressive use of IO clarified our intent and overcame the enemy’s propaganda efforts. Even using tactical PSyOP teams to broadcast helped calm locals by keeping them informed that the loud noises they were hearing were simply routine training exercises with ISF. This prevented the enemy from claiming successful attacks on COIN forces or, even worse, asserting that we (or the ISF) were attacking the populace. COIN forces must constantly stay on the offensive, kinetically and non-kinetically, to retain the initiative and the support of the locals.

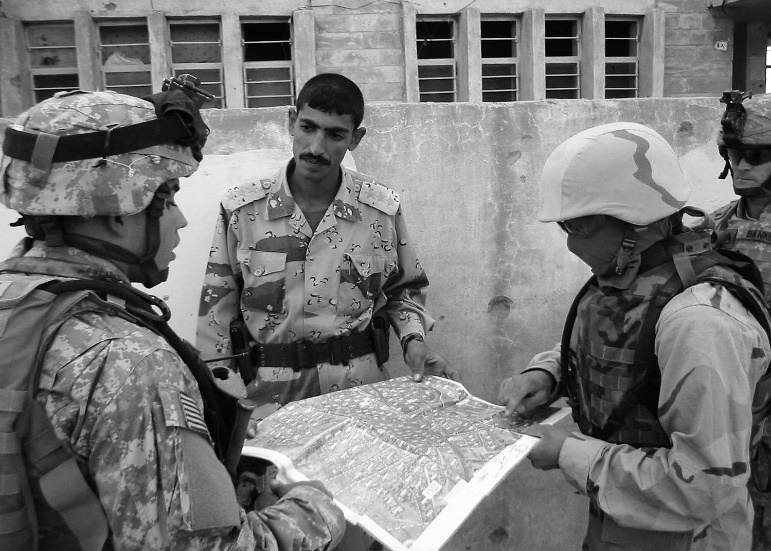
**Know the terrain**. Situational awareness and precise operations are key. Units should consider adopting a standardized set of graphic control measures, including naming conventions for specific buildings in the battlespace. This approach proved invaluable to the 3d ACr during Orr in Tal Afar. Every building in a city of 250,000 was labeled, which enabled rapid targeting, successful integration of attack aviation, and quick resolution to population-control challenges.

We also developed a “White Falcon Fighting-Position Book” that included digital photos of all outpost and patrol base fighting positions, with standard range card information, landmarks, and locations of significant activities appended. Thus, anyone could immediately achieve situational awareness upon assuming duty. We turned these over to U.S. and Iraqi forces upon our departure, along with a standing operating procedure on how to create fighting positions in new locations.

**Evacuation.** Another successful TTP we employed in Tal Afar was to evacuate citizens prior to combat. In large cities, this technique might not be possible, but where practicable, evacuation facilitates stabilization. Before the main assault, the 3d ACR commander directed the evacuation of civilians from the main battle area, an initiative that minimized civilian casualties and enabled coalition forces to take the initiative unfettered. As a result, we destroyed many IED and weapons caches, identified insurgent defenses and “safe houses” used before the assault, and were able to control re-population. With the help of tips from locals, we caught terrorists trying to infiltrate back into the populace. Even though the evacuation was disruptive, in the end, the populace appreciated the effort[[16]](#footnote-16).

**Affiliate with the populace.** Affiliation begins with security and includes SWET and similar initiatives. **Helping Iraqis, the people we were sent to protect, was not only the morally right thing to do, but it also stimulates intelligence-gathering operations, significantly enhancing situational awareness**. The *perception* of securityis inextricably tied to *actual* security[[17]](#footnote-17). If the locals feel safe, they are more apt to provide targetable information on terrorists. We actively pursued interaction with the people to make them feel safe and help us achieve security dominance. After the decisive phase of ORR, we filled out claims cards for locals whose houses and property had sustained damage, and we processed several hundred thousand dollars worth of claims. In many cases, we received information that was targetable, and our intelligence increased daily as a direct result. moreover, we dedicated U.S. dollars to water system and electricity projects, rubble removal, storefront refurbishments, school renovations and the like. These were all efforts that relied on local hires, which helped the unemployment situation. Although we didn’t please everyone, our projects were generally well received.

**Develop the ISF.**U.S. forces must make development of local security forces a high priority concurrent with ongoing operations. This means embedding support cells with Iraqi battalion task forces, integrating with the Military Transition Teams (MiTTs), and forging partnerships at the company level.



Lieutenant Brian Barnett, 2-325th Infantry, reviews the plan of an Iraqi

Lieutenant whose unit is preparing for a security patrol in Tal Afar in November 2005.

Professionalization begins with values indoctrination. To earn the respect and trust of the populace, local security forces must practice sectarian impartiality and political neutrality; thus, codes of conduct must be promulgated, disseminated, and enforced as the foundation for impartiality and the discipline that underpins it. We were all familiar with the ranger Creed and how it helps inculcate values in ranger students, so we used a similar code to help indoctrinate the Tal Afar Iraqi police. Our values-first approach paid off: we had few instances of inappropriate behavior from our ISF partners[[18]](#footnote-18).

After imparting a baseline of professionalism, the partner unit must pursue basic soldier competencies. Local security forces have to be able to account for and care for their people and equipment; and they must secure, logistically support, and sustain themselves at all times. Training should include marksmanship; small-unit drills and other collective tasks; and COIN competencies, especially those that focus on developing intelligence and affiliating with the local populace[[19]](#footnote-19). To accomplish many of these tasks, we set up a training range on the outskirts of Tal Afar.

The partner unit must help the local ISF get organized by showing them how to set up a tactical operations center and a planning section for future operations, and how to track logistics status and significant activities in zone. In all instances, partner units need to show their Iraqi counterparts “what right looks like.” By co-locating a battalion support cell with the ISF, we established what amounted to a joint coordination center to enhance our COIN, humanitarian, and government support operations. Joint patrols and other operations must be the norm until ISF self-sufficiency enables coalition forces to depart. This necessitates joint planning, rehearsals, the teaching of good practices, enforcement of standards, and discipline.

**Civilian institutions.**Strengthening civilian institutions is vitally important. We worked with emerging Iraqi leaders, including the mayor and his elected city council, to help them develop a functioning and responsive government[[20]](#footnote-20). The nascent governing entity must provide basic services to bolster its legitimacy with the people. To be embraced, the government must be caring, competent, and willing to solve basic problems[[21]](#footnote-21). Toward that end, we took an interest in the civil service. The water and electricity departments were key; they must be effective and impartial in the distribution of service. This was a huge challenge in Tal Afar, as the existing waterworks suffered from war damage and over 20 years of Baathist neglect. We did not, however, take over the waterworks and do the job for the Iraqis. It’s fine for coalition forces to help, but true success - establishing the Iraqi Government’s legitimacy - means that the government has to take the lead in solving such problems.

Related to this, ordinary Iraqis need to be mobilized and organized to participate in all aspects of collective civic responsibilities, including security efforts. Stabilization efforts in Ninevah were relatively easier than in places like Baghdad, which has 3 times more inhabitants than Mosul and 12 times more than Tal Afar. A city the size of Baghdad poses a much more difficult challenge and can only be stabilized, in my estimation, by combining the methods described herein with aggressive efforts to mobilize and organize the populace to resist and report insurgent intimidation and activity. The closest analogy I can think of is the “neighborhood watch” often used in the United States. Organizational efforts like these might be built along family or tribal lines (although we should be careful not to rely solely on such potentially self-interested groups). Whatever the mechanism, Iraq needs community/neighborhood leaders ready to reject violent means and embrace peaceful and conciliatory methods.

Successful democracies are built on the rule of law. For Iraq, much work is needed on an almost nonexistent judicial system. Impartial judges must be appointed and then held accountable for their work. This will undoubtedly pose a security issue as terrorists target such judges. Still, we must remain committed to helping. Ultimately, too, the United States should get out of the detainee-holding process. Iraqis should hold convicted terrorists while U.S. forces assist by drafting codes of conduct and helping police enforce compliance with them.

Finally, coalition forces should facilitate the growth of capitalism. We have to cultivate entrepreneurs. Many already exist in Iraq, but they are reluctant to come forward out of fear for themselves or their families. here again, the perception of security is key: as it grows, so will the economy. One engine of growth will be reconstruction, which can mean big money for localities. In sum, comprehensive progress along social, political, and economic lines is possible by tying together progress in the security environment, impartiality in the distribution of government services, and direct U.S. aid.

**Final reflections on security.**History put us in Mosul and Tal Afar when decisive battles were raging, and in both, coalition and ISF elements succeeded: three peaceful elections took place in 2005, the last two of which were widely participated in by all ethnic groups in Ninevah. more hard days lie ahead, but as a direct result of successful COIN and reconstruction efforts by U.S. units and their ISF brothers-in-arms, Ninevah has a good chance for lasting peace. Our battalion task force is proud to have been a part of bringing that about. Like all units, we made mistakes, but, on balance, we believe we were effective in defeating the enemy and in linking our battlefield successes with political, economic, and social lines of operation.

Our experiences varied widely in these two cities only 40 miles apart. In Mosul we experienced almost daily direct-fire contact, but in Tal Afar we had considerably fewer gun battles. Among the challenges I had to deal with in Tal Afar was “catastrophic success”. At least until recently, my paratroopers had been primarily trained to fight. They got to do that often in Mosul, and, by most accounts, they found it professionally rewarding[[22]](#footnote-22). The circumstances in Tal Afar were different. There, our dominance over the zone and constant stream of actionable intelligence on insurgent activities coming from the populace resulted in more preemptive raids than reactive gunfights. Despite this overwhelming success, my Soldiers at times peppered me with comments about their desire to be back in Mosul in direct-fire contact with our enemy. My response was, *“You’re not supposed to be in direct-fire contact with the enemy.”* Tips from local nationals will often enable COIN forces to capture terrorists *before* they are able to attack, precluding direct-fire engagements. Ironically, from these varying experiences in Iraq, I found that engaging the enemy in direct-fire engagements was hard, but from a leadership standpoint, the absence of that was harder.

Overall, the key lesson we learned about security in a counterinsurgency is that by dominating your zone, you are truly able to secure the population, and that’s the holy Grail of COIN pursuits. When you dominate, the enemy is less able to harm or intimidate locals, there are fewer gunfights in which civilians can be caught in the crossfire, and there are fewer accidents because you will know and control your zone better. Consequently, civilian casualties from enemy attacks, collateral damage, and counterinsurgent accidents will decline[[23]](#footnote-23). In the four months we were in Tal Afar, we caused no civilian deaths, a fact the locals knew and tremendously appreciated. They thanked me often during my patrols through the town. Their confidence in us and the security environment led to more helpful tips on terrorist activities, which enabled precision raids before terrorists could finalize their battle plans. Like many facets of COIN operations, success bred more success.



U.S. and Iraqi partnership and a successful election day,

15 December 2005 in Tal Afar. Two leaders take a break to enjoy

**Training and Organizing for Success**

Units must make COIN a priority during home-station training; it cannot be a secondary effort. Mission-essential task lists (METLs) must reflect the challenges and missions expected overseas, and resources must be allocated accordingly. Of course, this implies managing training risks, because conventional METLs must not atrophy. In the 82d Airborne, we must be able to conduct an airborne assault followed by mid-intensity conventional offensive operations, and then quickly and seamlessly transition to COIN and peacekeeping tasks.

We had four months between OIF II and OIF III deployments. In that time we worked and trained on:

* The paratrooper essential-task list, which included marksmanship, physical fitness, medical skills, small-unit drills, airborne proficiency, and leader development.
* Theater-specific tasks and issues, including understanding the populace; terrain and language familiarization; cultural awareness; according basic dignity and respect; enemy problem sets with enemy cell development; detainee packet development and tactical questioning to foster an effective intelligence-gathering approach; and driver’s training.
* COIN situational training exercises and field training exercises (STXs and FTXs). These scenario-driven exercises reinforced effective practices and made troopers more comfortable with risk assessment and mitigation and rules of engagement. They also put our leaders and paratroopers in situations where they had to think fast and make difficult decisions quickly. Immediately after a critical event in an exercise, we hot-washed the results of the leader’s or trooper’s estimate of the situation and his decisionmaking process and discussed what he should have done. Although we certainly reinforced standards, **the most important dimension of this training was teaching and developing our thinking and decisionmaking processes so that paratroopers could become confident in their personal COIN approach.** To make training more realistic, we rented civilian vehicles, populated the training site with livestock, committed a company to simulate an insurgent cell and civilians on the battlefield, incorporated attack aviation and combat engineers, worked counter-IED operations, and required units to work with “indigenous” security forces.

Given competing demands on time, in the future we need to ensure that all collective training events incorporate as many force multipliers as possible - engineers, artillerymen, PSyOP and civil affairs teams, Air Force personnel, tactical human intelligence personnel, medical augmentation support, and military police - so that we train as we will fight in the Global War on Terrorism (GWOT). Battalions would also benefit by being able to tap into a pool of Iraqi/Afghani role players for training. even a handful of individuals would significantly enhance STXs/FTXs. The same goes for equipment: battalions need help getting access to theater-specific equipment such as Warlock electronic countermeasures equipment, SIGINT assets, vapor trace/X-Spray, and up-armored HmmWVs.

We need to continue to pay attention to the fine points, too. For example, company supply sergeants should participate in logistics training exercises to become more familiar with SOPs and battle drills for logistics package operations. Crater-analysis training should be incorporated into FTXs. home-station medical training must also be as realistic as possible.

When developing COIN training scenarios, we must ensure our enemy situation approximates the anticipated GWOT threat. We plan to have the exercise design cell create an insurgent cell, provide role players to fill the various parts, and make company and task-force intelligence sections do link analysis and intelligence training concurrently with COIN STXs. Every trooper must be capable of quick thinking and sound judgment.



COL H.R. McMaster, commander, 3d ACR, addresses White Falcon troopers

in Tal Afar, September 2005.

While our training prepared us for most of the challenging circumstances during OIF, we can do better, and we are fervently committed to doing so. We need to sustain our strengths, improve our weaknesses, and build other capabilities for different deployments and missions (for example, Afghanistan).

**Organizing for COIN.** To win the GWOT, we need organizational reform to help our forces. In addition to altering meTLs, we should upgrade and enhance home-station training areas to better reflect Central Command’s area of responsibility (AOr). We need to resource the Secret Internet Protocol Router Network down to battalion level for classified e-mail and Internet traffic and should provide deploying task forces with Small extension Node communications capabilities when possible. We also should forge closer habitual relationships with CA and PSyOP units on post.

We should sustain tactical intelligence team augmentation for deploying battalion task forces and have an intelligence analystat the company level and an interrogator with the battalion S2 section. Now that the cold war is over, it’s time to revisit the distribution of our intelligence assets. We no longer need huge ACes at corps and division[[24]](#footnote-24). This made sense when we were preparing to fight the Soviets on the open battlefield, but, in a COIN fight, units are responsible for given areas and, over time, intelligence tends to come from the bottom-up, not vice versa, as it did during the cold war. Companies and battalions plainly need more intelligence analysts. We should redistribute our intelligence assets.

We should also exploit technology fully to augment and support our intelligence operations, including standardizing software for personal cameras to enhance relaying data between units and acquiring surveillance cameras to mount in sector to facilitate monitoring areas of interest and enemy attack sites. We should widely publicize them through aggressive IO. We should also purchase decoy surveillance cameras and place them throughout the AO to complement persistent surveillance.

Battalions also need a small CA staff section (S5). Currently, we are building one “out-of-hide” when we deploy, but we should form one during training so it will be more effective in combat. While in Tal Afar, our task force - through our Air Force joint tactical augmentation cell (JTAC) element - had the ability to downlink from a Predator Unmanned Aerial Vehicle right into our TOC, a capability that provided real-time situational awareness of actions on the objective. These practices were quite helpful and should be proliferated throughout the force. We have not established habitual relationships with deploying JTACs, and need to do so (although modularity should resolve this shortcoming)[[25]](#footnote-25).

Technology that enhances situational awareness must be pursued. The Force XXI Battle Command Brigade and Below system has been helpful in improving our command and control capabilities. The proliferation of UAVs has also been helpful, and we are excited about the prospect of future-generation UAVs with expanded capabilities. The ability to see through walls is something worth pursuing. It will enhance our precision in operations and ultimately provide better protection for our troops.

Finally, because there are many recurring COIN tasks for which we do not have doctrine, units need to supply an alternative guide. Our battalion developed and published a tactical SOP (TACSOP) that codified our COIN TTP. Derived from our experiences, this TACSOP will fill the void until doctrine catches up. We remain a learning organization, and so our TACSOP is a working document that we will continually update in the light of new experience and knowledge.

**Strategic Success**

It’s been widely claimed that in Vietnam, the U.S. military did not lose a single battle. Yet, in the end, our strategic objectives were not realized. As painful as it is to admit it, we lost. Let that not be our fate in Iraq*.* Commanders must constantly be searching for ways to translate battlefield successes into strategic contributions by effective linkage across all military, political/institutional, economic, and social lines of operations[[26]](#footnote-26).

There is a clear opportunity now in northern Iraq to achieve greater levels of stability and to integrate Sunnis into the fabric of this nascent nation, both important steps toward achieving our strategic objectives. Given the high voter turnout in Ninevah province, it appears Sunnis will be appropriately represented in the new government. That development and an improved ISF offer opportunities for meaningful negotiations with almost all factions of the insurgency about quitting the fight. This should set the conditions for a lasting peace, one that isolates Al-Qaeda and extremist factions.

To make that happen, the ISF should take primary control of security operations in the province, enabling all but miTT advisors and quick reaction forces in Mosul and Tal Afar to withdraw. By turning over security responsibilities and largely removing the U.S. presence, we would mollify a sizeable number of insurgents who continue to fight “the occupation”. In essence, we could placate a significant number of homegrown insurgents with political inclusion and security responsibility transfer, which should lead to a more stable security environment. Simultaneously attaining coalition and Iraqi Government strategic objectives will further isolate Al-Qaeda. With those developments we should expect actionable information on Al-Qaeda to dramatically increase because we have co-opted former insurgent groups who have separated themselves from foreign, extremist elements. Once the local populace sees an opportunity for lasting peace and fair representation in government, it will turn on those fomenting violence.

With enhanced precision targeting, COIN operations will only get better over time, which, in turn, will further improve the security situation. This cycle has the potential to be positively reinforcing. Before long, Ninevah province should realize the kind of stability that enables real economic and political reconstruction. This will positively influence social reconstruction, since all sects have symbiotic relationships with each other and need one another to continue economic growth.

With Ninevah stable, the Iraqi Government will be in a better position to convince Sunni-majority provinces to embrace peaceful solutions to grievances and political disagreements. In essence, Ninevah could become the strategic model for long-term peace in all of Iraq. None of this, however, will be easy[[27]](#footnote-27).

We in the coalition are engaged in a just struggle to protect and defend our cherished way of life and to help freedom-loving people worldwide enjoy security and prosperity. however, the nobleness of our effort and our battlefield prowess do not guarantee success and ultimate victory. We need an integrated strategy that effectively ties together military, political/institutional, economic, and social lines of operation and that has identifiable, pragmatic steps and milestones. And we need one soon. Considering what is at stake, we must not fail.



2-325th Infantry at an awards ceremony in Tal Afar in December 2005.

**Future warriors wanted:**

**Xbox experience required[[28]](#footnote-28).**



*Par le Capitaine Nathalie LE PESQ,*

*stagiaire du CESAT/DEMSST[[29]](#footnote-29)*

***À travers l’exemple des États-Unis, cet article explore le domaine, encore mal connu, des nouvelles technologies issues directement de l’industrie civile, appliquées à la prise de décision, à l’entraînement et à l’engagement militaires.***

***A***

***merica’s Army*: un sergent recruteur aussi virtuel qu’efficace**

Lors du recrutement des pilotes de chasse au Japon, l'obtention d'un bon score à *Super Mario*, produit phare du fabricant de jeux japonais Nintendo, est une des conditions de réussite au concours. L’armée de terre américaine qui doit, quant à elle, incorporer 200.000 jeunes tous les ans et qui éprouvait depuis 1999 des difficultés à remplir ses objectifs, a décidé d’investir dans une méthode de recrutement aussi innovante qu’imparable grâce à un jeu vidéo *FPS[[30]](#footnote-30)*, très réaliste, avec des graphismes soignés, des scénarios haletants et des sons impressionnants: «*America’s Army*».

Développé par le colonel E. Casey Warynski, *America’s Army* est un jeu gratuit, téléchargeable par tous[[31]](#footnote-31). Il se présente également sous la forme d’un CD-ROM, joint à des magazines populaires américains ou distribué par les sergents recruteurs. Depuis son lancement, le 4 juillet 2002, son succès ne se dément pas, aussi bien aux États-Unis qu’à l’étranger: en mai 2007, 8.331.961 joueurs sont inscrits et plus d’un milliard de missions ont été remplies.

Présenté par ses concepteurs comme une représentation réaliste de la vie des soldats de l’armée américaine dans ses différentes activités, il propose aux joueurs de se glisser dans la peau d’un soldat virtuel et de s’entraîner individuellement et collectivement (via Internet), avant de participer à des opérations militaires au sein d’unités. Mais avant d’en arriver là, le joueur doit d’abord ouvrir un compte sur l’un des serveurs de l’armée de terre qui suit ainsi sa progression à travers le jeu; cet aspect fonctionnel est également un excellent moyen pour collecter des informations et envoyer des messages adaptés sur les différentes façons de s’engager. Comme le dit Matteo Bittanti: «*from war video games to real war, there’s only a click*[[32]](#footnote-32)». Contrairement à d’autres jeux beaucoup plus irréalistes[[33]](#footnote-33) (guérison spontanée en cas de blessure par exemple), *America’s Army* immobilise pendant plusieurs minutes les joueurs «tués au combat». Les concepteurs du jeu disent avoir trouvé un équilibre: un joueur blessé peut continuer à jouer, mais il est ralenti dans ses mouvements et moins précis dans ses tirs. Selon le service de presse de l’armée de terre, le but principal du jeu est de promouvoir le travail d’équipe, la camaraderie, l’intégrité et le leadership.

Les critiques reprochent au jeu de ne pas donner une représentation réaliste des horreurs de la guerre. La guerre n’est pas un jeu et *America’s Army* apporte une vision aseptisée de la violence. En effet, le jeu est coté «T» (*teenagers* - adolescents) et peut ainsi toucher le plus vaste public possible. Le développeur du projet précise, quant à lui, que le but du jeu est de parvenir à remplir les objectifs fixés, pas de semer le chaos. La violence est donc clairement minorée, le sang n’apparaît pas ou sa représentation, une simple tache rouge, est minimisée. Même s’il faut parfois plusieurs balles pour venir à bout d’un soldat ennemi, celui-ci n’agonise jamais. Soit il est encore en vie et constitue une menace (il reste capable de tuer), soit il est mort et donc définitivement neutralisé. Il n’existe aucun espace pour la manifestation de la douleur et l’expression de l’humanité.

**Les *wargames* dans l’armée américaine**

Le ministère de la défense américain définit un «*wargame*» comme une simulation, par quelque moyen que ce soit, d’une opération militaire comprenant au minimum deux forces ennemies, utilisant des règles, des données et des procédures prévues pour représenter une situation de la vie réelle, contemporaine ou plausible. L’osmose qui existe aux États-Unis entre les milieux des *wargames* et les hautes sphères des armées est très poussée et le chemin continu qui va des wargames du commerce jusqu’aux wargames professionnels existe bien. Un des exemples les plus célèbres date de 1990: Mark Herman est alors consultant en stratégie militaire pour plusieurs firmes travaillant pour le Pentagone et auteur de jeux stratégiques, notamment *Gulf Strike*, un *wargame* sur les conflits potentiels dans le golfe Persique. Le 2 août de cette année là, alors que les troupes de Saddam Hussein sont en train d’envahir le Koweït, il est appelé au Pentagone pour y jouer une partie de *Gulf Strike* en compagnie des décideurs stratégiques de la première puissance militaire de la planète. Au bout de quelques heures, la plupart des décisions stratégiques qui seront mises en œuvre dans l’opération «bouclier du désert» sont élaborées, grâce au jeu vidéo.

Les simulations destinées à l'armée doivent répondre à un cahier des charges, et doivent englober trois caractéristiques principales: l'entraînement, l'analyse et l'acquisition:

* l'entraînement: les militaires, quelque soit leur grade, utilisent les simulations pour accroître leurs compétences d'un point du vu tactique, opérationnel et stratégique. Cela passe par l'utilisation d'environnements virtuels réalistes. L'utilisation de la technologie virtuelle permet de simuler des opérations de grande envergure, sans risque de blessures, de dommages pour l'environnement, ou encore d'utiliser des armes nouvelles. Les simulations virtuelles affranchissent l'armée des coûts de transport et du temps de trajet pour rejoindre les camps d'entraînement.
* l’analyse: la modélisation et la simulation virtuelle procurent au *Departement of Defence* un ensemble d'outils permettant une analyse systématique des situations, et entre autres de simuler de nouvelles «structures» et «configurations» des forces.
* l’acquisition: l'utilisation des simulations virtuelles permet de déterminer les investissements les plus adéquats en ce qui concerne l'équipement des nouvelles armées.

## Une étroite et fructueuse collaboration

L’alliance qui lie l’industrie du jeu vidéo aux militaires (*the military-entertainment complex[[34]](#footnote-34)*) tient à la fois au fait que les militaires sont à la recherche de techniques d’entraînement de pointe et que l’industrie du jeu cherche à vendre des jeux de combat toujours plus réalistes à des joueurs toujours plus exigeants.

Si dans les années 1990 le Pentagone ne voyait dans les jeux vidéo qu’un moyen d’entraîner plus efficacement et à moindre coût les recrues, depuis, les relations ont évolué et les deux entités travaillent désormais main dans la main[[35]](#footnote-35). Les armées créent et utilisent des technologies toujours plus proches des jeux vidéo: les chars sont équipés d’écrans de communication en tous points identiques aux écrans de jeux et certaines manettes de contrôle sont calquées sur la manette de la *Playstation*.

Plus de cent jeux qui décrivent une grande palette de scenarii, allant du corps à corps au commandement d’un groupe naval, sont actuellement utilisés en complément d’autres programmes d’entraînement plus classiques.

Le Département de la défense consacre un budget de 120 millions de $[[36]](#footnote-36) pour évaluer l’efficacité des jeux et pour en créer de nouveaux. Pour lui, le plus grand défi actuel est de faire coïncider les technologies des jeux aux besoins et contextes des armées. Les militaires américains se félicitent des bénéfices qu’ils peuvent tirer en achetant et en utilisant des jeux vidéo pour entraîner facilement leurs troupes et les instruire: les simulateurs sont de plus en plus remplacés par des *PlayStation, Xbox* ou des ordinateurs portables qui présentent en outre l’avantage de pouvoir être mis en réseau. Pour des raisons économiques et pratiques, le virtuel remplace aussi souvent que possible le réel.

## Du jeu vidéo au simulateur militaire

Aux États-Unis aujourd’hui, 100% des recrues américaines ont joué ou jouent à des jeux vidéo. Les jeunes qui s’engagent ont grandi autour de jeux comme *Half-Life*, *Countersytrike*, *Quake[[37]](#footnote-37)* et ont donc une affinité naturelle pour les programmes militaires de simulation, qui ne sont souvent que des adaptations des versions commerciales des jeux vidéo. La différence tient à peu de choses: ils sont dans l’ensemble plus précis et plus austères que ceux vendus dans le commerce et on ne les appelle plus «jeux» mais «simulateurs». Ainsi le jeu *Full Spectrum*[[38]](#footnote-38)permet dans sa version militaire d’entraîner les soldats à mieux combattre, mais aussi à interagir et à négocier avec des civils, des médecins, des autochtones, des religieux ou des responsables politiques locaux... Il est également utilisé pour étudier les chocs post traumatiques chez les soldats. *America’s Army (military)* est utilisé dans les unités pour aider les soldats à garder des réflexes affûtés. Pour de nombreux soldats, les simulations qui sont de plus en plus réalistes leur semblent être la chose la plus proche du combat réel. «Cela vous donne une impression de réalité, vous vous sentez nerveux… Est-ce que je veux vraiment tourner au coin de ce bâtiment ou pas? Vous voulez accomplir la mission qui vous a été confiée» dit le caporal Taylor[[39]](#footnote-39). Comme l’affirment les concepteurs d’*America’s Army*, «il vaut mieux se faire tuer mille fois dans un simulateur qu’une fois dans la vraie vie».

## Des simulations toujours plus proches de la réalité

Operation Flashpoint*[[40]](#footnote-40)* **est un des rares jeux qui ose prendre le parti de délaisser les objectifs militaires pour l’expérience subjective du soldat au cours de la guerre.** Des passages glissés au cours de certaines de ses missions autorisent d’authentiques moments de flottement, de perte de repères, où des peurs primaires refont surface. Après le crash d’un hélicoptère, le joueur se retrouve isolé dans une forêt épaisse investie par des patrouilles ennemies. Privé de radio, il ne peut que tendre l’oreille pour capter les mouvements des soldats adverses. Leur surnombre manifeste réduit le joueur à l’état d’impuissance et la mise en place de mécanismes de survie éclipse la volonté de poursuivre le combat. L’armée américaine a très vite manifesté son intérêt pour ce jeu: le recours aux simulations n’a pas seulement pour objectif de former les soldats au maniement des armes, mais vise aussi à les exercer à exécuter la stratégie ordonnée, quel qu’en soit le contexte. Il faut donc chercher à reproduire le plus fidèlement possible un environnement envahi d’incertitudes, de tensions, d’émotions, dans lequel la crainte d’évoluer est réelle. Les simulateurs ne doivent donc pas seulement être d’excellents instruments d’apprentissage du maniement de matériel compliqué et (accessoirement) cher. Ils doivent également prendre en compte un environnement incertain, plein de surprises et de participants qui peuvent avoir peur. Les décisions prises en temps de guerre le sont souvent dans des conditions de stress physique et émotionnel. Les combinaisons d’activités mentales et physiques à accomplir doivent mettre le combattant dans des situations et des conditions de stress et de fatigue proches de celles qu’il trouve sur le champ de bataille et dans lesquelles il doit prendre des décisions.

Par ailleurs, l’armée d’aujourd’hui est plus légère, plus flexible qu’au temps de la guerre froide. Elle combat de plus en plus en milieu urbain et ses soldats font du porte à porte, sans savoir ce qu’ils vont trouver derrière. C’est ainsi que des jeux vidéo qui font évoluer les joueurs dans des couloirs de donjons à la recherche de monstres hurlants qui peuvent jaillir à tout moment sont également pris très au sérieux par les armées… Enfin, les simulations peuvent également avoir un but thérapeutique: les médecins militaires traitent certains vétérans de la guerre d’Irak souffrant d’ESPT[[41]](#footnote-41) (ils seraient 16 à 18 %[[42]](#footnote-42)) en les accompagnant sur le territoire virtuel irakien pour des parcours sur les lieux où ils ont été traumatisés. Lorsque les médecins estiment les soldats prêts, une attaque est déclenchée…

### **Apprentissage efficace et désensibilisation à la violence**

Grâce aux simulations, les soldats acceptent désormais avec enthousiasme de passer des heures à répéter des stratégies, à étudier les erreurs et à remplir des missions virtuelles, là où ils rechignaient auparavant à lire des documents. Les «étudiants» sont immergés dans l’entraînement et il leur faut prendre des décisions dont ils voient immédiatement les conséquences. Dans ces conditions, l’utilisation de la simulation pour entraîner les militaires apparaît comme quelque chose de très sensé: des simulations très réalistes de situation de combat apparaissent comme la meilleure façon de donner à de jeunes engagés une idée de ce que représente la guerre, sans les mettre en danger. Il apparaît en outre utile de désensibiliser les soldats aux horreurs du champ de bataille pour leur permettre de rester efficaces au combat. Pendant la Seconde Guerre mondiale, seuls 15 à 20% des soldats envoyés sur les fronts de l’Europe et du Pacifique tiraient sur l’ennemi lorsque celui-ci leur tirait dessus. Liée à des convictions morales ou religieuses, cette profonde résistance à tuer un autre être humain, qui avait aussi été constatée pendant la guerre civile américaine, stupéfia la hiérarchie militaire. Pour surmonter le «tu ne tueras point», l’armée américaine rénova ses programmes d’entraînement à travers un conditionnement psychologique consistant pour l’essentiel à déshumaniser l’ennemi afin de développer le réflexe d’ouvrir le feu. Le nombre de soldats utilisant leurs armes passa à 55% pendant la guerre de Corée et à plus de 95% lors de celle du Vietnam. Cette déshumanisation passe par l’utilisation de cibles à forme humaine lors des entraînements, mais également par l’utilisation de versions militaires de jeux vidéo.

Le corps des *Marines* américains a, à ce titre, été le premier, dès le début des années 1990, à adopter le jeu ultra violent *Doom* pour désensibiliser ses soldats à la violence et leur apprendre à tirer sur l’adversaire sur le mode réflexe. Selon Grossman[[43]](#footnote-43), les FPS comme *Doom* sont des «simulateurs de meurtre qui entraînent une personne à regarder son adversaire droit dans les yeux avant d’appuyer sur la gâchette». Dans la version des *Marines*, des images réelles d’armes et de paysages sont superposées aux écrans du jeu. Celui-ci se joue par équipe de quatre, la composition d’une unité de combat.

Dans les phases de combat réel impliquant des aéronefs ou des chars, il n’y a en revanche aucune identification visuelle directe et personnelle des cibles. En lieu et place, les soldats suivent à l’écran des icônes qui viennent se fixer aux cibles automatiquement et qui ressemblent à s’y méprendre à celles que l’on trouve dans les jeux vidéo. Dans ce cas, que ce soit à dessein ou par hasard, l’entraînement militaire sur des systèmes de jeux vidéo améliorés peut conduire à une désensibilisation à la fois cognitive et émotionnelle qui brouille les implications morales de l’utilisation d’armes à partir de véhicules ou d’aéronefs.

## Critiques et dépendances

Alors que les jeux vidéo de guerre deviennent de plus en plus populaires dans les différentes armées, certains formateurs s’inquiètent du fait que plus les jeux ressemblent à la guerre, plus la guerre commence à ressembler à un jeu. Plus la technologie fait des progrès, plus elle devient un outil puissant et dangereux. Des critiques s’élèvent pour faire remarquer que la situation actuelle en Irak fait ressortir le problème d’une trop grande dépendance à des réalités virtuelles lors des entraînements. Le général William Wallace, commandant le Ve Corps en Irak dit ainsi le 28 mars 2003: «*The enemy we’re fighting is a bit different from the one we war-gamed against[[44]](#footnote-44)*». La crainte est que les commandants militaires soient trop impliqués dans un scénario déjà joué pour voir ce qui se passe vraiment. On peut être si habitué à l’univers du jeu que la réalité du terrain finit par être considérée comme artificielle. Si la guerre ne suit pas le jeu, la personne essaye à tout prix de la faire coller au scénario joué.

D’autre part, la simulation militaire est toujours sur-découpée en missions, divisée en objectifs, parfois elles-mêmes subdivisées en sous-objectifs de telle manière qu’on ne puisse pas se détourner de l’itinéraire de combat ou en questionner les logiques. **L’action est si fractionnée qu’aucun sens ne s’en dégage: elle en devient totalement illisible, d’autant plus que** la vue subjective (ou à la troisième personne) comprime le regard sur l'action immédiate. Les ordres et les indications spatiales forment un flux d’informations continu qui canalise l’attention, mécanise les intentions, jusqu’à enfermer le soldat dans une succession d’actions inhibées. Ce flux d’informations dissimule toujours la proposition de fin, ne laissant que le choix des moyens. La rationalité de ces derniers doivent être implacables mais la légitimité de la fin n’est jamais questionnée: «ma cause est-elle juste?»; «ne pouvait-on pas éviter des victimes?».

#### *Bibliographie:*

Acosta, J. (2004). *Army recruits video gamers*. CBS News.

http://www.cbsnews.com/stories/2004/03/30/eveningnews/main609489.shtml

Bergfeld, C. (2006). *A dose of virtual reality. Doctors are drawing on video-game technology to treat post-traumatic stress disorder among Iraq war veterans*.

Business week on line:

http://www.businessweek.com/technology/content/jul2006/tc20060725\_012342.htm?chan=innovation\_game+room\_top+stories

Blank, D. (2005). *US buys into video gaming to supplement training*. Jane’s Defense Weekly: http://www.janes.com/defence/news/jdw/jdw051212\_1\_n.shtml

Boyd, C. (2005). *US army cuts teeth on video game*. BBC news:

http://news.bbc.co.uk/2/hi/technology/4460082.stm

Buffa, C. (2006). *America’s Army : inside the 2.7 overmatch update*. Game Daily.

http://pc.gamedaily.com/game/features/?gameid=2032&id=1036&t=feature

Cabell, B. (1999). *Army $ 6,000 signing bonus ends today :* *Pentagon faces recruitment shortfalls*. CNN news:

http://www.cnn.com/US/9909/30/army.recruitment/#1

Carnagey, N. L., Anderson, C.A. et Bushman B. J. (2006). *The effect of video game violence on psychological desensitization to real-life violence*. Journal of experimental social psychology : 1 – 8.

http://www.public.iastate.edu/~vasser/pubs/06CAB.pdf

Consalvo, M. (2003). *It’s no videogame : news commentary and the second Gulf war*. DGRA Conference 2003 : Utrecht, the Netherlands.

http://oak.cats.ohiou.edu/~consalvo/consalvo\_its\_no\_videogame.pdf

Der Derian, J. A. (2003). *War as game*. Brown journal of world affairs, volume 10, n°1.

http://www.watsoninstitute.org/bjwa/archive/10.1/WarGaming/DerDerian.pdf

Dobson, J. (2006). *Army game project’s Frank Blackwell on America’s Army*. Serious Games source.

http://seriousgamessource.com/features/feature\_090106\_aa.php

Fortin, T. (2005). *Cyberwar*. Planetjeux.net

http://www.planetjeux.net/index.php3?id=article&rub=read&article=117

Funk, J. B. (2005). *Children’s exposure to violent video games and desensitization to violence*. Child and Adolescent Psychiatry Clinics of North America, volume 14, n°3 : 387 -404.

Harmon, A. (2003). *More than just a game, but how close to reality?* New York Times. http://www.peostri.army.mil/PAO/pressrelease/moreThan.jsp

Kingsbury, A. (2004). *Cyber Sam wants you !* Columbia news service.

http://www.jrn.columbia.edu/studentwork/cns/2004-05-03/777.asp

Le Diberder A. et F. (1998). *L’univers des jeux vidéo*. Paris : La découverte.

Lenoir, T. et Lowood, H. (2000). *Theaters of war : the military – entertainment complex*. Stanford University.

http://www.stanford.edu/class/sts145/Library/Lenoir-Lowood\_TheatersOfWar.pdf

Missonnier, S. (2003). *Les jeux vidéo en question*. Carnet Psy, dossier spécial : le virtuel, les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) et la santé mentale.

http://www.carnetpsy.com/archives/dossiers/Items/SpecialVirtuel/p1a.htm

Provenzo, E. F. (2001). *Children and hyperreality*. Extraits du livre : *The loss of the real in contemporary childhood and adolescence* (préface, chapitres 1 et 2).

http://culturalpolicy.uchicago.edu/conf2001/papers/provenzo.html

San Miguel, R. (2002). *Army is looking for a few good gamers. Military makes recuitment moves in lucrative market*. CNN.com.

http://archives.cnn.com/2002/TECH/ptech/05/22/e3.army.game/

Snider, M. (2005). *Video games help spies, soldiers learn their craft*. USA Today.

Strassmann, M. (2005). *Uncle Sam wants video gamers*. CBS News.com. http://www.cbsnews.com/stories/2005/02/08/eveningnews/main672455.shtml

Taillefer, G. (2005). *Machines à tuer : devient-il plus facile pour un soldat de tuer dans une société où le meurtre est banalisé ?* Le Devoir.

http://www.siriel.info/node/view/325

Thompson, C. (2004). *The Making of an X Box Warrior*. The New York Times.

http://www.nytimes.com/2004/08/22/magazine/22GAMES.html?pagewanted=1&ei=5090&en=3de4d99078591ad6&ex=1250827200&partner=rssuserland

Turse, N. (2003). *The Pentagon invades your Xbox. A new and powerful form of propaganda aims to indoctrinate young video gamers*. Znet.

http://www.zmag.org/content/showarticle.cfm?ItemID=4688

Vargas, J. A. (2006). *Virtual reality prepares soldiers for real war*. Washingtonpost.com.

http://www.washingtonpost.com/wpdyn/content/article/2006/02/13/AR2006021302437\_pf.html

*Liste des principaux jeux militaires:* (Pour plus de détails sur ces jeux: http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=index&catid=9&topic=&allstories=1

[America's Army - Operations](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=63&mode=thread&order=1&thold=0),

[Anti-Terrorism Force Protection](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=79&mode=thread&order=1&thold=0),

[Battle Command 2010 (BC2010) (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=98&mode=thread&order=1&thold=0), [Bottom Gun (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=96&mode=thread&order=1&thold=0),

[Close Combat marines (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=87&mode=thread&order=1&thold=0),

[Critical Leadership Analysis System (CLAS) (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=89&mode=thread&order=1&thold=0), [DARWARS (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=99&mode=thread&order=1&thold=0),

[Electro-Adventure (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=100&mode=thread&order=1&thold=0),

[Full Spectrum Command (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=94&mode=thread&order=1&thold=0),

[Full Spectrum Warrior (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=93&mode=thread&order=1&thold=0),

[Guard Force (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=91&mode=thread&order=1&thold=0),

[Infantry Tool Kit (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=102&mode=thread&order=1&thold=0),

[Joint Force Employment (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=92&mode=thread&order=1&thold=0),

[Leadership Training - Center for Naval Leadership (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=103&mode=thread&order=1&thold=0),

[Marine Air-Ground Task Force - MAGTF XXI (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=97&mode=thread&order=1&thold=0),

[Marine Doom (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=88&mode=thread&order=1&thold=0),

[Mission Rehearsal Exercise (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=77&mode=thread&order=1&thold=0),

[Peloponnesian War (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=84&mode=thread&order=1&thold=0),

[Project X (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=82&mode=thread&order=1&thold=0),

[Saving Sergeant Pabletti (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=78&mode=thread&order=1&thold=0),

[Simnet](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=80&mode=thread&order=1&thold=0), [Spearhead II (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=81&mode=thread&order=1&thold=0),

[T "There" Virtual World Platform (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=90&mode=thread&order=1&thold=0),

[Virtual Battlefield Simulation 1 (VBS1) (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=95&mode=thread&order=1&thold=0),[Warlords Gaming Competition (Military)](http://www.socialimpactgames.com/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=86&mode=thread&order=1&thold=0)

«**Défense 2ème chance**»**:**

**un état des lieux.**



*Par le Contrôleur général Olivier ROCHEREAU,*

*Directeur général de l'ÉPIDé[[45]](#footnote-45)*

NDLR: Au moment où la question de la réinsertion des jeunes en difficulté est au centre des préoccupations, il nous a paru utile d’apporter à son sujet un témoignage autorisé : celui du directeur général de l’ÉPIDe qui a eu la charge de concevoir et de mettre sur pied ce projet initié par le ministère de la Défense et qui en conduit le développement. Du fait de cette implication de la défense, mais aussi des conséquences sociétales de cette «opération», c’est une question qu’un officier breveté ou diplômé ne peut ignorer.

**L**

e projet «Défense 2ème chance» a suscité depuis son lancement diverses interrogations. La légitimité du ministère de la Défense à intervenir dans le domaine social, le coût pour ce ministère ont ainsi fait débat. Il n'est donc pas inutile de clarifier les choses.

# Les origines du projet

Depuis 1961, les armées mettent en œuvre avec succès le service militaire adapté, qui permet aux jeunes issus des DOM et des TOM d'apprendre un métier tout en accomplissant des missions d'intérêt général. Près de 70% des jeunes incorporés dans ces centres trouvent à leur libération un emploi. L'idée a donc été avancée à de nombreuses reprises de transposer en métropole ce principe.

Le 3 juin 2005, le Premier ministre de l'époque, dans son discours de politique générale, évoquait son intention de transposer en métropole le service militaire. Au terme de quelques semaines d'intenses concertations ministérielles, le Président de la République soulignait que l'opération devait se faire sans peser en rien sur le budget des Armées. La décision était donc prise de créer un établissement public administratif, l'Établissement public d'insertion de la Défense, placé sous la double tutelle du ministre de la Défense d'une part, du ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement d'autre part, entièrement financé sur les crédits du Plan de Cohésion Sociale.

Cette décision impliquait un statut civil des personnels et des jeunes concernés et allait amener à bâtir un projet original, distinct du service militaire adapté (SMA).

# Origine et statut des volontaires

«Défense 2ème chance» s'adresse aux jeunes de 18 à 21 ans, sans qualification ou sans emploi.

Détectés lors de leur passage aux «Journée d'Appel et de Préparation de la Défense (JAPD)» ou orientés par les missions locales d'insertion, les jeunes volontaires sont incorporés dans les centres de formation qui maillent peu à peu le territoire, après avoir signé un contrat d'insertion régi par le Code du Service National. Ce contrat est de 6 mois, renouvelable dans la limite de 2 ans.

Les centres «Défense 2ème chance» n'ont rien à voir avec des centres éducatifs fermés. Ils reçoivent de jeunes adultes volontaires qui peuvent à tout instant résilier leur contrat.

# La formation dispensée

Les jeunes volontaires se voient dispenser une instruction comportementale et civique, scolaire et professionnelle, ainsi qu'une allocation de 300 € mensuelle, dont la moitié environ est débloquée en fin de contrat.

Nombre d'entre eux arrivent, ignorant tout des règles de base de la vie en société, a fortiori des règles en usage au sein d'une entreprise. Leur inculquer ces règles est l'objectif majeur des centres «Défense 2ème chance» et il faut parfois partir de loin: le rappel des règles d'hygiène, de politesse, l'obligation d'assiduité, de ponctualité, de rigueur dans le comportement et la présentation s'imposent en permanence.

Le port d'une tenue uniforme, non militaire, le regroupement en compagnies et en sections, la pratique de l'ordre serré, les travaux d'intérêt général, les rassemblements d'unité, contribuent à cet indispensable apprentissage de la rigueur. Il faut du reste souligner que cet apprentissage de la rigueur, de l'assiduité, de la ponctualité répond à l'attente essentielle des entreprises, qui savent dispenser une formation professionnelle en interne, mais sont désarmées face au comportement de certains jeunes.

Cette formation se complète par une formation civique et sociale concrète. On apprend ainsi aux volontaires à gérer un budget familial, à suivre leurs dépenses, à remplir des imprimés de sécurité sociale par exemple. Une remise à niveau scolaire est parallèlement mise en œuvre, en lecture, écriture, calcul, histoire et géographie. Enfin une formation professionnelle est mise en oeuvre, à l'issue d'une phase d'orientation importante, marquée par des présentations concrètes de métiers.

C'est souvent là l'occasion de compenser des erreurs d'orientation antérieures: nombre de jeunes se retrouvent sans emploi parce qu'ils refusent d'exercer un métier auquel ils ont été formés mais qu'ils n'ont pas choisi. Bien évidemment, «Défense 2ème chance» privilégie les formations aux métiers sous tension: BTP, hôtellerie/restauration, services à la personne, logistique/transport, sécurité, réalisation d'espaces verts, etc....

Ces diverses formations débouchent sur des diplômes: certificat de formation générale (équivalent du certificat d'études), certificat de qualification professionnelle, passeport européen de compétence en informatique, attestation de sécurité routière et code de la route, attestation de formation aux premiers secours, etc.…

# Les cadres

L'encadrement, 40% des effectifs, est majoritairement composé d'anciens militaires, complétés par des instituteurs détachés ou contractuels, et des agents issus de l'entreprise. L'ensemble des personnels d'encadrement, instituteurs et personnels administratifs compris, est en uniforme. La formation professionnelle a pour sa part été externalisée.

# Profil des volontaires

La population des volontaires présente des caractéristiques variables selon la région. Le poids des immigrés de seconde génération est important à proximité des grandes agglomérations, moindre en zone rurale. Toute cette population a quitté le système scolaire depuis plusieurs années, a exercé des «petits boulots», n'a souvent pas de projet de vie construit à son arrivée dans les centres «Défense 2ème chance».

La plupart des volontaires est en mauvaise santé à leur arrivée, n'ayant pas vu de médecin depuis plusieurs années, parfois jamais vu de dentiste, souffrant souvent d'obésité, notamment pour les filles. Leur hygiène de vie est déplorable, la pratique du sport inexistante, l'addiction aux drogues douces très fréquente, l'addiction à l'alcool aussi, notamment dans certaines zones géographiques, les problèmes psychologiques fréquents et lourds.

En un mot, la population à laquelle s'adresse le projet «Défense 2ème chance»n'aurait pas fait son service militaire, avant sa suspension, car elle aurait majoritairement été exemptée pour raisons médicales.

Il faut donc remettre ces jeunes en condition physique, avant toute tentative de formation ou d'insertion, leur refaire aussi des documents de sécurité sociale afin de les envoyer chez le médecin.

# Objectifs et méthodes

L'objectif est avant tout d'assurer l'insertion sociale et professionnelle de ces jeunes volontaires, la formation dispensée contribuant à la durabilité de l'insertion. La formation n'est donc pas un objectif en soi, mais un moyen au service de l'objectif majeur d'insertion passant essentiellement par l'accès à l'emploi.

Les méthodes mises en œuvre reposent sur la considération portée aux jeunes, le respect des personnes, l'encadrement ferme mais amical, la confiance en soi redonnée.

Il faut montrer aux jeunes volontaires, souvent en situation d'échec scolaire depuis les premières années de leur scolarité, qu'ils sont capables de réussir. Des missions d'intérêt général (pose de barrières pour des rallyes locaux, débroussaillage, surveillance préventive de forêts, etc. …) permettent aux volontaires de comprendre qu'ils peuvent être utiles à la société, et changent en même temps le regard des populations locales sur l'institution.

# Les résultats

15% des jeunes incorporés quittent les centres dans les 3 jours, le plus souvent rebutés par le réveil à 6 heures et la discipline, 5% supplémentaires dans le 1er mois, 30% dans les 11 mois qui suivent.

Sur ceux qui vont au terme de leur contrat, plus de 70% se voient proposer à l'issue un emploi et 20% rejoignent une formation classique, qu'ils n'auraient pas pu intégrer sans leur passage par «Défense 2ème chance».

3 à 4% des autres trouvent un emploi dans les semaines suivant leur départ de l'institution.

A ce jour, 20 centres sont ouverts et accueillent environ 1.700 volontaires. 25 autres centres sont lancés ou en cours de lancement.

«Défense 2ème chance» entre aujourd'hui en période de maturité.

# Différence avec le SMA

La taille plus modeste des centres, pour des raisons pratiques tenant à la difficulté de trouver un bâti adapté, mais aussi pour des raisons de commandement, le statut civil des volontaires et des cadres différencie clairement le projet du SMA.

L'importance de la formation comportementale, l'accent mis sur les stages en entreprise, l'externalisation de la formation professionnelle auprès de l'AFPA ou des GRETA achèvent de définir un projet original, adapté à la métropole et peu à peu adopté par les acteurs sociaux comme un des outils disponibles pour assurer l'insertion de jeunes désocialisés.

# Le rôle des Armées

Le rôle des Armées à cet égard est essentiel. Si le budget de fonctionnement de l'établissement est effectivement pris en charge par le ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement, l'apport par le ministère de la Défense de près de 80 M€ de terrains a permis de doter de fonds propres la société foncière chargée de réhabiliter ou de construire les casernements nécessaires, grâce de surcroît à la maîtrise d'œuvre assurée par la DCSSID.

Lancé par une équipe de réservistes en ESR en 2005, le projet n'a enfin pu démarrer qu'avec l'aide logistique initiale des Armées, sans laquelle le rythme actuel d'ouverture (un centre tous les 28 jours) n'aurait pu être tenu.

L'aide des autorités militaires locales, comme celle des services du Secrétaire général pour l'administration, est également déterminante pour le succès de chaque ouverture.

L’opération, il est vrai, présente aussi un intérêt pour les Armées.

Nombre de cadres (sous officiers, essentiellement, et officiers subalternes et supérieurs) atteints par la limite d'âge de leur grade, ou ayant bénéficié du pécule, peuvent trouver là une reconversion, assurant une transition progressive vers un emploi totalement civil.

La validation des acquis de l'expérience favorise à cet égard une reconversion dans le domaine social ou celui de l'éducation.

# Avenir du projet

L'ouverture aux jeunes étrangers, celle, envisagée aux jeunes de 18 à 23 ans et non plus 21 amènent à considérer que l'avenir du projet est assuré. Des réflexions peuvent par ailleurs s'engager quant à la possibilité de confier à ces unités statutaires et disposant de petit matériel de travaux publics des tâches de sécurité civile, allégeant ainsi les charges pesant sur les Armées.

Les options actuellement ouvertes quant à la mise en place d'un service civique obligatoire pèseront bien sûr sur le format définitif de l'opération et son rythme de montée en puissance.

Quoi qu'il en soit, la pertinence du concept et des méthodes semble d'ores et déjà démontrée.

**Le quartier général**

**du Corps de Réaction Rapide -**

**France (CRR-FR)**



*Par le Général de corps d’armée Yves de KERMABON,*

*Commandant le CRR-FR*

C’

est avec plaisir que je m’adresse aux lecteurs des cahiers du CESAT pour leur présenter ce nouvel état-major qu’est le QG du CRR-FR, créé depuis seulement 2 ans et dont la certification OTAN s’est terminée avec succès au printemps 2007. J’aborderai essentiellement les grandes orientations stratégiques qui ont prévalu à sa création, avant de détailler plus précisément ses caractéristiques, sa composition, son organisation et les étapes de sa montée en puissance, pour terminer par la feuille de route à venir.

**Genèse politique et stratégique du CRR-FR:**

Le QG du CRR-FR a été officiellement créé le 1er juillet 2005. Cette création, qui fait suite à l’évolution du contexte stratégique, à la mise en place d’une politique européenne de sécurité et de défense et à la modernisation de l’OTAN, concrétise la décision par la France de disposer d’un état-major permanent multinational de réaction rapide du niveau Corps d’armée, certifié aux normes OTAN.

Au sommet de Prague en novembre 2002, le Président de la République annonce que la France adhère au concept NRF (*Nato Response Force*) et propose de créer une force de réaction rapide, interarmées et multinationale, avec un PC de Corps d’armée projetable.

Parallèlement l’UE, à la suite des accords d’Helsinki, se prépare pour être en mesure de déployer si nécessaire une force de 60.000 hommes pendant un an pour une mission de maintien ou de consolidation de la paix.

Pour en assurer l’éventuel commandement, la France, ne disposant pas de manière permanente d’une structure de commandement adaptée à ce niveau, n’offrait à l’époque qu’une capacité théorique différée avec l’état-major du CFAT (Commandement de la Force d’Action Terrestre), tandis que les autres nations européennes disposaient des cinq PC permanents labellisés HRF (*High Readiness Force*).

Dans ce contexte, de manière à acquérir elle aussi cette capacité de réaction rapide, la France a décidé en 2003 de mettre sur pied un PC permanent multinationalisé. Cette candidature a été agréée par l’OTAN en décembre de la même année.

La création du CRR-FR répond donc tout à la fois à une nécessité politique et stratégique.

Il constitue l’outil qui manquait à l’armée de terre dans la panoplie des EM opérationnels et, au niveau interarmées, complète les structures et les capacités NRF dont se sont également dotées la Marine et l’Armée de l’Air, qui participent déjà au tour d’alerte NRF.

Ce faisant, la France réaffirme sa volonté de:

* Garantir son rang comme puissance militaire dans le concert des nations européennes et continuer d’être un partenaire majeur de l’OTAN.
* Pouvoir disposer à ce niveau de responsabilité de l’organisation de l’OTAN qui permet non seulement une interopérabilité des structures, des procédures, et des savoir-faire, mais aussi l’accès à tous les exercices et donc la possibilité de nous maintenir à un bon niveau opérationnel.
* Par ailleurs, s’agissant de l’armée de terre, cet EM est le signe de son investissement dans la construction de la défense européenne; en effet, le CRR-FR s’affirmera comme un bras armé crédible pour l’Europe et offrira une éventuelle structure de commandement de GT 1500 (Groupement Tactique 1500).

## Les caractéristiques du CRR-FR

Parmi ce vivier des états-majors de l’OTAN, club dans lequel nous trouvons une remarquable occasion d’échange et d’influence mutuelle, le CRR-FR jouit d’une place particulière, par sa polyvalence complète OTAN, UE et France, comme l’attestent quelques principes essentiels de l’arrangement technique signé le 17 juin 2005 entre le CEMA et le SACEUR:

* Ce PC est ouvert à tous les pays tant OTAN qu’UE,
* Il est tout autant disponible pour un engagement OTAN, UE ou national,
* Il compte dans la structure de force – non la structure de commandement – de l’OTAN,
* Mais, tant qu’il n’est pas engagé dans une des hypothèses OTAN ou UE, il reste sous commandement français,
* Enfin, la seule restriction d’emploi de cet état-major en dehors du cadre OTAN: un avis préalable est dû au SACEUR en cas d’indisponibilité.

Concrètement, il existe trois options d’engagement:

* la première dans le cadre de l’OTAN soit en tant que commandement de la composante terrestre (LCC, *Land Component Command*) ou au niveau Corps d’armée;
* la deuxième dans le cadre de l’Union européenne, soit sous commandement UE autonome ou dans le cadre des accords de Berlin +;
* enfin, le CRR-FR peut être employé au profit d’une opération nationale ou d'une coalition ad hoc.

**Composition et organisation**

Le Corps de Réaction Rapide-France se compose du quartier général (QG CRR-FR) qui se répartit en postes de commandement (MAIN, ALT, TAC, RSC) quand il est projeté; de forces, c’est-à-dire d’unités subordonnées de combat (divisions et brigades interarmes, brigade aéromobile), d’appui et de soutien (transmissions, renseignement, logistique…).

Dans le cas d’un engagement total, la France participerait à hauteur de 26.000 hommes, dont, en particulier, la quasi-totalité des unités d’appui et de soutien et une division, le reste des unités étant fourni par nos alliés.



En temps de paix, l’état-major est organisé selon une structure classique avec 3 divisions, auxquelles vient s’ajouter le G6.

****

La dimension multinationale de l’état-major est bien représentée puisque environ 70 postes sont ouverts à nos alliés, qu’il s’agisse de pays appartenant à l’OTAN, à l’UE ou aux deux. Cette contribution multinationale se situe à un peu moins de 20% dans le «*peace establishment*» et passe à 25% dans le «*crisis establishment*». Il faut également noter la volonté d’offrir à nos alliés des postes de responsabilités élevées: 1 poste de général sur 2, 1 colonel sur 3, 1 lieutenant-colonel ou commandant sur 4, 1 sur 10 pour les autres grades.

Voyons comment se concrétise cette organisation sur le terrain. Après avoir étudié les différents systèmes possibles en tenant compte de notre expérience et de celles de nos alliés, le choix d’un concept fondé sur un PC principal unique a été retenu, permettant ainsi, avec une unité de lieu, de disposer de l’ensemble des moyens et des interfaces avec les unités supérieures ou subordonnées.



Bien évidemment, un PC alternatif (ou PC réservé, le ALT CP en anglais) a été préservé, en cas de menace ou de destruction importantes sur le PC principal, permettant ainsi d’assurer la permanence de commandement.

Par ailleurs, un PC tactique (TAC CP) permet au commandant du Corps de se situer à la meilleure place, tout en conservant une capacité de commandement.

Un commandement arrière (RSC CP, *Rear Support Command*) a été également mis sur pied; sa fonction principale s’exerce essentiellement lors de l’entrée et de la sortie de théâtre afin de coordonner l’arrivée des unités et leur regroupement avant leur engagement dans la zone des opérations, la liaison avec ce que nous appelons la Nation hôte et la coordination des flux logistiques.

L’environnement interarmées est pris en compte par la présence de détachements de liaison de la gendarmerie, de l’armée de l’air, des forces spéciales et de la marine (la gendarmerie et l’armée de l’air ont une représentation permanente dès le temps de paix au CRR-FR), ce qui permet d’appréhender l’ensemble de l’environnement militaire d’une force projetée.

Enfin, avec le développement des systèmes d’acheminement et de traitement des données, nous mettons en place ce système maillé qui permettra l’évolution vers ce que l’on appelle le «*Reach back*», c’est-à-dire cette aptitude à télé traiter tout ou partie des fonctions depuis la base arrière en métropole.

**La montée en puissance:**

Partant d’un noyau initial de 150 personnes en 2004, nous avons atteint notre plein effectif l’été dernier. Le processus de certification par l’OTAN s’est déroulé en plusieurs étapes. La première étape, l’IOC (*Interim Operational Capability*), visant à contrôler notre organisation et nos procédures s’est tenue au mois d’octobre 2006 à Lille et fut un succès. La première partie de la deuxième étape a eu lieu en février 2007 pendant l’exercice CITADEL RANGE au cours duquel nous avons démontré notre capacité de déploiement.

Pendant cette période, nous avons adopté la dernière version du système de commandement et de contrôle, le SICF, en parallèle avec les systèmes de communication de l’OTAN. Nous avons également reçu des équipements nécessaires à notre déploiement (tentes, shelters) et nous nous sommes entraînés en partenariat avec les alliés, notamment au cours de l’exercice CITADEL READINESS en novembre 2006.

La dernière étape de notre certification qui a couronné non seulement les efforts des personnels de l’état-major mais surtout ceux de l’armée de terre a été l’exercice CITADEL CHALLENGE, en mars 2007, au cours duquel, par un déploiement de moyens sans précédent, le QG CRR-FR a été contrôlé sur le terrain, dans sa configuration maximale. Cet exercice majeur pour l’armée de terre fut un succès qui a permis d’obtenir dans d’excellentes conditions la certification HRF (*High Readiness Force*) de l’OTAN.

**Le CRR-FR après la certification:**

Le CRR-FR est désormais en mesure de s’engager et de mener tous types d’opérations au profit de l’Alliance, de l’UE et de la France. Pour maintenir cet état-major au plus niveau d’excellence, deux grandes missions lui ont été confiées par le CFAT et en accord avec le SACEUR, pour les années à venir:

* la participation au cycle d’alerte de l’OTAN, la NRF, d’une part;
* la préparation opérationnelle, en matière d’entraînement et d’exercices, des unités françaises et multinationales, d’autre part.

En parallèle de la certification HRF, le CRR-FR a mené des travaux en vue de prendre le commandement de la composante terre (LCC) de la NRF 11, au deuxième semestre 2008. Depuis l’été 2007, le CRR-FR est entré dans un cycle de préparation avec un exercice national en octobre puis un exercice multinational au printemps 2008.

En matière d’entraînement et d’exercices, les missions du CRR-FR sont les suivantes:

* Déterminer et adapter les buts et objectifs du Quartier Général du Corps en vue des entraînements et exercices communs. Afin de préserver la flexibilité opérationnelle et conformément à la structure de forces de la France, l’affiliation des unités se définit comme un lien entre deux unités, établi pour une mission donnée, au cas par cas, sur la base des décisions des nations contributrices.
* Concevoir, planifier et conduire les activités d’entraînement et d’exercices de manière à créer, améliorer les capacités et la préparation opérationnelles du QG CRR-FR en tant que QG HRF (terre) déployable ainsi que la capacité opérationnelle des unités françaises et multinationales désignées au cas par cas par les nations participantes.

**Conclusion:**

Fidèle à sa devise «*together, further, faster*», le CRR-FR a montré sa capacité à enchaîner les missions qui lui permettront de maintenir sa capacité opérationnelle au plus haut niveau d’exigence. Les hommes et femmes qui le composent font preuve d’un grand professionnalisme par leur capacité à œuvrer dans un environnement multinational où l’anglais est la langue de travail et par leur aptitude à servir en tout temps et en tout lieu, comme le montre leur participation tant aux OPEX nationales qu’aux exercices interalliés et inter-armés.

# L’ art des contre-mesures[[46]](#footnote-46)



*Par Madame le Professeur Françoise THIBAUT,*

*Professeur des Universités*

**L**

**a contre-mesure est un art**; elle suppose une capacité d’ observation, d’analyse, d’adaptation à une situation, à des faits qui conduit à une attitude **unique** et efficace: chaque cas est différent.

Or, le propre d’une œuvre d’art est d’être **unique**.

La contre-mesure est une œuvre d’art car elle est unique: et cela même dans un moule prescriptif et instrumentalisé qui supposerait la répétition. Car elle correspond à une mesure ou une menace elle même unique, typée, ciblée, dans des circonstances toujours différentes: la crainte de la foule (démesurée) dans la rue engendre la création d’une barrière qui re-ordonnance l’ordre, barrière active et juridique (contre-mesure); mais les mois et les années passant, cette contre-mesure se trouve inadaptée.

C’est pourquoi les «états d’urgence» globaux sont toujours inadaptés. Ce sont les individus, les êtres humains, qui - dans leurs individualités - **sont** eux mêmes les «contre-mesures»; car chaque individu intériorise et adapte, selon sa propre interprétation, la menace et la mesure, et envisage sa contre-mesure.

Nous en avons une illustration mirobolante en France: où le peuple - quel qu’il soit - est le champion des révoltes, révolutions et changements de régime politique dans des circonstances extrêmes et dramatiques. Sans doute parce que nous incubons très longtemps des systèmes d’autorité rigide, légaux ou constitutionnels, républicains ou monarchistes, qui laissent peu de porte de sortie honorable dans la transaction et la légalité: alors on descend dans la rue, on casse et on supprime. Or nous sommes aussi - parce que l’État quel qu’il soit se méfie toujours du peuple quel qu’il soit - les champions des «états de siège, d’urgence, circonstances spéciales et exceptionnelles» jusqu’à ce fameux article 16 de 1958 - mini constitution d’urgence dans la Constitution - contre-mesure d’un exceptionnel qui risquerait de devenir habitudinaire. Or l’article 16 tel qu’il est, littéral, est inapplicable à l’actuelle société française. Il faut donc peindre une nouvelle œuvre contremaîtresse, sculpter un nouvel état d’urgence, construire un art nouveau du contre-feu…C’est la raison de ces lois partielles et maladroites, supposées réformatrices, que l’on voit surgir actuellement dans la hâte, tentant de remettre un peu d’espoir d’ordre dans une société dont la mosaïque est imperméable à l’uniformisation légale.

**La règle de droit** **est «la mesure»**: elle «mesure» la marge d’ordre du groupe social et la marge de liberté laissée à l’individu. Le droit encadre, borne, rend raisonnable la vie des hommes. Bornes collectives (constitution et lois) et individualisées (codes et procédures). Le tout est de connaître l’équilibre à obtenir entre le permis et l’interdit, le personnel et le nécessaire à tous. Le droit d’exception qui intervient lorsque la société est en déséquilibre, quand - justement - elle ne saisit plus sa propre mesure, n’est lui même plus raisonnable: il est une contre-mesure susceptible de répondre à la démesure du désordre social; car tout désordre est un échec de la mesure choisie, donc une «outre-mesure», une démesure, à laquelle on ne peut répondre que par une autre démesure: celle de la contre-mesure. On le voit quotidiennement dans l’ordre interne français: la recherche d’une réponse d’ordre aux désordres est une question d’adaptation permanente: la réponse des gardiens de l’ordre doit-elle être aussi non-mesurée que les délits commis?

Un authentique exemple contemporain est la réponse nord-américaine au 11 septembre: ce mythe de la «guerre sainte», de la «croisade» planétaire contre le terrorisme est-elle la bonne mesure? S‘il est vrai que le monde occidental ne connaît pas vraiment l‘étendue et la force des organisations terroristes internationales, faut-il rester «infra» réactif et continuer à ignorer la réalité des dangers, ou bien faut-il une réaction encore plus «dé-mesurée» que l‘acte initial? La traduction de cette interrogation, et peut-être sa réponse, est la pratique des **«extraordinary renditions»**: non mesurées, non mesurables, «hors le droit» interne ou international. On les connaît peu en France, et on y réfléchit peu: on a tort, car cette pratique réintroduit l’absence totale de «légitime défense» de l’individu face à une action d’ordre dit public: **l’extraordianry rendition** consiste pour une administration d’État chargée de l’ordre public (en l’occurrence l’administration nord-américaine) à «enlever et déporter tout individu soupçonné d’être un terroriste ou d’avoir un lien avec des terroristes», et à le soumettre à des «techniques renforcées d’interrogatoire», hors de tout droit de défense selon des règles internes ou internationales. Selon C. Bassiouni c’est «un procédé anti-terroriste qui commence par l’enlèvement et finit par la torture»[[47]](#footnote-47).

La contre-mesure **est** démesure: il est difficile de «penser» les contre-mesures. Commençons par les Grecs, car comme l’affirma Emmanuel Levinas «nous pensons grec, nous parlons grec». Tout l’effort de Platon consiste à surmonter le chaos (la démesure); ce qui existe relève d’un conflit entre la mesure et le chaos.Il s’agit donc, par la pensée, de surmonter le désordre par la mesure, tant dans le monde, dans la société - par la justice - que dans l’homme par la tempérance.

Ainsi le monde dans son immédiateté, tout comme l’homme dans ses passions, est travaillé par le chaos qui à tout moment le menace. Il est difficile de penser la «contre-mesure», et encore plus, juridiquement, de l’inventer, car il apparaît impossible de réduire la contre-mesure à la démesure. La pensée occidentale s’articule traditionnellement autour du couple «mesure-démesure», dans lequel on envisage mal, ou pas du tout, la «contre-mesure»; et il apparaît impossible de réduire la contre-mesure à la démesure.

**Le monde est** **mesuré**: En effet, que peut signifier la notion de «contre-mesure» sinon que la mesure ne se suffit pas à elle même? L’approche de Hegel et son historicisme supposent que l’être est dynamique: **la mesure** posée comme un être abstrait et stérile contient sa propre contradiction, afin d’accéder à sa propre réalisation à travers l’expérience de la négativité: thèse (mesure)/antithèse (contre mesure)/synthèse: la contre-mesure serait alors le «moment» par lequel la mesure accède à sa pleine réalité.

C’est pourquoi l’histoire est si importante pour les civilisations (car elle est par son mouvement propre une dynamique), et pourquoi le travail est si important pour l’homme (car il lui donne sa dynamique et lui permet son accomplissement): ce que l’on résume dans le mouvement thèse/antithèse/synthèse est la démonstration dans l’histoire et dans l’homme de sa propre dynamique: toute mesure appelle son dépassement: **la démesure**, le déphasage de l’être initial, qui ne retrouve son équilibre que dans **une contre-mesure** rétablissant une attitude vivable, une nouvelle situation moyenne, mesurée, et ainsi de suite…

**Pour les sociétés**, la démesure se traduit par l’oppression, est l’oppression, l’interdit abusif; cette démesure insupportable amène la contre-mesure qui est la révolte; l’orage passé, on revient à une stabilisation mesurée, nourrie des expériences vécues, qui elle-même se déphasera dans des excès et de nouveau la contre-mesure niera cette démesure. Le raisonnement marxiste est aussi construit sur cette démarche. Nous en avons moult exemples dans notre propre histoire: Cambacérès et Portalis, après la tempête révolutionnaire, ont recréé un ordre juridique mesuré, mesurable, infatigables pourvoyeurs de codes et de procédures. La Troisième République, après les excès répressifs du Second Empire, la guerre perdue et les horreurs de la Commune, passera plus d’une décennie à rétablir un ordre satisfaisant une nouvelle société issue des chaos récents, à grands coups de Lois générales admissibles par tous et créatrices d’une nouvelle hiérarchie, moins accablantes…jusqu’à ce que cela se dérègle à nouveau au fil de la Grande Guerre et de la Crise des années Vingt.

Par ailleurs, «**la mesure»** dans son sens le plus littéral, est une décision ou une attaque, collective ou individuelle. Elle peut être un ordre juridique tout entier. Elle peut être «menaçante»: menaçante de l’intégrité, de la liberté; sa forme peut être très variée, inattendue: elle peut être brusque, immédiate comme les quatre avions du 11 septembre; elle peut être rampante, faite de brindilles de décisions, de jugements, d’entorses à l’ordre mesuré en place, comme la lente progression du système nazi dès 1919 pour arriver à la guerre totale. Elle peut être militaire (son sens le plus courant), tactique, stratégique, comme elle peut être civile, publique ou privée, attentatoire aux droits fondamentaux, ou simplement aux us et habitudes de la vie ordinaire et quotidienne.

La contre mesure sera donc «**une** **parade»** pour rendre inefficace, inopérante la mesure attentatoire, ou, au minimum en diminuer les effets: les mouvements de «résistance» sont la contre-mesure à l’occupation et la collaboration. La dissidence, le marginalisme, la coalition, la manifestation, l’association militante, la grève **sont** des contre-mesures. Le monde du travail qui est un monde antinomique, un monde de lutte, est par excellence un monde de contre-mesures quasi permanentes; la stabilisation du monde du travail est impossible: il s’agit d’une sphère où les intérêts en jeu, divergents, appellent sans cesse mesure et contre-mesure.

Martin Nowak, membre éminent de l’Institute for Advanced Study, propose dans ses études relatives à la théorie des jeux de considérer que «tout individu est un mutiné en puissance»: appartenant à des groupes sociaux bien déterminés, nous sommes éduqués pour en pratiquer les règles et nous gouverner nous mêmes de manière à parvenir à nos fins dans ce groupe qu’il s’agisse d’affects, de réussite sociale ou financière; en ce sens nous nous «mesurons» de manière à entrer dans le moule. Mais il y a aussi en nous une part «dissidente» , une tentation de déserter, qui peut créer la surprise, et même être «démesurée». Surgissent alors 2 sortes de contre mesures: celle que l’on imprime à soi-même, qui peut être répression ou réussite de l’attitude divergente, et surtout la «contre- mesure sociale type» qui est **la punition**, ou même plutôt, la crainte de la punition. Pour Nowak, une société sans punition ou sans menace précise de punition ne peut fonctionner correctement, car la punition est la contre-mesure inévitable à toute tentative d’indiscipline.

A titre privé, personnel, individuel, la contre-mesure à la mesure absolue de la peine de mort, est le suicide: tel que l’exprimèrent Caton ou le Code Bushi du Samouraï: l’auto disparition de la personne condamnée est l’ultime acte de liberté, le symbole même de la contre-mesure radicale, échappée démesurée vers l’au-delà quel qu’il soit.

C’est sans doute ce type de raisonnement qui, d’une part encourage les acteurs terroristes d’une Guerre Sainte, Jihad démesurée; et qui a sans doute encouragé l’autorité nord-américaine, dans sa «Croisade» anti-terroriste universelle à créer et pratiquer un Centre comme Guantanamo, et les **extraordinary renditions**: tous deux terriblement dissuasifs, par leur existence même. La disproportion du châtiment, l’énormité de l’isolement, de l’impossibilité de communiquer, découragent fortement les candidats au Paradis de la guerre sainte.

Certes, le fameux article 51 est le socle international de la «légitime défense préventive» face à une «menace» imminente et réelle. Mais qu’en est-il vraiment d’initiatives face à une «menace latente», diffuse, répandue sur le monde entier, qui se tapit et se cache, reste indiscernable, incertaine, invisible et secrète? Là est tout le problème de la prise de mesures dites «préventives» qui, le plus souvent, s’avèrent mal ciblées, voire inefficaces, et ne servent qu’à entraver, ficher, mettre en difficulté le paisible citoyen ordinaire, très souvent ignorant de ces joutes internationales secrètes.

Après 4 ans d’entêtement, Washington a un peu baissé la garde et consenti - dans un virage à 180° - à intégrer le Centre de détention de Guantanamo dans le cercle de protection internationale des Conventions de Genève de 1949. C’est un léger progrès. Cela après que la Cour Suprême dans un Arrêt du 29 juin 2006 ait condamné la Présidence et le Pentagone à observer un minimum de règles légales à ces emprisonnements: nous avons là un enchaînement très spectaculaire et édifiant de mesures et de contre-mesures, **dans un contexte de démesure,** qui montre si bien que toute démesure, entraîne une contre-mesure, appelant elle même une mesure donnant un cadre juridique toujours nouveau et toujours différent.

En s’engageant pour la première fois de son histoire, en Asie centrale, en Afghanistan, en Irak, et ailleurs, dans des contrées qu’ils connaissent mal et depuis peu de temps, les États Unis ont pris la contre-mesure de l’agression terroriste, mais la contre-mesure **est** démesure et le «chantier» ouvert dans le monde arabo-islamique dépasse très largement ce qui était prévu.

A cela il faut ajouter, si l’on veut être tout à fait raisonnable, la longue accoutumance des Européens au monde arabe et à l’Islam: cette chicanerie dure depuis 15 siècles et plus; les conflits, souvent terribles ont été permanents, puissamment entretenus par l’un ou par l’autre: la menace est constante et la contre-mesure un art non moins présent; mais il existe aussi, au delà des extrémismes, une non moins constante complicité, un partage de connaissances et de préoccupations communes qui finissent par interpénétrer les différents mondes que le néophyte aurait trop tendance à opposer.

D’un tout autre point de vue, **l’Histoire** nous fournit de multiples exemples de la confrontation mesure/contre-mesure: Bonaparte empereur terrestre après Austerlitz, donne sa réponse à l’anglais Horatio Nelson qui fait de George III de Grande-Bretagne l’empereur des mers. Jeu mortel de contre-mesure/démesure qui conduira l‘Empire à sa perte après la brève trêve de 1807. La notion même d’**Empire** est démesure: contre-mesure péremptoire à la dislocation pourtant prévisible de terres et de peuples: l’Empire précède toujours de très peu la chute: qu’il s’agisse d’Alexandre, de Charlemagne, de Bonaparte, du Tsarisme ou du Soviétisme, de la Prusse ou du 3ème Reich. Tous les Empires sont construits pour être démantelés, dans un cycle purement hégélien.

En gros, techniquement, le problème n’est pas compliqué: à une agression supposée ou une menace, on réagit par une «contre initiative» appropriée. C’est le coup de la dépêche d’Ems; on sait où cela mena. Mais comme l’a exprimé Joe Verhoeven, on nage, au plan international, dans l’ambigu; car le plus difficile est de mesurer «la marge de liberté» de chaque État, de chaque chef d’État; cette marge a étrangement rétréci; en fait la notion de «sécurité collective» telle que nous la vivons aujourd’hui, avec son cortège de contre-mesures, est récente: elle date de l’après Seconde Guerre Mondiale où l’on fit du droit conventionnel la base de la sécurité. Un des aspects parmi les plus intéressants de Saddam Hussein est qu’il a conçu sa propre liberté de chef d’État dans une mentalité de début du XXème siècle, telle qu’on la lui a enseignée dans sa jeunesse; la réponse occidentale est une autre conception du pouvoir, limité, encadré par l’ensemble des Conventions assurant la sécurité et la stabilité collectives. Le droit des Nations Unies est un droit général: à chacun de se couler dans le moule, avec ses propres moyens: on est passé implicitement de la souveraineté absolue à la souveraineté relative, et même **les Empires** sont bridés par le réseau contre-mesuré des accords internationaux qui empêche une trop grande démesure.

Dans une perspective politique, si l’on veut bien considérer que la Loi est l’expression de la mesure, cette Loi ne peut être que provisoire ou évolutive car elle correspond à un «moment» social et elle est l’expression d’une «Volonté générale» toujours changeante parce que la société évolue (selon Rousseau et son disciple Rawls, et l’empirisme angle-saxon), alors, il faut admettre que **toute mesure** appelle une contre-mesure**.** Michel Walzer dans son étude «Sphères de justice» souligne la complexité de l’égalité dans la reconnaissance des différences: dire tous les hommes sont égaux dans une vision unique de l’homme est facile, mais irréaliste; C’est pourtant l’admirable travail fait par les deux grandes Révolutions de l’Occident, l’Américaine et la Française; car il fallait commencer par là, par dire que «tout le monde était identique» afin de mettre en pièces le terrible système des privilèges mis en place depuis plus de mille ans. Mais ensuite, il faut dire que tous les hommes sont égaux en admettant leurs différences et leur diversité: cet exercice est beaucoup plus compliqué et donne leur légitimité aux contre-mesures. Dans «Morale maximale, morale minimale» du même auteur, on est appelé à s’interroger sur l’articulation entre la justice et le communautarisme, tout comme sur la division, la dichotomie du moi, entre celui soumis et celui mutiné afin d’ aider à admettre la contre-mesure.

Dire qu’il y a «un art des contre-mesures», c’est bien affirmer que la question de la justice n’est pas seulement un problème de légitimité, mais aussi **un savoir-faire**, une adaptabilité continue, qui renvoie vers l’empirisme et non plus vers l’universalité. Mais ceci nous mènerait trop loin et est un autre sujet.

***Bibliographie brève:***

- Michael Walzer: «Sphères de justice»; «Morale maximale, morale minimale», Seuil.

- Maffesoli: «L’ombre de Dyonisos», Livre de Poche, 1985.

- Philippe Muray: «Exorcismes spirituels III», Les belles lettres, 2006.

- Scilianos: «Les réactions décentralisées à l’illicite», PUF, 2006.

**L’«aérocombat»**



*Par le Général de division Jean-Claude ALLARD,*

*Commandant l’Aviation légère de l’armée de terre*

**P**

rincipes élémentaires de l’«aérocombat».

Dans l’histoire de l’aéronautique, le vol vertical, mis au point il y a un siècle, est une technologie de rupture par rapport à l’aile fixe qui impose le maintien d’une vitesse pour éviter le décrochage. Cette technologie ouvre un champ de possibilités opérationnelles particulièrement vaste, exploité mais encore en devenir dans les armées modernes.

En effet, pour ne considérer que le concept français d’aéromobilité, s’il est allé au plus large dans la diversité des actions conduites, les capacités limitées des systèmes d’armes alors en service en terme de navigation, communication, combat de nuit et en conditions météorologiques dégradées en ont, jusqu’à présent, souvent limité la portée. Hélicoptères de reconnaissance et d’attaque (type TIGRE) et de manœuvre et d’assaut (type NH 90) capables de s’insérer pleinement dans la manœuvre tridimensionnelle terrestre permettront d’aller jusqu’au bout des tactiques élémentaires explorées jusqu’ici. Reste une certaine carence dans la réflexion tactique interarmes et interarmées, avec une approche dans laquelle dominent trop souvent la dimension utilitaire individuelle de l’hélicoptère (logistique, SAR[[48]](#footnote-48), …) ou une vision technologique aéronautique. Ces aspects sont réels et indispensables mais ne doivent être qu’une partie d’un concept élargi de l’emploi des hélicoptères au sein d’un ministère de la défense. Le champ d’emploi des hélicoptères doit s’imprégner pleinement de tactique. Les unités d’hélicoptères de l’armée de terre en sont convaincues, l’ensemble des forces armées peut s’y engager. Trois axes de réflexion sont proposés.

**\***

**\* \***

**Traduire la technologie et la technique en termes tactiques.**

Le potentiel tactique de l’hélicoptère ne s’est certes pas imposé immédiatement, les capacités techniques complémentaires évoluant plus lentement. En effet, la voilure tournante et la turbine sont les deux piliers du vol. Si leurs évolutions sont nécessaires pour améliorer les capacités du porteur, la véritable ouverture du champ du possible pour l’hélicoptère se fait à travers les équipements. La qualité fondamentale à améliorer est la capacité de vol et d’action de nuit, dans des conditions météorologiques dégradées au plus près du terrain et en totale synergie avec les autres acteurs.

Pour autant, par rapport aux systèmes d’armes terrestres, l’hélicoptère apporte une plus grande mobilité puisqu’il s’affranchit de tout obstacle et, par rapport aux systèmes d’armes aériens, il apporte l’indépendance vis à vis de toute infrastructure ce qui lui permet d’être en attente au sein d’un dispositif[[49]](#footnote-49). Traduites en termes tactiques, ces capacités «techniques» apportent l’ubiquité des actions avec trois effets tactiques majeurs:

* une capacité de permanence et par conséquent la réactivité face aux événements et la rapidité dans l’action;
* l’imprédictibilité, condition première de la surprise. Surprise qui, alliée à la détermination, est aussi mère de la dissuasion;
* la capacité d’exploitation, qui rentabilise l’engagement en permettant la «transmutation de l’initiative en victoire».

De telles capacités doivent être et sont valides en opération de stabilisation, de gestion de crise, de guerre ou de sécurité intérieure selon l’enchaînement logique: je dissuade, si mon ennemi agit quand même, je réagis immédiatement et j’agis rapidement pour le surprendre, je peux ainsi le déséquilibrer et, enfin, je pourrai exploiter ma supériorité, en prolongeant immédiatement mon action.

Concept d’aérocombat et appareils français de nouvelle génération (TIGRE, NH 90, CARACAL) apportent des réponses de plus en plus affinées pour répondre à ces défis multiformes. Car il faut en effet bien comprendre que:

* la synthèse de la technique, de la technologie et de la tactique est au cœur de la mise en œuvre des unités aéromobiles de l’armée de terre dont les personnels sont depuis toujours formés dès la fonction de chef de bord à l’initiative tactique, parce que c’est «la manœuvre aux plus petits échelons tactiques qui contribue à l’atteinte de l’effet stratégique[[50]](#footnote-50)». Ces unités sont donc capables d’adapter leurs modes d’action pour répondre à un emploi dans chacun des cadres généraux d’engagement cité supra.
* compte tenu des équipements nécessaires pour rendre l’hélicoptère efficace en opération (nuit/météo/communication/contre-mesures/auto-protection, équipements pour faciliter le travail avec les TROSOL[[51]](#footnote-51),…), l’hélicoptère de nouvelle génération est nécessairement plus lourd, plus cher et plus complexe à soutenir. Ainsi, le format d’un hélicoptère de reconnaissance et d’attaque est d’environ 6 tonnes et celui d’un hélicoptère de manœuvre et d’assaut dans la tranche des 10 tonnes. Cette équation motorisation/masse à vide/équipements/charge opérationnelle/masse en charge doit rester à l’esprit lorsque l’on raisonne sur les hélicoptères.

Ne voir dans le TIGRE qu’un fossile de la guerre froide ou un avatar de l’avion de combat et dans le NH 90 qu’un hélicoptère de «transport tactique» résulte d’une dommageable et coûteuse vision tactique. Une manœuvre des hélicoptères cohérente, intégrée dans une manœuvre terrestre en trois dimensions encadrée par les manœuvres aérienne et aéronavale sous un commandement opérationnel interarmées est à même de tirer au mieux parti de ces coûteux mais nécessaires investissements et de satisfaire les défis stratégiques et environnementaux futurs.

**Approfondir le concept d’emploi des hélicoptères dans le cadre plus vaste de la manœuvre tridimensionnelle terrestre au sein de la manœuvre interarmées.**

Quel que soit aujourd’hui le cadre d’emploi, l’hélicoptère ne doit plus être conçu comme un apport ponctuel à une manœuvre mais comme un système tactique concourant, au sein d’une manœuvre d’ensemble à la réalisation d’un effet.

Pour cela, dans la manœuvre terrestre, d’accessoire principal des planifications d’urgences, l’hélicoptère devrait désormais être aussi et surtout un outil des planifications initiales compte tenu de l’amélioration de ses capacités de combat ou d’action en crise.

Au niveau interarmées, il faut comprendre que la bonne exploitation des capacités de la manœuvre hélicoptère (permanence, imprédictibilité, dissuasion) passe par son intégration dans la manœuvre tridimensionnelle terrestre. Le schéma des interventions «à temps» de l’arme aérienne, comme celui du syndrome des «taxis de la Marne» sont facteurs d’inefficacité[[52]](#footnote-52).

A cet égard, il faut appliquer les règles concernant le commandement tactique et la coordination aérienne. L’on rencontre assez fréquemment sur les théâtres une confusion des deux concepts, voire une inversion des priorités. Alors qu’il doit être clair que le commandement tactique (G3/G5) doit décider de l’action pour répondre aux besoins opérationnels et que la coordination aérienne (ACA[[53]](#footnote-53)) a pour mission de faciliter la réalisation de la manœuvre décidée.

Ces clarifications réalisées et dans le cadre de la manœuvre tridimensionnelle terrestre, les niveaux de conception et de conduite des engagements devront être dans chaque cas choisis avec soin et bien distingués des niveaux d’application de leurs effets.

Pour ce qui concerne l’application, il est indiscutable que la pleine efficacité de l’aérocombat est réalisée par l’intégration hélicoptères/troupes au sol aux plus petits échelons. Cela est encore plus vrai grâce aux équipements de navigation et de communication interopérables de nos hélicoptères futurs[[54]](#footnote-54) qui permettent la parfaite fluidité des actions en trois dimensions.

Pour autant, les niveaux de conception et de conduite doivent être adaptés afin de donner de l’initiative tactique aux formations d’hélicoptères et de permettre l’exploitation des effets. Ainsi, par exemple, pour apporter le meilleur appui à une section, une patrouille d’hélicoptère a besoin de tout le renseignement que peut lui fournir cette unité mais aussi de celui de niveau opératif et elle a besoin d’un espace de manœuvre supérieur à celui du bataillon pour prendre les meilleures positions pour délivrer des feux. Enfin, c’est aux niveaux de commandement 3 voire 2[[55]](#footnote-55) que l’exploitation du rapport de force local favorable fourni par le renfort aérocombat pourra être fait et que les capacités des hélicoptères engagés seront utilisées au mieux pour reprendre l’initiative tactique ou opérative.

Tirons en également la conclusion qu’il est impératif que les aérocombattants comprennent la manœuvre interarmes, comme il est vital que les niveaux interarmes comprennent les exigences et capacités de l’aérocombat. Une formation et une préparation opérationnelle commune, tout le long de la pyramide hiérarchique, est donc bien le gage de l’efficacité sur le terrain.

Premier effort donc pour construire le futur: maîtriser la manœuvre tridimensionnelle terrestre en distinguant bien le commandement tactique de la coordination aérienne et, l’application des effets de leur exploitation. Insérer cette manœuvre comme un tout achevé dans la manœuvre interarmées. Ces deux principes peuvent s’appliquer aussi bien dans des situations de guerre, de crise, de maintien de la paix ou des opérations de sécurité intérieure, de lutte anti-terroriste et de secours aux populations.

**Garantir la cohérence de la manœuvre des hélicoptères (aérocombat).**

Il apparaît d’abord qu’un approfondissement du RETEX de plus de cinquante ans d’emploi des hélicoptères sur les champs de bataille et de crise est nécessaire. Les actuelles campagnes de la GWOT[[56]](#footnote-56) dans lesquelles l’hélicoptère, dans toutes ses versions, a joué un rôle central tant dans les phases de guerre conventionnelle que dans les phases de contre insurrection et de stabilisation sont une mine d’informations finalement peu exploitée. Il en est de même des engagements aéromobiles et aéro-amphibies si nombreux et si riches de notre armée de terre sur les théâtres africains, proches-orientaux et balkaniques, pour ne citer que les plus importants. Les opérations se sont tant accumulées que plus personne n’a le temps d’en tirer les enseignements ou d’en faire la réclame.

En analysant ces opérations et campagnes, il apparaît que la manœuvre des hélicoptères doit, pour avoir sa pleine efficacité, avoir sa propre cohérence, sans pour autant être «autonome[[57]](#footnote-57)».

Ainsi, une organisation des unités et des moyens de commandement propres à l’aérocombat sont nécessaires: escadrilles, bataillons, régiments, brigade avec leurs capacités de déploiement et de soutien, doivent s’articuler dans une chaîne de commandement spécialisée, élargissant un peu plus à chaque niveau aussi bien la mixité des systèmes d’armes que sa capacité interarmes et son intégration dans la conception et la conduite des opérations.

A cet égard, tant pour être au niveau de sa proposition de fourniture d’un MHB/HQ[[58]](#footnote-58) dans le processus ECAP[[59]](#footnote-59) que pour pouvoir conduire, au plan tactique, les opérations aérocombat complexes que nécessitent les situations de crises régionales actuelles, l’armée de terre a besoin d’au moins un poste de commandement aérocombat de niveau brigade.

Par ailleurs, comme l’ont montré les théâtres irakiens, afghans ou libanais[[60]](#footnote-60), l’engagement des hélicoptères de manœuvre devra être accompagné, sur les théâtres futurs de guerre, de crise, de RESEVAC[[61]](#footnote-61), par des actions de reconnaissance, d’appui, de couverture, de protection assurées par les hélicoptères de reconnaissance et d’attaque. De leur coté, les HRA, dans leurs actions propres, devront pour obtenir leur pleine efficacité être soutenus par des HMA[[62]](#footnote-62). Ces manœuvres étant elles-même précédées par l’engagement de drones asservis aux hélicoptères en vol. Réaliser le «trinôme aérocombat» HRA/HMA/troupes de contact aux capacités diversifiées et assurer le bon équilibre dans le volume des composantes HMA/HRA est un point important de l’organisation de nos forces terrestres et de leur modernisation tactique.

L’hélicoptère en soi n’a donc pas de réalité propre, même si l’on peut citer des actions réussies, de saisie de terrain par exemple, par les seules formations d’hélicoptères (Ashalaka, ….). En réalité, l’hélicoptère vaut par la qualité de son système d’arme: projectile pour les hélicoptères d’attaque, troupe embarquée pour l’hélicoptère de manœuvre[[63]](#footnote-63) et par la combinaison de ces effets complémentaires.

Enfin, l’insertion de cette manœuvre tridimensionnelle terrestre dans la manœuvre interarmées devrait être un effort de la préparation opérationnelle, avec deux objectifs. Pour ce qui est du commandement, entraîner le niveau interarmées à l’emploi d’une force terrestre avec sa composante aérocombat intégrée.

Pour ce qui est de l’exécution, entraîner le «trinôme aérocombat» à utiliser les appuis aériens et à se déployer au sein d’une force aéronavale[[64]](#footnote-64).

**\***

**\* \***

Du niveau stratégique au niveau tactique, la combinaison entre surprise[[65]](#footnote-65) et dissuasion est le ressort fondamental des guerres comme de la gestion des crises ou du maintien des équilibres en phase de stabilisation. Pour réaliser ces effets, l’hélicoptère apporte un moyen technique fondamentalement nouveau qui trouvera sa pleine efficacité dans une logique propre (et non «autonome») qui nécessite une mise à jour des modes de pensée et d’action tactiques. Pour atteindre leur pleine efficacité, les unités d’hélicoptères doivent être indissociables des unités terrestres. Une vision tridimensionnelle de cette manœuvre est à parfaire, formaliser, enseigner. Elle apporte au commandement opérationnel interarmées un produit fini auquel il pourra confier une mission globale.

## Libres opinions[[66]](#footnote-66)



**«Bon sang ne saurait mentir»**

**ou quelques traits persistants du caractère français**

**à travers les âges militaires*.***



##### *Par le Lieutenant-colonel Didier OZANNE,*

##### *officier traitant au Bureau études du CESAT/CSEM*

**«Tout le monde descend!»** d’après Darwin.

**L’**

heure est à l’Histoire. Pas une publication militaire un peu sérieuse n’échappe à la règle et n’omet d’inciter fortement les militaires, et surtout les officiers, à se pencher sur les braises encore chaudes des plus éclatantes victoires ou les cendres glacées des plus ternes déroutes. L’offre est louable et digne d’intérêt, la cause est entendue. Du passé jaillissent des leçons pérennes; l’intelligence, la ruse, la ténacité ou le courage, qui font basculer le destin des peuples, valent bien que l’on se les approprie.

Il y a peut être d’autres leçons à tirer de l’histoire, des leçons que l’on a du mal à voir parce que les comportements ou les actions, qui en sont l’origine, sont tellement consubstantiels à l’âme d’un peuple qu’ils en brouillent la perception. Après tout, rien d’étonnant à cela, et malgré la mondialisation sans cesse rappelée, la diversité culturelle reste bien la règle dans notre monde. Ainsi, fallait-il bien être britannique pour faire jouer de la cornemuse à Pegasus Bridge et français pour charger en casoar et gants blancs aux premiers jours de la Grande Guerre. De là à dire que tous les Britanniques sont des amateurs distingués et originaux ou que les Français sont d’incorrigibles amoureux du beau geste peu rentable, c’est aller un peu vite en besogne. Cependant, une visite même rapide de notre histoire militaire permet de dégager quelques traits essentiels du caractère français qui l’éclairent sous un autre jour.

Certes, ces traits de caractère ne sont pas l’apanage des militaires et se retrouvent dans toutes les autres composantes de la société. Cependant, dans les armées, ils prennent une dimension particulière parce que celles-ci se trouvent toujours aux moments les plus dramatiques de notre histoire, le point de rendez-vous entre un peuple et son destin.

Il y a donc un intérêt à connaître notre caractère national et surtout à en identifier le côté obscur, tant il est vrai, que si l’on ne veut pas dépendre des erreurs de l’adversaire, on gagne grâce à ses qualités et l’on perd à cause de ses défauts. Les lignes qui vont suivre n’ont donc d’autre but que de tenter, à travers l’histoire, d’en identifier certains car mieux se connaître, c’est aussi mieux se combattre. Si l’affaire relève du caractère de chacun, nous sommes tous et avant tout, indépendamment de notre volonté, des produits de la matrice culturelle française.

**\***

**\* \***

***«Toutes les affaires de France n’ont rien de chaud que les commencements»***

Richelieu *(Testament Politique)*

Le manque de prédisposition à persévérer dans les vicissitudes est la première constance de caractère que l’on peut relever au long de l’histoire de France. Les Français sont généralement capables de grandes envolées, d’actes de bravoure ou de témérité mais ceux-ci, par manque de persévérance, ne sont pas exploités.

Au commencement étaient les Gaulois et déjà César faisait ressortir ce trait de caractère. Dans «La Guerre des Gaules», il écrit *«Ils [les Gaulois] sont prompts et rapides à se mettre en guerre, mais tout aussi mous et peu résistants, quand il faut supporter les tribulations»*. Quelques siècles plus tard, Rabelais, personnage français par excellence, ne disait rien d’autre en s’exclamant *«Seigneur, telle est la nature et la complexion des Français, qu’ils ne valent qu’à la première pointe. Lors, ils sont pires que diables. Mais, s’ils séjournent, ils sont moins que femmes».* Enfin, Georges Clemenceau, le Père la Victoire, symbole de la persévérance, écrit dans «La France devant l’Allemagne» *«Il faut détruire cette habitude de l’esprit français, cause de tous nos malheurs, de s’emballer, comme l’on dit, de vibrer à certains moments pour retomber ensuite dans la torpeur, dans le laisser-faire»*. Ainsi en l’espace d’un quart de siècle, la persévérance nous donna la victoire en 1918 et le relâchement nous apporta les affres de la défaite de 1940. Certes, en septembre 1939, la société française entra en guerre sur la pointe des pieds et les militaires avec. Mais, c’était pourtant l’heure de ces derniers et le moins que l’on puisse dire, c’est que la «drôle de guerre» profita surtout à l’armée allemande pour fourbir la machine de guerre qui devait nous emporter le 10 mai 1940.

Ce manque de persévérance se retrouve également dans une passion bien française, celle du changement. *«Les Gaulois changent facilement d’avis et sont presque toujours séduits par ce qui est nouveau»* écrivait César[[67]](#footnote-67). Ce travers pourrait bien être toujours d’actualité. On ne peut qu’espérer que tous les changements que vivent nos armées depuis si longtemps ne sont pas inspirés par cette tyrannie du mouvement. Les systèmes, pour perfectibles qu’ils soient, doivent avoir le temps de vivre pour que s’en révèlent les véritables imperfections.

**\***

**\* \***

***«Se croire un personnage est fort commun en France***

#### *On y fait l’homme d’importance*

***Et l’on est souvent qu’un bourgeois***

***La sotte vanité nous est particulière»***

Jean de La Fontaine *(Le rat et l’éléphant)*

L’orgueil apparaît comme le deuxième trait du caractère français. Vanté par tous nos alliés dans les caricatures qui fleurissent sur les murs des états-majors multinationaux, ce défaut fut bien souvent la cause de notre perte. Cet orgueil donne généralement naissance à un sentiment de supériorité ôtant toute capacité de discernement. Les exemples en sont nombreux. Ainsi à Azincourt en 1415, la chevalerie française, sûre de sa force et imbue d’elle-même, refuse les six mille hommes que Paris se proposait de leur envoyer en disant *«Qu’avons-nous à faire de ces hommes de boutique!»*. Au bilan, deux à trois fois plus nombreuse que ses adversaires, l’armée française perd la bataille et la chevalerie 5.000 des siens alors que les Anglais ne perdent que 13 chevaliers. Le terrain était boueux et impraticable, c’est la piétaille qui a fait la différence…

Plus proche de nous, rapportée par Marc Bloch dans «L’étrange défaite», la vanité des états-majors français et de leurs chefs avant la ruée allemande devait nous coûter bien cher. Cette aveugle assurance, née de la victoire de 1918, s’était construite dans la certitude que l’armée française victorieuse et sa doctrine n’avaient à prendre de leçon de personne. Dans un procès-verbal du comité de guerre du 26 avril 1940, l’écrivain relève une phrase qui en dit long sur ce sujet. La parole est au général Gamelin: *«C’est aux Anglais de fournir l’effort principal [en Norvège]…Au surplus, il faut les soutenir moralement, les aider à organiser le commandement, leur donner la méthode et le cran»*. Hélas! conclut l’auteur. Une nouvelle fois, ce travers n’est pas récent. Strabon d'Amasia en Cappadoce vécut aux premiers siècles avant et après Jésus Christ. Il écrivit une «Géographie» universelle en 17 livres qui nous sont parvenus[[68]](#footnote-68). Au livre IV consacré à la Gaule, on peut lire: *«Cette frivolité de caractère fait que la victoire rend les Gaulois insupportables d'orgueil, tandis que la défaite les consterne».*

**\***

**\* \***

***«Les premières qualités du soldat sont la constance et la discipline, la valeur n’est que la seconde»***

Napoléon

Néanmoins, cet orgueil aveuglant pourrait être contré si les Français acceptaient d’obéir à des chefs clairvoyants et de se plier à la discipline. Or, à partir d’un amour de la liberté[[69]](#footnote-69), louable en soi mais souvent exacerbé, ils finissent par s’affranchir de ces deux piliers de l’efficacité militaire. Ceci s’exprime alors par une propension à rechercher l’action d’éclat individuelle, ou au nom d’un groupe, au détriment d’une opération d’ensemble raisonnée. Un des plus beaux exemples en est la bataille de Crécy le 26 août 1346.

Cette bataille, qui oppose le roi Edouard III d’Angleterre au roi de France Philippe VI de Valois, voit s’affronter dans la région de Crécy, dans la Somme, de 30 à 40.000 Français et environ 12.000 Anglais. Alors que ces derniers sont installés depuis la veille en défensive, l’armée française débouche en désordre de la route d’Abbeville venant du sud. Le roi Philippe VI veut faire reporter le combat au lendemain pour avoir le temps de se réorganiser. Mais personne ne semble l’entendre, voire ne daigne lui obéir. La suite de la «stratégie» française est désespérante.

Si les premiers escadrons finissent par recevoir et appliquer l’ordre d’arrêt, les seconds, emportés par leur enthousiasme et décidés à être les premiers à courir à l’Anglais, lancent l’attaque de leur propre chef. Personne n’entend les ordres répétés du roi de France et les soldats à l’arrêt sont emportés par les autres dans une sorte de folie générale. Le roi, lui-même, se laisse gagner par cette démence et hurle, l’épée levée *«Je vois mon ennemi, et par mon âme, je veux l’affronter!».* Il envoie alors à l’avant ses arbalétriers gênois entamer le combat mais ceux-ci n’ont pas eu le temps d’emporter leurs pavois, qui sont leur seule protection, bloqués dans la pagaille qui règne derrière les troupes.

Lorsque l’artillerie anglaise tonne, les Gênois sans protection se replient sans ordre et sans coordination. Croyant à une trahison, les chevaliers français, dans leur enthousiasme dément, chargent leurs propres mercenaires. Ils poursuivent sur les lignes anglaises où ils se font décimer par les tirs et les pièges placés depuis la veille. La suite n’est qu’une succession de charges inutiles et meurtrières, sans cohérence ni commandement, où si les actions héroïques individuelles sont légions; la déroute française n’en est pas moins consommée.

Hélas, le fait n’est pas nouveau et Strabon dans son ouvrage déjà cité écrivait: *«A la moindre excitation, ils [les Gaulois] se rassemblent en foule et courent au combat, mais cela ouvertement et sans aucune circonspection, de sorte que la ruse et l'habileté militaires viennent aisément à bout de leurs efforts. On n'a qu'à les provoquer, en effet, quand on veut, où l'on veut et pour le premier prétexte venu, on les trouve toujours prêts à accepter le défi et à braver le danger, sans autre arme même que leur force et leur audace».*

**\***

**\* \***

***«Apprenez que tout flatteur vit aux dépens de celui qui l’écoute»***

Jean de Fontaine *(Le corbeau et le renard)*

Ce goût pour l’éclat, la bravade, opposés à l’obscurité qu’entoure parfois l’efficacité ou l’utilité, Marc Bloch le stigmatise aussi[[70]](#footnote-70) : *«L’armée s’est toujours difficilement résignée à l’idée que l’importance ni le mérite d’une tâche ne se mesurent à ce qu’elle peut avoir, extérieurement, de brillant».* Ce goût pour les «belles choses» se retrouve également dans la sensibilité des Français à la parole. Ainsi, le soldat français fait-il naturellement confiance aux chefs qui fournissent brillamment des explications et des justifications. *«Avec quelques flatteries, de belles phrases, l’image de grandes espérances, on dirigeait ou on retournait sans peine leurs volontés [celles des Gaulois]. Et c’est ainsi que leur général, Vercingétorix, les mania si longtemps à son gré. Ils étaient les plus faciles des gens à se laisser convaincre. Une fois, dans l’espace d’une heure, ils crurent et crièrent tour à tour que leur chef était un traître et qu’il était un grand homme»* écrit l’historien et académicien Camille Jullian[[71]](#footnote-71). Le danger majeur, résultat de ce penchant culturel d’un pays où le verbe est roi, c’est la tendance naturelle à considérer que l’on a agit lorsque l’on a bien écrit ou parlé[[72]](#footnote-72).

Quant aux chefs qui ne jouent pas cette partition qui plaît tant aux Français, ils fournissent un excellent moyen de guérison d’un orgueil blessé par un échec ou une déconvenue: la justification des erreurs commises par l’évocation des défaillances réelles ou supposées de l’autorité. *«Un des maux de la France est que jamais personne n’est dans sa charge. Le soldat parle de ce que devrait faire son capitaine. Le capitaine, des défauts qu’il s’imagine que fait son maître de camp; et, ni les uns ni les autres ne sont à faire leur devoir»* écrivait Richelieu dans son «Testament politique». La discipline et l’obéissance, déjà peu prisées, en pâtissent à nouveau[[73]](#footnote-73).

**\***

**\* \***

Avec un peuple (et donc des soldats) inconstant, orgueilleux, indiscipliné, versatile,… comment la France existe-elle encore aujourd’hui alors que tant de périls majeurs ont manqué de la faire disparaître au cours des siècles?

Il se trouve justement que, bien souvent, les chefs militaires, qui contribuèrent à son redressement dans les temps d’épreuve, firent justement preuve des qualités opposées à nos habituels défauts culturels.

Ainsi, à notre manque de persévérance, peut-on opposer la figure du maréchal Leclerc. Le serment de Koufra, qu’il fit prononcer à sa pauvre colonne en février 1941, fut tenu trois ans et demi plus tard. Les écueils pourtant ne manquèrent pas sur cette longue route, mais la persévérance de ce chef devint celle de ses hommes, et le 23 novembre 1944 le drapeau tricolore flottait sur la cathédrale de Strasbourg.

A notre orgueil, on peut opposer l’exemple des grands capitaines, et au premier rang d’entre eux La Hire, qui se rangèrent sous la bannière de Jeanne d’Arc. Nul doute, combien le spectacle dut être choquant pour l’époque que de voir ces hommes de guerre, fiers et batailleurs, se placer sous les ordres d’une femme. Nul doute aussi, combien il dut leur en coûter d’agir de la sorte, tout orgueil ravalé. Et pourtant, derrière leur humble général, ils donnèrent à nouveau un destin au pays.

La liste des exemples de ce style est aussi longue que l’histoire de France. Si, grâce à ces hommes, le pays s’est toujours relevé, beaucoup d’épreuves auraient pu lui être évitées si seulement nous n’étions pas tombés dans nos travers habituels.

Ce n’est pas un hasard si l’un des héros préférés des Français est Cyrano de Bergerac. En lui, ils reconnaissent toutes leurs qualités: fougueux, brave, beau parleur, plein de panache et sans calcul. Mais Cyrano meurt; il perd la vie au moment où il touche au but qu’il cherchait à atteindre depuis toujours, gagner l’amour de Roxane. Finalement, il échoue…mais avec la manière, accompagné des pleurs de sa bien-aimée.

Puissions-nous éviter de laisser la France fière mais inconsolable.

**La contre-reconnaissance**



*Par le Colonel Michel YAKOVLEFF,*

*Chef du bureau Politique européenne de sécurité et de défense,*

*de la Délégation aux affaires stratégiques*

**Définitions:**

**- contre-reconnaissance (mener une)**

***Mission qui consiste à détruire ou au minimum à neutraliser les éléments de reconnaissance adverses infiltrés ou en cours d'infiltration dans une zone donnée.***

**- Contre-renseignement**

***Actions comprennant:***

***1- la neutralisation ou destruction des moyens de renseignement adverses;***

***2- les actions de déception dont :***

***a- la simulation, procédé qui inclut l'emploi des leurres matériels et physiques ainsi que la déception électronique ;***

***b- la dissimulation.***

**L**

a contre-reconnaissance entre progressivement en doctrine française. Il n’est que temps. Depuis très longtemps, elle fait l'objet d'une attention toute particulière de la part des Américains, qui l'intègrent dans le concept plus général de «*operational security»*, en abrégé OPSEC, et que l'on pourrait rapprocher de notre «sauvegarde».

Pour récente qu’elle soit, sa définition en doctrine française est curieusement univoque, puisqu’elle n’envisage que la mission de destruction mais fait totalement abstraction de procédés qui dégradent *le renseignement* à défaut de détruire *le capteur*.

Une définition plus complète pourrait être: *«****contre-reconnaître****: dans une zone donnée, prendre l'ensemble des mesures actives (recherche et destruction) et passives (redéploiements et mesures de sauvegarde) nécessaires pour, au mieux neutraliser la collecte et la transmission du renseignement par l'ennemi sur la zone, au minimum en dégrader l'efficacité».*

En ce sens, la contre-reconnaissance est à la fois une ***mission*** – confiée à une unité autant que possible articulée à cet effet – et une ***attitude***, que toutes les unités doivent adopter en permanence, attitude contribuant directement à leur sauvegarde.

C’est pourquoi le présent article traitera des deux cas:

* la contre-reconnaissance en tant que mission (un développement de sa définition officielle);
* la contre-reconnaissance en tant que composante de la sauvegarde – une attitude, que la définition officielle néglige entièrement.

# La contre-reconnaissance en tant que mission

Les procédés de contre-reconnaissance active s'inspirent largement de ceux du contrôle de zone, mais en diffèrent fondamentalement par l'objectif: destruction de moyens ennemis spécifiques, et non préservation de sa propre liberté d'action dans la zone. C’est sans doute cette confusion entre le contrôle de zone et la contre-reconnaissance qui justifie le désintérêt durable de la doctrine française. Parce que les *procédés* étaient similaires, on a considéré que la *mission* était identique.

## Principes

* ***La contre-reconnaisance s'apparente au contrôle de zone dans l'articulation des forces.***

En pratique, il s'agit de mettre sur pied un système de renseignement et un système d'intervention.

Le premier tend un réseau combinant dispositif fixe et patrouilles mobiles, effectuant des fouilles dans les zones les plus propices à l'infiltration, à l'observation (physique ou électronique), au repos ou à la remise en condition des unités adverses, ou à la retransmission du renseignement.

L'élément d'intervention, calibré en fonction de la menace escomptée, agissant sur renseignement, «accroche» et détruit les moyens repérés.

C’est la nature de la cible qui fait toute la différence entre le contrôle de zone et la contre-reconnaissance. Dans le premier cas, l’adversaire qui se dévoile est un intrus cherchant à opérer dans notre zone ou à en contester l’utilisation. Il relève, généralement, des forces de manœuvre adverses. En revanche, dans le deuxième cas, la cible est beaucoup plus diffuse, discrète, tenace et surtout, *plus professionnelle*: dans toutes les organisations militaires ou paramilitaires, le renseignement utilise une élite.

Le degré de vigilance d’une troupe engagée dans une mission de contrôle de zone est donc moins parlant que dans le cas d’une contre-reconnaissance, tout simplement parce que la menace n’agit pas sous le même impératif de discrétion et de fugacité. C’est la raison pour laquelle une même unité qui confondrait les deux missions jouerait pleinement le jeu de la reconnaissance adverse, puisqu’on ne voit que ce que l’on s’acharne à voir, dans ce cas précis.

En revanche, les unités de reconnaissance ont une faiblesse intrinsèque: leur isolement. Presque par définition, elles agissent seules et ne se prêtent pas main-forte. Dans la mesure où la fuite est la seule défense de l’unité de reconnaissance, la mobilité est la première des qualités nécessaires au chasseur. Il n’est donc pas besoin de sur-calibrer l’unité dédiée à leur destruction.

* ***La contre-reconnaissance est une mission spécifique.***

Rappelons d’emblée qu’une unité ne peut exécuter simultanément une mission de contre-reconnaissance et une autre mission, y compris de remise en condition. La contre-reconnaissance consomme des moyens, les disperse, les maintient en alerte.

Au même titre que toute autre mission, elle suppose une *préparation* et une *remise en condition.* Il n'est pas exclu, surtout pour les actions de longue durée, de devoir «faire tourner» l'unité dédiée à la contre-reconnaissance.

## *Définition de l'unité adaptée à la contre-reconnaissance*

* ***Niveau de l'unité***

L’unité idoine est un sous-groupement tactique par groupement (escadron au sein d'un régiment). Par exemple, le GTIA à base de chars étant engagé en reconnaissance offensive, peut attribuer un escadron de 2° échelon à la mission de contre-reconnaissance, dans le sillage du 1° échelon qui *reconnaît* au sens propre du terme. En défensive ou en stationnement, un escadron placé sur les arrières effectue la contre-reconnaissance au profit de l'ensemble.

* ***Moyens de surveillance et d'investigation***

Le sous-groupement tactique en question doit disposer impérativement de moyens d'investigation, à pied et sur véhicules. Cette mission nécessite l’équivalent d’un peloton d’éclairage ou d’investigation (PEI) assorti d’une section d’infanterie motorisée, capable de mener des fouilles détaillées.

L'apport de radars (type RASIT ou RATAC), dans la mesure où le régime d'emploi des moyens rayonnants l'autorise, peut être décisif. Il limite la facture en patrouilles et permet une détection discrète, favorisant la capture.

La guerre électronique (détection-localisation) agissant au sein de notre propre dispositif peut contribuer à la découverte des moyens de reconnaissance ennemis, dès lors qu'ils émettent. Il pourrait même être envisagé de brouiller les transmissions suspectes (avec les réserves qui s’imposent concernant le régime d'emploi: cette action n’a rien d’anodin).

Pour accélérer les éventuelles interventions, il paraît utile de placer ces moyens techniques en «boucle courte» avec le poste de commandement (PC TAC ou directement sous-groupement), c'est-à-dire, de les rattacher directement à l'unité intervenante, en raison de la fugacité de la majorité de leurs objectifs.

Pour limiter la liberté d'action de la reconnaissance adverse, il peut être utile de miner ou dégrader les accès (angles morts) ou les sites privilégiés, à l’aide de pièges pyrotechniques éclairants (ils restent autorisés par la Convention d’Ottawa). Bientôt nos unités disposeront de capteurs abandonnés, qui rendront le renseignement plus précis, sans risque, et qui agiront sans être décelés, ce qui n’est pas le moindre de leurs avantages. Ceci aura l'avantage de préserver nos moyens, mais aussi, en limitant éventuellement le nombre de patrouilles, de rendre plus difficile l'analyse de notre dispositif par l’adversaire.

Les moyens lourds (chars) sont plus utilement réservés à la surveillance statique, celle essentiellement destinée à interdire à l'ennemi les axes d'approche les plus simples et évidents. Pour l'ennemi, la simple contrainte d'une manœuvre fine d'infiltration dégrade sensiblement sa capacité de collecte. A noter qu'à cet égard, les moyens d'observation de nuit et les optroniques thermiques devraient s'avérer redoutablement efficaces, le char posté depuis longtemps (donc, froid) étant largement à son avantage face à des véhicules ou du personnel en infiltration. De plus, l'imagerie thermique favorise la discrimination.

L’emploi d’hélicoptères est presque toujours inadapté à la contre-reconnaissance, essentiellement parce que l’appareil est repéré (au bruit) de bien plus loin qu’il ne peut lui-même déceler un objectif aussi fugace qu’une équipe à pied ou un véhicule isolé. L’immobilité reste une parade extrêmement efficace à l’observation aérienne. En revanche l’hélicoptère peut intervenir sur une cible déjà localisée et identifiée, par exemple en contribuant à une réduction de résistance isolée (appui feu, bouclage, héli-transport d’une unité de combat).

* ***Moyens d'intervention***

En mouvement, le combat type sera le combat de rencontre, opposant nos moyens à des unités légères, faiblement armées. Le canon, quelle que soit sa plate-forme, reste l'arme idéale. Le futur canon de 45mm à tir rapide du remplaçant de l’AMX10RC devrait être l’outil le mieux conçu pour une rencontre aussi fugace. Il présentera de surcroît l’avantage de limiter les effets collatéraux, ce qui en facilitera l’emploi – le déclenchement immédiat du feu étant moins contraint.

Il y aura aussi le cas de la fouille, qui, en termes de mode d’action, s’apparente tactiquement à la réduction de résistance isolée.

Un mode d'intervention immédiat, répondant à une alerte électronique par exemple, est *le tir indirect*, par l’artillerie (canons ou mortiers lourds). Pratiquées *au sein ou au voisinage immédiat du dispositif ami*, ces interventions posent un problème majeur qui est le *tir fratricide.* Cependant leur apport peut être déterminant, essentiellement pour des raisons de délais d'interventions: une émission suspecte, «traitée» séance tenante, peut donner le temps à un élément d'intervention de se rendre sur place (et incidemment, peut contribuer à la réduction de cet ennemi). Ne pas oublier à cet égard l'apport des *tirs éclairants.*

* ***Organisation du sous-groupement de contre-reconnaissance***

Aujourd’hui, l'unité élémentaire organiquement la mieux adaptée à la contre-reconnaissance est l'escadron AMX 10 RC, qui dispose en propre de moyens d'investigation, et dont la fluidité est comparable à celle des éléments qu'il cherche à intercepter. Cependant, la contre-reconnaissance est une nécessité pour toute unité susceptible de se trouver dans le réseau de renseignement adverse: ce n'est donc pas parce que le régiment de chars n'est pas à cet égard «l'outil idéal» qu'il peut se dispenser de cette action.

Compte tenu des renforts décrits ci-dessus, l'organisation proposée pour la contre-reconnaissance est la suivante:

- un PC TAC régimentaire, prenant en compte la mission, sur une zone clairement délimitée, et responsable de tous mouvements et activités (logistiques en particulier) dans cette zone[[74]](#footnote-74);

- un sous-groupement (niveau unité élémentaire), doté à la fois de moyens fixes (pelotons blindés dans le cas qui nous concerne) et mobiles [peloton(s) d'investigation et porté(s)], responsable de la surveillance de la zone et des fouilles;

- des moyens de tir indirect, soit par liaison (DL artillerie), soit par affectation (section d’artillerie rattachée);

- idéalement, des moyens de détection électroniques: radar pour les mouvements, radio-goniométrie pour les émissions, rattachés directement au sous-groupement ou, au minimum, en liaison directe avec lui (soit en veillant le même réseau, soit par un détachement de liaison).

Si un sous-groupement peut en soi gérer seul cette mission, il reste qu'une intervention, notamment avec emploi de feux indirects, avec cette contrainte particulière de s'effectuer en zone amie, est plus sûrement commandée par un PC TAC.

# La contre-reconnaissance en tant que composante de la sauvegarde

Comme il a été dit plus haut, la contre-reconnaissance ne peut s’envisager sans une attitude adoptée par toutes les unités, quelle que soit leur mission du moment, attitude dont l’objet est de compliquer la tâche de l’adversaire. Nous allons donc évoquer la palette des actes que peut pratiquer une unité, soit pour accroître les risques pesant sur la reconnaissance adverse, soit pour rendre caduc le renseignement obtenu à grande peine.

## Compliquer la collecte du renseignement

* ***Camoufler le véhicule: casser l’image***

Il est généralement présomptueux de croire qu’une unité un tant soit peu conséquente pourra «disparaître de l’écran radar» rien qu’en accumulant les branchages sur la plage avant des chars. Néanmoins, les mesures de camouflage les plus basiques compliquent sérieusement la tâche d’unités légères, en mouvement, qui peuvent rarement s’offrir le luxe d’un examen prolongé à partir d’observatoires idéaux (justement rendus infréquentables par une contre-reconnaissance active).

Le seul fait de garer un véhicule contre un mur neutralise 180° du panorama – c’est-à-dire, statistiquement, la moitié des observatoires théoriquement disponibles. Casser la forme du côté visible rend le véhicule méconnaissable à la plupart des observateurs, et en toute hypothèse, exclut le cas d’une identification fugitive, «en passant». En ville, le simple fait de poser un panneau publicitaire ou un vieux réfrigérateur contre le flanc exposé d’un véhicule réduit de façon significative sa reconnaissance fortuite.

Il en est de même pour l’observation aérienne: un engin de combat dispose d’assez de surfaces supérieures et de points d’accrochage pour le rendre méconnaissable en employant judicieusement les nombreux débris ménagers présents dans une zone de combat urbain.

* ***Camoufler l’unité: dissocier l’information***

Pour camoufler une unité en stationnement, outre le camouflage de ses engins, il faut penser à ses traces et à ses activités (mouvements logistiques notamment).

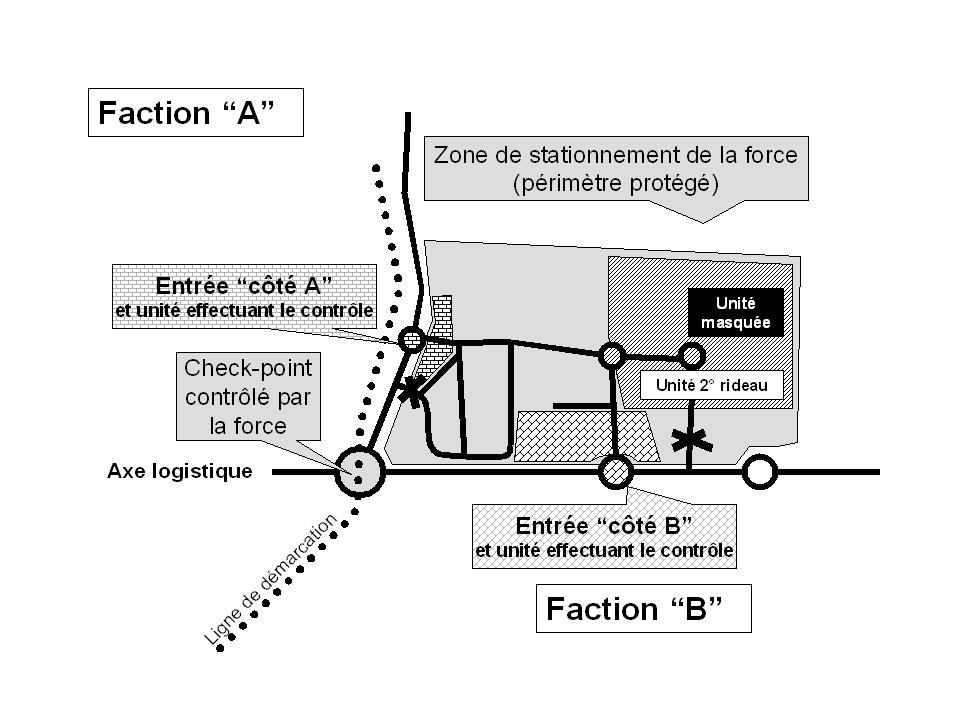
A cet égard, pour éviter toute pénétration accidentelle, on peut organiser l’accès à la zone de stationnement en caponnière, qui contraint à faire une manœuvre pour rentrer dans le dispositif. Cela donne du temps au dispositif de garde pour intercepter l’intrus, sans forcément dévoiler sa vraie nature. Par exemple, une simple chicane de contrôle est armée par du personnel n’appartenant pas à l’unité dont on veut masquer la présence.

A titre d’illustration: comment utiliser un rond-point dans une zone industrielle où stationnent plusieurs unités. Une unité, toujours la même, assure le filtrage pour tout le rond-point. L’unité qu’on veut dissimuler en priorité n’est accessible qu’à travers une autre, et sa bretelle de sortie du rond-point est la moins susceptible d’être prise «par erreur».

Néanmoins, la mesure la plus efficace joue d’une forme de cassure du renseignement: qu’une observation donnée ne livre pas toute l’information désirée. Ainsi, un stationnement d’unité peut dissocier les deux accès (entrée et sortie) en les plaçant dans deux compartiments de terrain différents. Le cas idéal, en ville, est le stationnement d’une unité dans un garage en sous-sol, utilisant l’entrée à partir d’une rue et la sortie dans une autre, de l’autre côté du pâté de maison par exemple. L’observation de l’entrée seule livre peu d’indications sur ce qui se passe à l’intérieur.

Ce cas de figure est d’autant plus utile quand notre unité est en interposition entre deux factions. Il est à prévoir que chacune fait le ménage chez elle (une forme de contre-reconnaissance à notre profit) et surveille notre unité. On peut donc présumer qu’aucune faction ne dispose de la totalité du renseignement sur nous: une a les entrées, l’autre a les sorties. La durée de séjour d’un camion-citerne, par exemple, leur échappe, de même que le différentiel de chargement pour un bac souple, rempli d’eau, porté sur un plateau.

Si l’on veut doubler la distribution de carburant (en soi un renseignement significatif), le deuxième camion devrait rentrer par «l’autre porte». Ainsi, pour le camp A, il y a une livraison routinière. Pour l’autre (B), il y a une livraison exceptionnelle. A ne saura donc pas que l’unité observée a doublé son approvisionnement du jour. Il n’est pas exclu non plus que B n’émettra aucune hypothèse sur la signification réelle d’une livraison exceptionnelle. En l’occurrence, le renseignement à dénier à l’observateur n’est pas la livraison de carburant, en soi, mais le fait que, ce jour-là, elle est doublée.

****

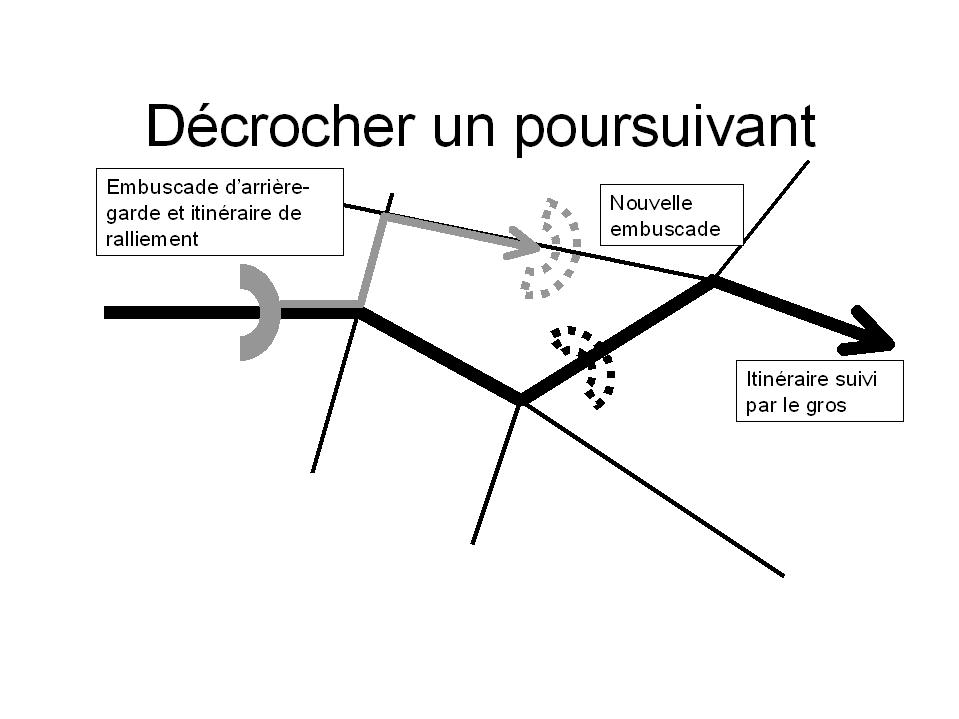
**Accroître les risques encourus par l’adversaire**

* ***Se débarrasser d’un suiveur importun: le procédé de l’embuscade d’arrière-garde***

Un élément de reconnaissance profonde agit en véhicule, souvent de la gamme civile, et est donc difficile à discriminer. Une unité qui veut s’assurer de n’être pas suivie pratique donc l’embuscade d’arrière-garde. Celle-ci est montée rapidement par un élément en tête de la colonne, qui fait demi-tour avant un point de différentiation et jette un dispositif de filtrage. Le reste de l’unité passe au travers. Le dispositif d’arrêt intercepte les suiveurs.

Le contexte général peut donner des formes très différenciées à cet arrêt. Le cas le plus «classique» est le combat, tout simplement (un coup d’arrêt). Néanmoins, ce procédé reste exploitable dans des conditions de «non-guerre», où l’option du feu est interdite. A défaut d’un obstacle de destruction, on monte un retardateur, à l’aide d’un obstacle «ouvert» (blocage apparent) ou fictif (fausse panne…). Ayant gagné une demi-heure au profit de l’unité à masquer, l’arrière-garde repart. Elle peut même compliquer la reprise de contact en prenant un autre itinéraire que celui emprunté par le gros, emmenant à sa suite le poursuivant éventuel.

Pour revenir sur le «bon» itinéraire, alors qu’elle s’en est écartée au départ, elle devra marquer un nouveau changement de direction. Une nouvelle embuscade peut accrocher le poursuivant, rendu suspect par sa précipitation et son changement de cap trop visiblement calqué sur l’arrière-garde.



* ***Repérer les mobiles: l’arrêt soudain***

Prenons une unité qui vient de se poser. Ses suiveurs éventuels sont encore en mouvement et chercheront à prendre un dispositif de surveillance calqué sur leur objectif. La manière dont l’unité s’arrête peut contribuer à dévoiler les intrus.

Dans le dernier bond, chaque sous-unité tend une embuscade d’arrière-garde. Surtout, à une heure fixée, avant même que les derniers mouvements soient achevés, toute l’unité s’arrête et coupe les moteurs. Dans l’arrêt de tous les mobiles et le silence soudain, un bruit de moteur ou un mouvement repéré par radar sera a priori suspect. Ce procédé nécessite une discipline parfaite, mais peut s’avérer efficace aux petits échelons (peloton ou escadron).

* ***Repérer les mobiles: le procédé de la chèvre***

Autre procédé pour repérer les intrus: utiliser les opérations de logistique, les mouvements d’autorités ou les déplacements de sous-unités comme chèvres. Il suffit que les mobiles transitent à travers des embuscades montées par les éléments sédentaires pour favoriser le contact avec les suiveurs indésirables.

* ***Rendre caduc le renseignement: le changement de dispositif***

Une unité en stationnement prolongé doit varianter son dispositif, par exemple en détachant des sous-unités qui prennent des positions temporaires, permettant de surveiller l’extérieur du périmètre. Ces sorties génèrent souvent de l’inquiétude chez l’observateur adverse, qui n’en comprend pas aisément la logique. De surcroît, s’il prépare une attaque, il doit adapter son plan en conséquence. Le nouveau dispositif peut faire peser une menace directe sur l’approche envisagée, ou priver l’assaillant d’une partie de son objectif. En tout état de cause, le renseignement d’objectif – celui nécessaire à l’attaque – est caduc ou sérieusement dégradé.

Ces mouvements ne mèneront pas forcément à la capture des intrus, mais ils induiront un doute permanent sur le degré de validité du renseignement transmis à un moment donné. On peut dire que ces actions ont pour objet de «faisander le renseignement».

*D’une façon générale, tous ces procédés de sauvegarde dégradent fortement le renseignement, même sans mener à des interceptions avérées. Un observateur averti, conscient de la vigilance de sa cible, sera beaucoup plus circonspect, et donc, moins efficace. Son rendement sera altéré. Reporté au niveau de son supérieur, c’est toute la manœuvre qui sera plus prudente, à cause de la crédibilité plus diffuse de l’information glanée. L’adversaire soumis à l’observation, s’il masque des éléments critiques, s’il modifie son image de façon aléatoire, s’il rend plus dangereuse chaque action d’observation, induira le doute dans l’esprit de l’adversaire.*

**La meilleure contre-reconnaissance,**

**c’est le doute plutôt que l’absence de renseignement.**

**Les conflits asymétriques:**

**naissance de l’ère post-clausewitzienne.**

# La fin des grands principes

**de la stratégie classique.**



*Par le Chef de bataillon Gilles de La ROQUE,*

*stagiaire au Collège Interarmées de Défense*

**«*Les principaux chefs de ces bandes (espagnoles) qui ont résisté avec tant d’audace aux armées françaises étaient un meunier, un médecin, un berger, un curé, des moines, quelques déserteurs mais pas un seul homme marquant avant cette époque*[[75]](#footnote-75)*»*.**

L’

histoire militaire regorge d’exemples de conflits asymétriques. C’est l’exemple des révolutionnaires américains menant une guerre irrégulière contre l’infanterie anglaise ou des partisans russes durant la campagne de 1812 harcelant et épuisant l’armée napoléonienne. Précisément, la guerre asymétrique n’est pas seulement la guérilla, ni la guerre du faible au fort, c’est l’introduction d’un élément de rupture technologique, stratégique ou tactique comme l’utilisation d’un flanc ou d’un revers de faiblesse de l’adversaire (Scipion l’Africain allant directement frapper Carthage pour contraindre Hannibal à quitter l’Italie). Guerre du faible contre le fort, elle représente une forme de «guerre absolue» mue par sa propre logique.

Face aux évolutions de la guerre, les principes de la stratégie codifiés dès le XVIIème. Siècle semblent autant de tentatives de formaliser voire de théoriser l’action militaire. Malgré les débats réguliers entre penseurs militaires visant à déterminer des lois «vrais de tout temps», un certain nombre de principes stratégiques adoptés par les grands puissances militaires continuent à faire l’unanimité et fondent la plupart des doctrines d’emploi des forces, comme la liberté d’action, la concentration des efforts, l’effet de surprise, l’économie des moyens, l’unité de commandement, la sûreté ou la simplicité.

En réalité, la question de la pertinence des principes de la stratégie classique fait écho aux débats séculaires sur la nature de la guerre opposant à travers Clausewitz le philosophe de la guerre et Jomini le scientifique, deux visions différentes de cette activité humaine: la guerre comme art ou comme science.

Si disposer de principes généraux de la guerre reste une nécessité et s’ils représentent les fondements de la pensée militaire, les principes de la stratégie classique apparaissent néanmoins inapplicables dans des conflits asymétriques de haute intensité. Ils ne permettent plus aujourd’hui de parvenir à la fin ***dans*** la guerre comme à la fin ***de*** la guerre.

Bien que les principes de la stratégie classique se caractérisent par leur modernité, la nature même des conflits asymétriques les remet en cause. Surtout, la finalité des principes de la stratégie classique se trouve radicalement altérée.

### **Des principes de la stratégie classique modernes**

Les principes de la stratégie classique se caractérisent par leur modernité et leur validité dans les conflits récents. Sans les abolir ni les faire disparaître définitivement, l’évolution militaire récente mais aussi la mise en œuvre de procédés nouveaux semblent même les requalifier.

En effet, avec les guerres entre États devenant la forme prédominante de conflit pour les gouvernements, la révolution industrielle en pleine croissance aiguillonnée par les progrès technologiques fournissant par ailleurs les armes, la mobilité et les moyens qu’exigeaient les guerres de plus grande envergure, les penseurs militaires ont codifié au fil du temps des principes régissant la conduite de la guerre. Ces principes établissaient une orientation, une doctrine et une idéologie ainsi que les fondements de la victoire. En dépit de l’existence de plusieurs écoles de pensée relatives aux principes de la guerre, ceux formulés par le futur maréchal Foch[[76]](#footnote-76) à l’École Supérieure de Guerre, en 1903, figurent parmi les enseignements de défense d’un grand nombre de pays.

D’autre part, cesprincipes constituent la trame pour toute stratégie militaire. La permanence de ce besoin en principes généraux conduit à choisir des règles qui puissent être adaptée aux conditions actuelles de l’action militaire et intégrée à la dimension interarmées. Quatre principes pourraient résumer l’ensemble des recommandations applicables aujourd’hui aux niveaux tactique, opératif et stratégique: l’économie des forces, la liberté d’action, la sûreté et la foudroyance. Par leur universalité, ils donnent une référence partagée pour la conception des opérations et l’emploi des forces afin d’atteindre l’état final recherché.

Enfin, les concepts de guerre en réseaudite aussi «infoguerre» et des opérations basées sur les effets issus de la révolution dans les affaires militaires ont réinventé et renouvelé les principes de la stratégie classique. Deux exemples illustrent la modernité de ces principes.

* Ainsi l’unité de commandement: pour chaque objectif, l’effort devrait être unifié sous la responsabilité d’un seul et unique commandant. Bien que les partisans de la guerre en réseau plaident en faveur d’organisations plus horizontales et d’un processus décisionnel partagé, conférant une grande autonomie à ceux qui se trouvent en première ligne de l’organisation, ils n’ont pas encouragé pour autant la suppression de l’organisation hiérarchique de l’armée. A l’avenir, des réseaux efficaces permettront la répartition du commandement, mais, en dernier ressort, la responsabilité d’une opération incombera malgré tout à une seule personne.
* De même, la surprise qui se définit par la frappe de l’ennemi à un moment à un endroit et d’une manière auxquels il n’est pas préparé. L’augmentation de la rapidité du commandement, l’autosynchronisation et la connaissance quasi optimale de la situation grâce au nouveau réseau de capteurs permettront d’atteindre un niveau de surprise sans précédent.

### **Mais des principes de la stratégie classique remis en cause**

S’ils apparaissent modernes aujourd’hui encore, la portée des principes de stratégie classique semble aujourd’hui moins évidente et plus discutable, sous les coups de la dissolution de la guerre conventionnelle inter-étatique et du surgissement des conflits asymétriques où dominent guérilla, terrorisme et rébellion. Trois raisons expliquent cette rupture majeure:

* Tout d’abord, la prolifération d’affrontements asymétriques complexes mettant en scène des acteurs nouveaux – groupes ethniques, groupes armés infra-étatiques, mafias et population – consacre la disparition des guerres de position et des notions de choc frontal entre masses de soldats, les principes de la stratégie apparaissent inadéquats. La guerre asymétrique s’exécute presque continuellement sur plusieurs fronts de nature très différents. L’apparition de forces infiniment moins nombreuses que par le passé, d’unités autonomes capables de combattre tous azimuts, se déplaçant à grande vitesse, sans grande traîne logistique constitue également un trait caractéristique.
* Autre raison, avec la disparition du temps des guerres entre armées distinctes, s’achève au cours du XXème Siècle l’ère moderne inaugurée par Clausewitz. L’univers trinitaire de la guerre reposant sur la combinaison armée, gouvernement et population s’évanouit et ne permet plus d’appréhender les nouveaux visages de la guerre. Les conflits récents par le brouillage constant qu’ils effectuent entre combattants et populations, populations et gouvernements, gouvernements et politique, politique et religion sapent les fondements de la dimension politique de la guerre.
* Enfin, l’asymétrie ouvre la voie à «la petite guerre» ethnique, religieuse ou idéologique sans véritable fin. Fille de la stratégie indirecte esquissée par Sun Tzu dès le Vème Siècle avant J.C., la notion d’asymétrie n’est pas nouvelle: les guérillas des années 1960, le terrorisme des années 1970-1980, en ont été les manifestations les plus marquantes. Ce qui change aujourd’hui, c’est le caractère incompréhensible de l’adversaire, de l’ennemi. Il est volatile, insaisissable et irrationnel, du fait de ses objectifs, de son organisation, de ses méthodes, où l’utilisation des techniques les plus modernes côtoie les modes opératoires les plus archaïques. Toute victoire définitive devient dès lors impossible. L’ennemi rencontré dans ce type de conflit obtient des gains ou des avantages tactiques et même stratégiques conséquent en utilisant consciencieusement nos principes et nos procédés classiques. L’exemple des États-Unis au Vietnam est révélateur. Il faut désormais s’attacher à contrôler un territoire plutôt que de l’occuper, à contrôler indirectement en neutralisant les forces ennemies plutôt qu’en les écrasant.

### **Surtout, la finalité des principes de la stratégie classique est radicalement altérée**

Surtout, la guerre asymétrique de haute intensité ne se substitue plus à la politique. Les crises contemporaines résultent de l’évolution d’un certain nombre de facteurs de nature politique, technologique ou sociétale. Aussi, dans un tel contexte, la finalité des principes de la stratégie classique se trouve radicalement altérée.

D’abord, à la recherche d’une victoire décisive sur le terrain s’est substituée une série d’actions militaires dans lesquelles le niveau de force déployé est lié à l’effet politique final recherché. La guerre disparaissant au profit de la crise, la gestion de cette dernière devient de plus en plus globale et les actions militaires se mêlent aux actions diplomatiques, économiques et culturelles. En effet, selon le vieux schéma, la guerre commence et finit: il y a un gagnant et un perdant. Dans le cas d’un conflit asymétrique, la guerre n’est plus une étape mais elle devient interminable. Devenant un état permanent, elle cesse d’être «*la continuation de la politique par d’autres moyens*» selon la formule de Clausewitz.

En outre, les liens entre politique, stratégie et tactique qui se conçoivent à travers la nature politique de la guerre disparaissent dans les conflits asymétriques de haute intensité. La finalité stratégique se trouve marquée d’imprécision. L’absence de définition claire d’objectifs pourtant indispensable à la conception des opérations, à la convergence des efforts, laisse la logique militaire se substituer à la décision politique par manque de clarté dans la définition des fins. L’échec de l’engagement américain au Vietnam s’explique en partie par l’imprécision et les évolutions constantes des fins politiques.

Enfin, la remise en cause des principes de la stratégie classique révèle une crise du modèle traditionnel de la stratégie, l’altération des fondements même de la stratégie classique. Clausewitz voyait la guerre comme une forme du pouvoir politique de l’État, comme la politique qui «dépose la plume et empoigne l’épée». Les guerres asymétriques de haute intensité se présentent comme des guerres de nation organiques, de nations objectives, vivantes contre l’appareil juridico-administratif des États. Elles se combattent au nom des valeurs culturelles ou religieuses plus qu’au nom des pouvoirs politiques. Elles fuient les règles du pouvoir et échappent ainsi à celles de la diplomatie. Elles se réconcilient donc avec «*les forces obscures, inconnues*» dont parle Tolstoï[[77]](#footnote-77), et laissent apparaître l’aspect profond, inconscient, non calculé du phénomène de guerre, mis en évidence par Gaston Bouthoul[[78]](#footnote-78) dans les années 1950-1970.

«*Mon premier principe à la guerre est de ne pas en avoir. Comment voudrait-on en appliquer deux parfaitement égaux? Y-a-t-il deux situations parfaitement de même? Il en est des combats comme des visages et quand ils se ressemblent c’est beaucoup»*[[79]](#footnote-79). Si disposer de principes généraux de la guerre reste une nécessité, s’ils représentent les fondements de la pensée militaire et si la richesse théorique du maître prussien domine indiscutablement la science stratégique, les principes de la stratégie classique doivent être renouvelés au regard des conflits asymétriques de haute intensité. En effet, ils ne permettent plus aujourd’hui de parvenir à la fin ***dans*** la guerre comme à la fin ***de*** la guerre.

Les grands principes de la guerre incarnent une vision rationnelle et européenne de concevoir et de conduire une guerre limitée et normée. Face à ces conflits non trinitaires, il est nécessaire de rompre avec la pensée classique de la guerre et la façon dont Clausewitz éclaire la conduite de la guerre. Il nous faut donc dépasser notre héritage militaire classique en cherchant à analyser sans tabou cette forme de guerre révolutionnaire «absolue» et nous interroger finalement sur la capacité d’une démocratie à vaincre sans renoncer à ses valeurs.

**L’avenir de la guerre?**



*Par le Colonel Patrick DESTREMAU,*

*Auditeur au Centre des Hautes Études Militaires*

**D**

ans l’ordre mondial qui se dessine, les États occidentaux emploient surtout la force pour faire face à la violence intérieure des États faillis. Volonté de contribuer à la paix dans le monde, de protéger leurs populations, de maintenir ou de tenir leur rang. Quel sera l’avenir de l’emploi de la force? Continuerons-nous à «stabiliser» les zones grises du monde, à supprimer les formes les plus inacceptables ou menaçantes de crises intraétatiques? Nos armées doivent-elles se concevoir comme des reconstructeurs d’État, des faiseurs d’ordre de sociétés éclatées? Des éradicateurs des germes ou des bases du terrorisme mondial?

Plusieurs raisons justifient de questionner cette vision de l’emploi et de l’utilité de forces militaires. En premier lieu, il est toujours un risque à se définir par les modalités. Dessous ou plutôt au-dessus de cette conception se cache un modèle stratégique sous-jacent non explicité. La guerre (au sens de l’emploi par les États de la force) est une forme particulière de mise en œuvre de la politique. Elle n’en est plus la continuation mais l’accompagnement. Elle marque, dans l’éternelle dialectique des volontés des acteurs internationaux, l’intransigeance d’un groupe à faire valoir sa vision du monde par tous les moyens, jusqu’à la violence. La question de la finalité précède bien sûr celle des modalités.

En second lieu, il paraît imprudent d’attendre la rupture pour la constater. En raison de contraintes budgétaires pesant des États, de la nécessité conséquente de faire des choix capacitaires, du temps nécessaire au renouvellement de la doctrine, à la réalisation des matériels et à la préparation des forces, les pays occidentaux n’ont pas ou plus les ressources, s’ils les ont jamais eues, pour se doter d’outils militaires qui les assureraient contre tous les risques. Ils sont forcés d’anticiper et de choisir. Or les relations entre les hommes évoluent plus continûment que nous ne pouvons ou voulons le reconnaître. Les moments apparents de bifurcation ne sont souvent que des instants de prise de conscience. L’idéal de l’anticipation stratégique serait de ne pas les attendre. La paresse ou la docilité intellectuelle peuvent réduire la prospective à de simples raisonnements par continuité. Peut-on imaginer que la stabilisation des États faillis constitue le nouveau et seul champ d’affrontement des puissances postguerre froide? Quel est l’écart entre ce que nous sommes capables de voir, de concevoir et la réalité qui se déploie progressivement?

En troisième lieu, la reconstruction des États faillis sous la gouvernance des États les plus puissants se heurte à deux difficultés structurelles majeures. La restauration d’un ordre social stable dans des pays divisés par des crises profondes reste controversée, difficile, longue et coûteuse alors que les opinions publiques occidentales attendent l’inverse. Plus loin, ***amener les populations locales à reconnaître rapidement la légitimité d’un État sous l’autorité de puissances tutélaires constitue une stratégie aléatoire***. Les exemples historiques de réussite sont très peu nombreux. En effet ces pays en crise connaissent de grandes difficultés à établir par eux-mêmes un consensus national. Et le soutien d’un gouvernement par des forces facilement accusées d’être occupantes, ne peut qu’affaiblir sa légitimité. Les hommes chérissent trop leur liberté pour accepter facilement une volonté étrangère. À cela il faudrait ajouter le manque d’unité d’action d’acteurs internationaux agissant rarement sous une autorité politique internationale forte, dans des cadres limités en durée et en portée. Quelquefois les commandants de force assument presque seuls la charge de la reconstruction alors qu’ils n’ont ni l’autorité, ni souvent les moyens nécessaires. Ainsi des interventions trop éloignées d’intérêts nationaux tangibles ou trop ambitieuses s’enlisent jusqu’à imposer des retraits misérables, propres à affaiblir la crédibilité des suivantes. Elles posent la question de leurs places dans la stratégie générale des pays les plus puissants.

Le rétablissement de la paix dans des États déchirés, la lutte contre le terrorisme, l’obligation de soutenir des alliés, la volonté de tenir sa place dans le directoire du monde en constituent les principales raisons. Ces interventions lointaines visent à diminuer l’insécurité du monde et accroître la sécurité de nos concitoyens. ***Il semble aussi que, faute d’adversaires clairement identifiés ou dicibles, la violence est devenue le mal à combattre.*** Le terrorisme, le totalitarisme ont été érigés en maux absolus, en épouvantails subjectifs et désincarnés qui rendent le questionnement des politiques difficile, l’ingérence collective et l’aliénation individuelle justifiées. Pourtant si les puissances intervenantes subissaient de lourdes pertes ou, pire, ne pouvaient faire régner l’ordre annoncé, les électeurs reposeraient la question de la légitimité et du coût de ces interventions. Certains en questionnent déjà l’utilité: diminuent-elles ou augmentent-elles l’insécurité des États occidentaux ? Doit-on accorder la priorité à la protection directe des territoires ou à des opérations de stabilisation qui, pour certaines, semblent accroître les divisions du monde? Au final le risque politique d’une critique de certaines interventions paraît important.

**\***

**\* \***

Pour autant ces questions sont-elles pertinentes? Poser l’équation stratégique comme une obligation morale de faire face à la violence ne peut que biaiser la réponse. Cette vision manichéenne du monde masque la dialectique propre aux relations entre les États, affrontement de volontés dont la violence n’est qu’un effet. Penser le monde de demain comme rupture avec celui d’aujourd’hui nécessite de s’interroger précisément sur les déséquilibres et les antagonismes. ***La fin de la domination occidentale, dont l’origine remonte au XVème siècle, est sans doute la rupture majeure susceptible de modifier profondément l’ordre international.*** L’évolution relative des grands déterminants de la puissance des États (population, produit national brut, niveau de développement, budget militaire) montre que les équilibres actuels seront remis en cause dans les décennies à venir. De nouvelles puissances globales ou régionales vont émerger. La période de stabilité de l’après guerre froide est une parenthèse sur le point de s’achever. Le temps des dividendes de la paix va-t-il s’effacer devant le temps des puissances de l’Est? Le monde unipolaire d’aujourd’hui, dominé par l’hyper puissance américaine, soutenu par les pays de l’Alliance, va céder la place à un monde plus éclaté, multipolaire. Toute mutation comporte sa part d’incertitude et de risques. Les changements à venir seront d’autant plus difficiles à gérer qu’ils vont s’effectuer dans un contexte de relativisme des valeurs, d’accroissement continu des besoins, de raréfaction de certaines ressources terrestres, en particulier énergétiques, d’aggravation des écarts de richesse et démographique, de changement climatique, pour ne citer que les plus importants.

Les États dominants vont donc être confrontés à un choix: maintenir leurs positions privilégiées ou négocier le nouvel équilibre du monde. Les États émergents sont confrontés à la problématique inverse: quand et comment faire valoir leur droit au directoire international? Le risque est important que la crispation des premiers ou l’impatience des seconds ne se transforment en affrontement. Dans ce monde multipolaire en formation, aux nombreux facteurs de tensions, il n’est pas certain que les mécanismes de gouvernance mondiaux puissent absorber ces chocs futurs. Le système international actuel est perçu comme hégémonique et injuste par nombre de défavorisés de la planète. Comment ne pas s’inquiéter du décalage entre la diplomatie d’inspiration postmoderne des États occidentaux et la pratique plus westphalienne d’autres régions du globe? L’analyse comparée des budgets militaires des plus grands États est particulièrement significative. L’augmentation des surplus économiques des nouvelles puissances va accélérer la modernisation de leurs forces armées. La détention d’une capacité crée la tentation de l’utiliser. Les guerres se décident dans les esprits des peuples et de leurs dirigeants. ***Or les rapports de force entre les États évoluent aujourd’hui plus vite que la perception de certains acteurs.*** Cette asymétrie des représentations mentales peut susciter les intransigeances les plus dures et les réactions les moins rationnelles. Les nouveaux pôles peuvent choisir entre plusieurs options stratégiques.

* La première, sans doute la plus raisonnable, serait d’infléchir les mécanismes de gouvernance en leur faveur. La seconde serait d’accélérer et d’affirmer l’inversion des rapports de force par des stratégies indirectes d’affrontement. La troisième aboutirait à mener de véritables guerres contre les anciens. Pour de multiples raisons dont la possibilité d’emploi des armes nucléaires, cette dernière alternative n’est pas la plus plausible même si elle reste la plus dangereuse.
* La seconde option pourrait apparaître à certains comme opportune ou nécessaire. ***Cette stratégie indirecte chercherait l’affaiblissement progressif des puissances «historiques» en utilisant le recours à la violence comme facteur supplémentaire plus que décisif ou déterminant.*** Les procédés sont nombreux, anciens mais jamais éculés: fausser la perception des États dominants, les diviser, provoquer leur engagement à faux, les user contre des oppositions entretenues (jusqu’à une prolifération contrôlée des armements les plus létaux)... En d’autres termes, certains pourraient chercher à affaiblir la volonté et les moyens de leurs adversaires par un chaos maîtrisé, indolore et, si possible, impuni. Il leur sera possible de trouver des alliés objectifs dans les réseaux mafieux ou terroristes, les États riverains d’un pays en crise. Se réjouissant des difficultés d’un voisin, ces derniers peuvent accepter de servir de sanctuaire aux mouvements d’opposition, et leur livrer l’armement nécessaire. Les effets induits de la déstabilisation de ces pays seront multiples: mouvements de populations, création d’écosystèmes favorisant le développement des mafias et du terrorisme… L’invasion de l’Irak par les États-Unis, si elle avait été suscitée par d’autres, pourrait en être l’archétype: provoquer l’enlisement de votre principal adversaire dans un combat dont il ressort affaibli diplomatiquement, militairement, financièrement, économiquement sans que jamais vous n’y soyez directement impliqué. Comment ne pas observer que la création de trous noirs géopolitiques est déjà célébrée comme une intéressante possibilité par les esprits les plus cyniques!

***Simultanément les nouveaux pôles rechercheront à accroître leur puissance propre en étendant leurs zones d’influence***. Les lignes d’opérations principales viseraient le contrôle d’États faibles ou stratégiques, l’accès aux ressources critiques. Certaines parties du monde, lieux d’enjeux ou de crispations géopolitiques, sont des zones potentielles d’affrontements: le Moyen-Orient, l’Afrique, l’Asie centrale, les principaux détroits, pour ne citer que les zones les plus proches de l’Europe ou les plus sensibles. Les zones grises, intervalles géopolitiques, seront ou sont déjà des lieux d’opportunité stratégique dont la domination sera disputée. La tentation d’une manipulation des masses les plus souffrantes n’est pas à exclure. Serait-il possible que de nouvelles idéologies, comparables à ce que fut le national-socialisme ou le communisme en leurs temps, puissent cristalliser et rassembler les oppositions? Certains stigmatisent déjà le libéralisme, présenté comme l’habillage d’une politique impériale, et lui oppose une autre représentation du monde, aggravant ainsi le risque d’irrationalité. Demain, au nom d’une autre vision, le droit d’ingérence sera peut-être réclamé par ceux qui le contestent le plus aujourd’hui. Les modes d’action militaires seraient multiples allant de l’accord de défense, associé ou non au déploiement de conseillers ou de troupes, jusqu’à l’intervention directe. Plus loin la nécessité d’affirmer ses droits, d’impressionner ses adversaires, de définir une ligne indépassable pourraient justifier de véritables aventures militaires, pics de violence soudains, sous la forme de leçons brutales mais contenues. Des bombes à retardement géopolitiques, comme la question du statut de Taiwan, pourraient aussi être le facteur déclenchant de ces confrontations.

Probablement certains acteurs seront attentifs à ne pas générer des situations de chaos dont ils pourraient eux-mêmes souffrir. Il serait pour autant imprudent d’espérer que l’interdépendance croissante du monde limitera les conflits. Au contraire, la multiplication des liens entre les États rend plus supportable les crises dès l’instant où elles restent raisonnablement circonscrites. Il n’est pas avéré non plus que la menace du feu nucléaire freine ces ambitions. Les nouveaux pôles peuvent faire le calcul exactement inverse. Les forts craignent les fous, parce qu’ils le sont. Les fous peuvent aussi questionner la fermeté des forts. Et les fous, comme leur nom l’indique, ne sont pas entravés par les mêmes interdits psychologiques.

**\***

**\* \***

Au final quelles seront les menaces, à quels modes d’action militaires les puissances occidentales pourraient-elles avoir à faire face? À l’évidence leurs opposants choisiront de les affronter où ils estimeront qu’ils auront le plus de chance de les user ou de les vaincre. Première menace contre la paix, les pays ne disposant pas d’arsenal nucléaire vont s’attacher à s’en doter et accroître ainsi leur liberté d’action. Parallèlement la violence intra-étatique, générée par la faillite des États les plus faibles va demeurer et risque de s’amplifier. ***Dans le court terme ce procédé pourrait être le plus probable car il minimise la supériorité militaire occidentale et multiple les possibilités d’asymétrie (politique, militaire, juridique et économique).*** L’intervention directe ou par le biais de commanditaires (sur les modèles de l’intervention soviétique en Tchécoslovaquie ou des opérations cubaines de la guerre froide en Afrique) est une méthode plus extrême, plus probable dans la périphérie des puissances émergentes ou dans des zones d’enjeux stratégiques. Ces combats seront par nature plus symétriques. Leurs succès nécessitant une évolution des rapports de force ou l’émoussement de la volonté adverse, le risque en paraît moins immédiat. Dans le même terme, l’affrontement limité entre les puissances historiques et les nouveaux pôles sur leurs frontières ou des théâtres extérieurs n’est plus totalement à exclure (sur le modèle de la Chine et de la Russie sur le fleuve Amour, de la Chine et des États-Unis en Corée). Prolifération, déstabilisation, intervention et finalement affrontement limité forment ainsi le faisceau des menaces d’aujourd’hui et de demain. Rien ne nous assure qu’elles seront séquentielles. La variété des acteurs et des situations fera qu’elles s’enchevêtreront et peut-être se combineront. Ainsi le calcul stratégique ne peut nécessairement anticiper sur une aggravation continue de la conflictualité qui en faciliterait la maîtrise.

Face à la polarisation du monde et au risque d’affirmation par la violence de certaines puissances émergentes, quelle stratégie militaire générale de réponse pourrons-nous opposer? En premier lieu aurons-nous la volonté de nous y opposer? Il n’est pas certain que les opinions françaises ou européennes s’accordent toutes sur le besoin ou la nécessité d’opposer la force à la violence. Or l’État et les forces armées ont besoin d’un consensus minimal pour s’engager dans des opérations difficiles. En même temps les États ne peuvent pas s’exonérer de leurs premières responsabilités: la défense de la sécurité, des valeurs et de la puissance nationales face aux autres peuples, en deux autres mots: l’indépendance et la liberté. Si nous voulons la paix, il nous faudra peut-être faire la guerre. La France sera simultanément confrontée à plusieurs défis: susciter une volonté nationale forte, s’accorder avec des alliés, disposer des forces armées adaptées, répondre à ses obligations et faire valoir ses droits.

Quelle peut, quelle doit être l’ambition militaire française?

A l’évidence les seules forces armées françaises ne seront pas en mesure de faire face à un tel éventail de menaces. Elles ne pourront le faire qu’avec d’autres, dans le cadre des alliances existantes: l’Union Européenne, le traité de l’Atlantique Nord ou de coalitions ad hoc. Compte tenu de l’aggravation possible des tensions, il est fort probable que ***l’Europe soit le premier cercle de communauté d’intérêt et de solidarité dans lequel nous nous reconnaîtrons***. La question de la nature et du volume de nos participations est autant une interrogation politique que militaire. Au mieux les armées françaises devraient être capables:

* De continuer à dissuader par des moyens conventionnels et nucléaires toute agression directe.
* D’assumer leur responsabilités vis-à-vis des ressortissants français dans le monde.
* De participer à la stabilisation des États à fort enjeu stratégique en se prémunissant contre le risque d’usure. Ainsi il conviendrait de limiter ces engagements au strict nécessaire en préférant agir sur des facteurs déterminants plutôt qu’en voulant assumer le plein rétablissement d’un État de droit.
* Se préparer à contraindre les tentatives adverses d’extension par la violence de leurs zones d’influence par des actions d’ampleur variable: destruction à distance, affrontement direct dans les quatre milieux: espace maritime et aérien, terrestre et spatial.
* Soutenir, si opportun, la crédibilité des systèmes de gouvernance mondiaux.

Les missions assignées aux forces armées françaises pourront donc être quadruples: dissuader, protéger les Français à l’étranger, défendre l’Europe et contribuer à la paix dans le monde.

Pour autant les forces armées françaises auront-elles les capacités d’assumer toutes ces missions avec la même efficacité? Si nous n’avons pas les ressources financières pour faire face à tout, nous serons dans l’obligation de choisir. La priorité sera de construire l’outil militaire qui permet, en alliance avec d’autres, d’interdire à nos adversaires potentiels de menacer durablement l’équilibre du monde et nos intérêts. Quel sera le point culminant des affrontements? Nous ne pourrons pas laisser nos adversaires menacer nos intérêts majeurs, et a fortiori nos intérêts vitaux. L’écroulement d’États faillis, y compris dans notre sphère traditionnelle d’influence, est certes douloureux, humainement inacceptable mais sans conséquences stratégiques définitives. Par contre, nous ne pourrons pas admettre la vassalisation par la force d’États dans la périphérie européenne, ni la mise sous contrôle des réserves d’énergies fossiles du Moyen-Orient, ni des restrictions dans les espaces maritimes, aériens ou spatiaux. Cette définition de la ligne rouge est-elle exhaustive? Probablement non et il n’est pas souhaitable qu’elle le soit, la dissuasion tirant sa force de son incertitude. Cette appréciation du point culminant a des conséquences importantes sur notre stratégie de moyens. Il nous faut les moyens nécessaires pour continuer à participer à des opérations de stabilisation. ***Il nous faut aussi les capacités assurant notre supériorité militaire dans des affrontements dissymétriques ou symétriques.***

**\***

**\* \***

Les groupes humains sont en quêtes de sécurité, de puissance et de gloire. Leurs relations peuvent s’organiser sur des modes coopératifs ou conflictuels. Dans son calcul stratégique (le chemin pour atteindre les buts fixés) chaque groupe humain peut avoir la tentation d’utiliser la violence pour imposer sa volonté à l’autre, pour marquer son intransigeance et sa volonté de faire valoir ses droits jusqu’à la destruction d’autrui ou de ses biens. Le monde d’aujourd’hui est plus incertain que dangereux. Le monde de demain pourrait devenir dangereux si de nouveaux et puissants acteurs trouvent dans la violence un procédé efficace. La concurrence entre les puissances occidentales dominantes ne disparaîtra pas mais s’effacera devant le besoin de maîtrise de l’affirmation des nouveaux pôles. ***Cette nouvelle dialectique des volontés pourrait structurer l’équation stratégique des décennies à venir et reléguer le combat contre le mal au rang d’incantation.*** Seul l’usage ou la menace d’emploi de la force pourra permettre de préserver un système de gouvernance mondial nécessaire à la maîtrise des grands défis du futur (raréfaction des ressources, déséquilibres démographiques et de développement, changement climatique…). Les opérations de stabilisation au nom de la paix pourraient céder la place à une variété beaucoup plus large et dure de formes d’affrontement. La possibilité d’une montée progressive ou désordonnée aux extrêmes n’est plus à exclure. La voix de la France a souvent été écoutée parce qu’elle peut se transformer en acte. Il appartient bien aux armées françaises de continuer à lui permettre d’être entendue, de pouvoir peser dans ce changement annoncé du monde, le temps probable des puissances de l’Est.

**Quelle place pour le risque**

**dans l’action militaire aujourd’hui?**



# *Par le Chef de bataillon Jean-Michel MEUNIER,*

*stagiaire de la 120° promotion du CESAT/CSEM*

**L**

es sociétés post-modernes «assurantielles et judiciarisées» repoussent sans cesse les limites du risque acceptable, si bien que les sociologues n’hésitent pas à les qualifier de sociétés du «non risque»[[80]](#footnote-80). Pourtant les sciences naturelles comme les sciences physiques établissent que le mouvement, l’action ou la croissance sont intrinsèquement porteurs de hasard, de friction ou de risque. C’est également vrai pour les sciences humaines, économiques et sociales. Pour les polémologues enfin, la paix est étymologiquement une période de stabilité (du latin «*pango»*: fixer), tandis que la guerre est le temps du mouvement, du danger et des risques individuels et collectifs.

Nos armées émanent d’une société qui méconnaît et rejette l’idée même de risque. Pourtant, l’acceptation de dangers élevés est spécifique de l’état de soldat et détermine l’action militaire. Entre une légitime prise en compte et un rejet impossible du danger, la relation des armées contemporaines au risque est ainsi rendue plus complexe.

Or, les conflits récents font bien apparaître la nécessité de redécouvrir le sens du risque et de valoriser sa place dans l’action militaire.

Ainsi, en raison de la part de risque ou de hasard qu’il comporte, le processus **décisionnel** se distingue fondamentalement du processus **déductif**. La notion de risque est au cœur de l’acte décisionnel qui définit le chef militaire dans l’action: si commander c’est décider, décider, c’est mesurer, accepter et prendre des risques. Considérant que «vouloir» consiste à mettre des idées en mouvement, le risque trouve alors une place essentielle dans l’action militaire.

**Le risque: un sens aujourd’hui communément méconnu et rejeté.**

Entendu comme un danger éventuel plus ou moins prévisible, le risque est déterminé par une probabilité d’occurrence et un degré de gravité. Du simple soldat au stratège, la prise de risque est une exposition volontaire à un danger dans l’espoir d’obtenir un avantage.

Les sociétés occidentales contemporaines, marquées par un individualisme eudémoniste[[81]](#footnote-81) peuvent être définies comme des sociétés du «non risque». Le principe de précaution est érigé en rempart contre tout ce qui pourrait menacer le bonheur auquel aspire «de droit» l’homme moderne.

Il est vrai que les incroyables progrès scientifiques du XXème siècle[[82]](#footnote-82) ont fait resurgir le mythe prométhéen d’une maîtrise totale de l’homme sur son environnement. Les nouvelles technologies ouvrent nos sociétés à une ère de prévisions, de maîtrise des risques naturels ou technologiques. L’intérêt grandissant pour la Cindynique[[83]](#footnote-83) illustre ce mouvement également nourri par la perception d’un environnement plus menaçant que jamais. Toutefois, la recherche d’anticipation et la volonté légitime de maîtriser les risques entretiennent l’illusion ambiguë du risque nul.

Ce contexte détermine une extrême sensibilité politique au risque qui se répercute clairement sur l’action militaire. Le recours quasi systématique aux forces spéciales pour accomplir des missions pouvant être confiées à des unités régulières a, un temps, relevé de cette logique. Cela pouvait apparaître comme une tentative d’application du principe de précaution à l’action militaire. Dans un autre domaine, les dernières opérations ont mis en évidence que les risques juridiques pesant sur le soldat ont provoqué une inhibition dans l’usage de la force. Heureusement, le nouveau statut général des militaires a pris en compte ce phénomène en re-précisant les conditions légales d’emploi de la force et en renforçant la protection juridique des militaires[[84]](#footnote-84).

**Le risque est une notion encore plus complexe aujourd’hui qu’hier.**

Il semble que les armées ont accompagné ces évolutions sans les subir complètement et la pensée militaire a également une part de responsabilité dans ces évolutions. Les militaires eux-mêmes, sont tentés grâce aux nouvelles technologies de faire lever le «brouillard de la guerre»[[85]](#footnote-85). Recherchant une image toujours plus précise du champ de bataille, le chef aura tendance à retarder sa décision et basculer, de fait, dans un processus décisionnel déductif, sécurisant, mais extrêmement appauvrissant et surtout prévisible par un adversaire attentif. L’action militaire qui voit s’affronter deux volontés doit rester définie comme le domaine de l’action interactive d’où le risque ne saura totalement disparaître. La saisie de l’initiative au service de la victoire, implique d’accepter les dangers que l’adversaire oppose à ma volonté.

Les militaires doivent continuer à reconnaître la nécessité de prendre des risques en valorisant le courage, l’audace et l’esprit de sacrifice tout en cherchant à limiter les effets des risques pesant sur les civils, les belligérants ou la manœuvre. Ce paradoxe n’est qu’apparent. En effet, au plan tactique par exemple, la mise en place d’un appui ou d’une réserve ne font pas disparaître les menaces opérationnelles, mais préparent à réagir contre elles.

A différents échelons de commandement, une confusion courante est apparue entre l’évaluation technique des risques du ressort des experts et la prise de risque elle-même qui doit impérativement rester l’apanage du chef.

Par ailleurs, l’aptitude du militaire à prendre des risques semble mise en question par la nature même des engagements modernes (ces situations entre la paix et la guerre se déroulant loin du territoire national). Les risques sont d’autant moins faciles à accepter que des enjeux complexes en font perdre le sens. En outre, les opérations actuelles ont vu la reconnaissance, la multiplication, et la diversification de nouveaux dangers: juridiques, moraux, professionnels, économiques, …voire psychiques.

Il est nécessaire de redécouvrir et de réaffirmer la place du risque dans l’action militaire.

Si l’on reconnaît avec Marc Bloch qu’il existe un conditionnement au courage dans les comportements quotidiens du temps de paix[[86]](#footnote-86), il faut accepter qu’une relation au risque soit développée avant l’engagement opérationnel.

Ainsi, sans sombrer dans la paranoïa, les «risques du métier» doivent être clairement énoncés aux jeunes soldats lors de leur engagement et rappelés pendant leur formation initiale. L’armée est la seule institution qui envisage légalement la nécessité de faire courir un risque éminent à ses membres; c’est la grande spécificité du métier des armes, figurant dans le texte du nouveau statut général des militaires[[87]](#footnote-87) sous la notion de «sacrifice suprême» [[88]](#footnote-88).

Les activités d’entraînement et de formation doivent contribuer toujours plus à développer le courage physique dans le cadre des stages commando des activités parachutistes ou de montagne par exemple. La dureté des combats menés en Afghanistan et en Irak[[89]](#footnote-89) doit conduire l’armée de terre à poursuivre les efforts importants réalisés dans ces domaines.

De plus, il est encore possible de développer une relation plus courante à d’autres formes de risques. Dans une certaine mesure, l’institution militaire doit reconnaître un «droit à l’erreur» propre à privilégier un sens de l’initiative et une certaine forme de prise de risque. Le règlement de discipline générale a déjà évolué dans ce sens. Dans le domaine intellectuel, la promotion de l’expression militaire écrite permettra sans doute de développer chez les rédacteurs une autre forme de courage. Enfin, mettre en valeur le sens de la responsabilité du chef dès le temps de paix prépare à assumer les risques liés au commandement en temps de crise.

Mais cet effort interne serait incomplet sans une véritable démarche pédagogique à l’égard de la société française et du monde politique.

Les militaires doivent rappeler à la Nation (et en premier lieu à leurs familles) que le risque fait partie intégrante de l’action des armées. Le succès des engagements futurs sera en partie déterminé par l’aptitude de l’opinion publique à accepter l’éventualité que des soldats français soient blessés ou tués. Cette résistance de «l’arrière» à la souffrance de ses soldats pèsera inévitablement sur les modes d’actions que nos forces terrestres pourront mettre en œuvre à l’avenir. L’adversaire asymétrique le sait bien. C’est pourquoi il convient d’y préparer la Nation dès le temps de paix en communiquant sur ce point.

Le Politique est sensible au risque, par humanité d’abord, mais aussi parce qu’il est naturellement attentif à l’opinion publique. Il semble cependant nécessaire de réaffirmer que le principe de précaution qui fonde de plus en plus l’action politique ne saurait s’appliquer parfaitement à l’action militaire. Il est du devoir du militaire de redire qu’un engagement des forces armées dans un conflit provoquera des pertes civiles et militaires quels que soient les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il faut également réaffirmer que les risques politiques ou stratégiques ne sauront disparaître.

Pour conclure:

En définitive, parce qu’elles sont issues d’une société qui le rejette, nos armées entretiennent un rapport ambigu au risque qu’il est important de clarifier et de réaffirmer dans la perspective des engagements à venir. Pour prétendre à la place qui leur revient dans la société française, les armées doivent assumer les risques élevés qu’implique aujourd’hui la défense de nos intérêts et de nos valeurs.

Lors de son allocution à la 59ème session de l’IHEDN le 09 mars 2007, le chef d’état-major de l’armée de terre a très nettement dépassé cette idée en affirmant que les nations qui pèseront sur la scène internationale seront celles qui engageront leurs soldats dans les missions les plus risquées[[90]](#footnote-90). Dans un monde «d’hyper violence», la capacité de nos armées à prendre des risques n’est plus seulement un gage d’efficacité opérationnelle, mais devient un levier déterminant du positionnement stratégique de notre pays.

***La valeur stratégique du risque: l’exemple de l’OTAN.***

*L’Alliance atlantique est aujourd’hui passée d’une posture défensive et dissuasive à une logique d’intervention. Dans ce contexte, le poids des nations ne s’établit plus seulement en fonction de leurs contributions respectives mais aussi en fonction des risques courus par leurs soldats.*

*Durant l’été 2006, alors que l’OTAN étend sa responsabilité à l’ensemble de l’Afghanistan, l’aggravation de la situation dans le sud du pays a mis la France dans une situation paradoxale. En effet, malgré une contribution de tout premier ordre (financement et troupes déployées), la France est mise en difficulté.*

*Les intérêts français ont été fragilisés et battus en brèche parce que nos soldats ne participaient pas aux opérations de combat les plus risquées, dans la région de Kandahar notamment.*

**Au «Pays du cèdre», été 2006:**

**un théâtre, deux opérations**



*Par le Chef de bataillon Patrice BELLON,*

*stagiaire et Président de la 120° promotion du CESAT/CSEM*

**L**

e 12 juillet 2006, le HEZBOLLAH lançait une attaque contre Israël à la frontière israélo-libanaise, entraînant la mort de 8 soldats de TSAHAL et la capture de deux autres. Israël ripostait, dans la foulée, par une campagne aérienne, maritime puis terrestre de grande envergure au Liban et contre les positions du «Parti de Dieu».

Le 12 août, les gouvernements libanais et israélien acceptaient la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l’Organisation des Nations Unies (ONU) ainsi que les conditions d’un cessez-le-feu à compter du 14 août.

Dès la mi-juillet, la France s’était impliquée dans la crise. Il s’agissait à la fois de participer à la protection des ressortissants et de répondre à la volonté politique d’intervenir rapidement et de manière visible au Liban alors que la situation sur le théâtre était loin d’être stabilisée.

Quel volume de forces fallait-il engager au Liban? Dans les médias, on a évoqué successivement 20.000, 2.000 puis 200 hommes. A cette dernière annonce, certains journalistes étrangers ont dénoncé un «revirement français», «un engagement à reculons». Pour le gouvernement et le commandement français, la question s’est posée de manière différente: il s’agissait d’évaluer la capacité à projeter un volume de forces suffisant dans l’urgence et sous mandat ONU, sans déséquilibrer les forces sur le territoire national, ni perturber les autres engagements opérationnels. Pour l’Armée de terre, il s’agissait de confirmer son aptitude à pouvoir intégrer un environnement interarmées et multinational dans la phase de montée en puissance et de déploiement de l’opération.

Malgré les incertitudes qui ont longtemps perduré sur la nature et le volume de la force projetée, l’Armée de terre a répondu avec efficacité à la décision du Président de la République d’un engagement au «Pays du Cèdre». Elle a démontré sa réactivité tout à la fois parce qu’elle a su anticiper le cadre multinational de l’opération et s’inscrire résolument dans le processus de planification interarmées.

Au-delà de la bataille des chiffres, et de la présentation parcellaire et polémique de certains médias, la gestion de cette crise a caché une réalité plus complexe. Il y a bien eu deux opérations distinctes au Liban engageant des volumes de forces et des processus de planification différents.

* La première, «BALISTE», a compté 600 militaires de l’armée de terre. Elle eut pour objectif de répondre rapidement à une situation d’urgence: participer dans un cadre essentiellement national à l’évacuation des ressortissants français.
* La deuxième, «DAMAN», a impliqué 1.600 hommes s’ajoutant aux 400 déjà présents à Naqourah au sein du 420ème détachement d’infanterie motorisée (420ème DIM) de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Elle s’est inscrite dans le cadre multinational d’une FINUL renouvelée, capable de faire respecter les termes de la nouvelle résolution.

**Opération BALISTE: de la mer à la terre (juillet – août 2006)**

**Chronologie des événements[[91]](#footnote-91)**

Le 14 juillet 2006, en raison de la dégradation de la situation au Liban, le Centre de planification et de conduite des opérations de l’état-major des armées (EMA/CPCO) a fait mettre en alerte à 12h00 des moyens des trois armées. Leur mission: appuyer le départ de ressortissants souhaitant quitter le pays par Chypre.

Le 15 juillet, le CPCO a donné l’ordre de déploiement. Les moyens Terre ont embarqué le 16 à 14h00 à Toulon sur le *Siroco* pourappareiller à 21 heures. Le 21 juillet, le bâtiment était opérationnel sur zone. A son bord une compagnie du 7ème Bataillon de chasseur alpin (7ème BCA) et un détachement de l’Aviation légère de l’Armée de terre (ALAT) de 4 hélicoptères de manœuvre. Le bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Mistral* a quitté Toulon le 19 juillet, emportant un groupement tactique embarqué (GTE) renforcé d’hélicoptères légers, d’une composante santé «lourde» et d’un module de regroupement et d’évacuation des ressortissants.

Sur les 1.500 hommes qui ont participé à l’opération, près de 600 de l’Armée de terre ont été projetés par les deux bâtiments de la Marine nationale. Finalement début août, plus de 13.800 personnes avaient été évacuées du Liban dont 10.800 Français[[92]](#footnote-92). Deux tiers de ces évacuations ont été assurés par des moyens militaires.

**Le déroulement des opérations: l’urgence prime**

La rapidité et la brutalité de la riposte israélienne ont été à la mesure de la surprise causée par l’attaque du Hezbollah. La FINUL a paru bien démunie face à la dégradation de la situation. Il a donc fallu faire face à l’urgence des événements pour protéger au plus vite nos ressortissants. La France a donc décidé de lancer l’opération BALISTE.

Pour cette opération, il n’y a guère eu de planification préalable et les documents opérationnels ont été élaborés progressivement à bord des bâtiments de la Marine nationale. C’est l’alerte *Guépard* qui a permis de répondre rapidement au mandat du CPCO. A cette occasion, l’alerte des unités à 12 heures s’est révélée pertinente. Elle a permis l’appareillage du *Sirocco* dès le 16 juillet avec une unité du 7ème BCA et du 3ème Régiment d’hélicoptère de combat (RHC). Le 19 juillet, le Commandant de la force a jugé indispensable de disposer d’une composante amphibie avec des moyens du 2ème Régiment d’infanterie de marine et un complément ALAT qui n’étaient pas d’alerte.

L’efficacité d’une telle opération repose sur la rapidité du déploiement et la complémentarité des moyens. Le cadre interarmées devient dès lors incontournable.

Ainsi au cours du conflit, le soutien logistique qui aurait dû être fourni par la FINUL, s’est avéré vulnérable et rapidement dépassé. La force BALISTE a alors procédé au transport du fret humanitaire et au ravitaillement de la FINUL entre la mi-juillet et la mi-août depuis les bâtiments au large de Beyrouth et la base aérienne de Paphos de Chypre. Sur le territoire libanais, le 420ème DIM dont la mission principale était d’assurer la sécurité du quartier général (QG) de Naqoura a dû prendre en compte avec succès de nombreuses missions de protection et d’évacuation de civils, de distribution d’aide alimentaire.

La mise en place rapide (21 juillet) de moyens spécialisés - dont un Centre de regroupement d’évacuation des ressortissants (CRER) - à Beyrouth et à Nicosie a facilité le travail des ambassades. Parallèlement, le groupement tactique embarqué a apporté une contribution déterminante en participant à la protection des sites, à l’enregistrement et à l’accueil des ressortissants. Ensuite, les 5 Puma de l’Armée de terre ont été utilisés de manière intensive pour les missions logistiques en complément des actions du détachement aérien de Paphos et du dispositif de soutien à partir des navires. Ils ont compensé ultérieurement et significativement la dissolution du «DETAIR» de Paphos le 22 septembre en accomplissant l’ensemble des missions de la force par voie aérienne. Enfin le détachement BAILEY (unités du 2ème Régiment étranger du génie et du 121ème Régiment du train) renforcé par des équipes EOD et cynophiles a pleinement contribué à la réalisation de l’effet final recherché en participant au rétablissement de la vie économique du pays. Les dix ponts construits sur six sites répartis sur tout le territoire et au profit de l’ensemble des groupes confessionnels ont permis de répondre à un fort besoin de la population et de l’économie libanaise.

Cette opération permet de tirer un certain nombre d’enseignements:

Si la planification au niveau politico-militaire - planification stratégique - a été menée tambour battant par le CPCO, la planification opérationnelle s’est adaptée à l’urgence de la situation. Urgence qui a imposé d’élaborer progressivement les documents opérationnels à bord des bâtiments de la Marine et de s’appuyer sur les structures d’alerte existantes. Des officiers de l’Armée de terre ont été pleinement intégrés à l’état-major de la Task Force 470 commandée par le contre-amiral Magne. Les efforts faits depuis plusieurs années pour développer la coopération avec la Marine nationale dans le cadre du concept amphibie y trouvent leur justification. En effet, même si cette opération ne peut être assimilée à une véritable opération amphibie, du moins a-t-elle permis d’éprouver et d’affiner les procédures de planification et de prise de décision dans un cadre nécessairement interarmées. Le dispositif d’alerte de type *Guépard,* quant à lui, a une nouvelle fois démontré sa pertinence. En revanche l’option d’une alerte amphibie qui n’est pas proposée par le *Guépard* pourrait judicieusement compléter le dispositif existant.

**Opération DAMAN: le fait multinational est multiplicateur de délais**

S’il n’y a pas vraiment eu de planification opérationnelle pour la projection de la force BALISTE, tant celle-ci a été déclenchée sur faible préavis, il a rapidement fallu préparer l’engagement d’une force plus conséquente. L’opération DAMAN s’est appuyée principalement sur les structures de planification nationale, travaillant parallèlement à celles de l’ONU.

**Complémentarité des structures de planification nationales**

La montée en puissance de ces opérations s’est appuyée sur une procédure de planification interarmées maîtrisée par l’Armée de terre et qui semble confirmer le bien fondé de sa chaîne des opérations. Dès le début, celle-ci a été associée aux travaux de planification du niveau stratégique au travers du Groupe de planification opérationnelle (GPO). Les commandements de la Force d’action terrestre (CFAT) et de la Force logistique terrestre (CFLT) y étaient représentés. L’état-major opérationnel terre (EMO-T) a tenu le rôle d’un indispensable relais avec les instances interarmées. Cette interface entre l’EMA et les commandements opérationnels terrestres travaille en étroite collaboration avec le CPCO avec lequel il est co-localisé. Cette proximité permet à la fois de bien appréhender les enjeux politiques et militaires des opérations et de faire valoir les positions de l’Armée de terre. Dans un environnement très incertain, l’Armée de terre a démontré qu’elle disposait d’une chaîne de commandement opérationnel lui permettant de répondre aux demandes de l’EMA dans des délais souvent contraints.

**Une opération dans un environnement multinational contraignant**

Toutefois, comme pour toute projection d’urgence où se sont conjugués l’impératif politique de limiter le coût et les incertitudes liées au cadre multinational de l’opération, la planification a dû être adaptée.

Première contrainte: la procédure de planification au sein de l’ONU est plus longue que dans un cadre national et nécessite plusieurs niveaux de validation. Les membres français de l’équipe de planification multinationale ont mis en exergue les lenteurs de cette planification. Sur le théâtre, elle s’est fait en liaison avec le commandement de la FINUL qui n’avait pas forcément la même manière d’envisager son renforcement. Le *Manifest of Understanding* (MOU) négocié début septembre à New York sur la base d’une mission du chapitre VI de la charte de Nations Unies, n’évoquait pas la mise en place de capacité offensive lourde ni le déploiement d’un soutien spécifique. Ce document décrivait un bataillon mécanisé «standard ONU» à base de véhicules blindés de transport de troupe à roues. Dès lors, se posait la question du financement des moyens réellement projetés. Le concept d’opération (CONOPS) et les règles d’engagement (ROE) étaient toujours en cours d’élaboration à quinze jours du déploiement des premiers éléments. Des points d’achoppement ont perduré par exemple sur l’attribution du secteur de Bin J’Beil que l’Espagne ne souhaitait pas occuper et que l’Italie aurait préféré voir attribuer à la France.

Ensuite, dès le 20 juillet, l’éventualité d’un engagement français a amené l’Armée de terre à étudier le renforcement de la FINUL, bien qu’on n’eût aucune certitude que cette dernière pût survivre au conflit de juillet. Toutefois, compte tenu des différences de tempo entre les travaux de planification de l’ONU et la volonté de déploiement national, aucune directive initiale de planification n’a précédé les travaux de planification de l’Armée de terre. Ceux-ci ont alors porté essentiellement sur la préparation d’options sur la constitution de la force. Les choix effectués ont donc été surtout fonction des impératifs nationaux. La France a décidé de projeter un GTIA équipé de moyens lourds et offensifs même si ces derniers n’avaient pas été expressément demandés par l’ONU. Ce choix délibéré découlait de la volonté de constituer une force robuste et crédible afin de prévenir une reprise des hostilités entre les belligérants. Il s’inscrivait dans les efforts faits pour renforcer l’image d’une FINUL si souvent critiquée pour son manque de célérité et de réactivité. Surtout il correspondait pleinement aux exigences françaises exprimées par le Président de la République dans son discours du 24 août: chaîne de commandement simple, cohérente et réactive, conditions d’efficacité et de sécurité optimales, règles d’engagement robustes.

Pour autant, même si le cadre multinational de l’opération avait été anticipé dans les travaux de l’Armée de terre, le retour d’expérience démontre qu’un effort devrait être poursuivi pour mieux tenir compte des procédures plus longues et contraignantes de l’ONU:

Insérer au plus tôt des précurseurs dans les cellules de décision et de planification au niveau stratégique (département des opérations de maintien de la paix) et au niveau opérationnel (FINUL) constituerait une véritable plus-value. Ils aideraient ainsi à la préparation puis à la diffusion des travaux de planification et des ordres vers les structures nationales.

La connaissance du fonctionnement de l’organisation mériterait une attention nouvelle parce que certains savoir-faire semblent avoir été oubliés. Les procédures de validation comme les structures opérationnelles de l’ONU, en particulier pour le soutien, semblent avoir été quelque peu perdues de vue.

**Conclusion**

En définitive, les opérations BALISTE et DAMAN ont permis de projeter rapidement et de manière visible une force capable de participer à l’évacuation des ressortissants français et européens du Liban et de renforcer la FINUL sans attendre que le conflit soit terminé, sans déséquilibrer les forces sur le territoire national, ni perturber les autres engagements opérationnels. L’armée de Terre s’est parfaitement intégrée au processus de planification interarmées. Les organismes qui participent à la planification opérationnelle ont démontré leur complémentarité, garantissant ainsi la cohérence des options proposées par l’Armée de terre. En outre, le cadre multinational de ces opérations a été anticipé suffisamment tôt même si la connaissance des procédures mises en œuvre par l’ONU mérite d’être approfondie.

Cet environnement interarmées et multinational apparaît comme un enjeu pour l’Armée de terre. Il mérite une attention soutenue tant la connaissance des procédures, des impératifs et des contraintes conditionne la bonne exécution des déploiements aujourd’hui.

# Plaidoyer pour «la synthèse»



*Par le Chef d’escadrons Benoît AUMONNIER,*

## *stagiaire de la 120° promotion du CESAT/CSEM*

**À**

l’occasion d’un exercice, un courageux stagiaire du CSEM[[93]](#footnote-93) décida de compulser électroniquement un récent mémento divisionnaire de 450 pages. Rebuté par l’avertissement initial de ne pas y rechercher l’exhaustivité sur la question, il revint aux extraits d’un OPO[[94]](#footnote-94) de plus de 200 pages. N’y trouvant pas de réponses, il tenta en dernier recours de consulter sa boîte «Outlook» mais se noya dans une mer de mèl ne le concernant au mieux que de très loin…

Quel diagnostic effectuer pour ce taux anormalement élevé d’informations, de papiers, de notes actuelles qui rongent notre système militaire telles des métastases concourant *in fine* à autoalimenter le cancer administratif? Quel remède possible prescrire au malade autre qu’une méthode de lecture rapide?

Seul l’esprit de synthèse volontairement appliqué à chaque niveau de responsabilité apparaît comme la réponse idoine. Il est à développer et à imposer. Le propos suivant en trace simplement les contours.

**Les raisons de la surinformation.**

Le bilan du patient pourrait se résumer aux symptômes évoqués dans les mésaventures de notre stagiaire, boîtes de messagerie surchargées à tel point que les chefs redoutent les retours de mission, montagnes de papier produites et distribuées chaque jour dans nos organismes, OPO de centaines de pages dans lesquelles se dilue l’esprit de la mission. Retenons quatre principaux facteurs pour cet état de fait. En premier, les NTIC[[95]](#footnote-95) ne limitent presque plus les possibilités d’emport et de transmissions des données, un DVD contient la BEAT[[96]](#footnote-96). Celles-ci favorisent en outre des relations transverses et non plus hiérarchiques via les systèmes de messagerie électronique. Les informations sont donc diffusées de manière très large et non plus ciblée. En second, la judiciarisation de nos sociétés conduit les responsables à tout écrire en amont afin de se défendre lors de possibles futurs procès, les annexes sécurité des exercices tissées de lapalissades l’illustrent bien. En troisième, les états-majors volumineux ont naturellement tendance à justifier leur existence en produisant consignes et demandes diverses (indicateurs, réglementations, normes, rapports et autres exigences). En dernier, le multinational dont la langue véhiculaire est l’anglais ou au moins son *ersatz* de *globish*, facilite le fameux travers du «copier-coller» pour les non *native speakers*.

Les conséquences de ces tendances devenues plus structurelles que conjoncturelles sont loin d’être anodines pour l’institution. En effet, nous assistons à une perte de sens, l’essentiel se diluant dans la masse. Quand un OPO donne plus de 300 règles d’engagement, le chef de section saura-t-il retenir celles indispensables à ses soldats et dès lors pourquoi les lui transmettre *in extenso*? De même, l’efficacité de l’outil en pâtit car à vouloir tout dire pour essayer de tout maîtriser, on ne fait plus rien. Il suffit de demander à un Commandant d’unité actuel s’il connaît sa priorité pour le prochain semestre pour en être convaincu. Enfin, à une époque surinformée et dans le chaos des opérations actuelles, le temps de la réflexion s’impose aux chefs pour penser l’action et lui donner du sens. Ils perdent donc dans les travers décrits, un temps d’autant plus précieux que les délais de décision se réduisent.

**Pourquoi et comment retrouver l’esprit de synthèse?.**

Ce devoir de simplification s’apparente dès lors à un combat pour retrouver l’esprit de synthèse. Militairement parlant, celui-ci peut se définir comme le choix de ne retenir que les informations nécessaires et suffisantes à l’accomplissement de la mission. Les raisons se déclinent selon les principes connus de la guerre. Ainsi, synthétiser exige le risque de décider. Il permet par-là de concentrer ses efforts et non plus de vainement essayer de tout dire ou tout faire. Il redonne aussi son sens à la hiérarchie dans une juste économie générale des moyens puisque chaque niveau se doit de sélectionner les informations pour n’en transmettre que l’essentiel. Surtout, il répartit tout au long de la chaîne de commandement une véritable liberté d’action, celle d’opérer des choix et celle du temps ainsi regagné.

Après ce pourquoi, quelques pistes proposent très simplement d’aborder le comment. Un chef peut facilement imposer des limites concrètes, que ce soit au volume des documents écrits ou au temps imparti aux très nombreuses réunions. Une préparation de qualité en résultera certainement. Puis, l’esprit de subsidiarité doit jouer. Vers le bas, les chefs étant devenus omniscients de par la numérisation doivent par conséquent limiter leur curiosité au juste nécessaire pour rester au bon niveau de décision et éviter le micromanagement. Vers le haut, tout subordonné se doit de prendre ses responsabilités en réglant les questions de son ressort. Le volume des mèls nuisibles à force d’être inutiles remplirait moins nos corbeilles informatiques. La dernière idée ferait appel aux qualités artistiques malheureusement peu développées par l’institution qui y voit plus une originalité qu’un atout. En effet, le dessin ou le schéma vaut toujours 10.000 mots comme le disait Sun Tzu et économise des textes longs et soporifiques. Une épreuve de croquis permettait bien de sélectionner les Cyrards d’avant guerre.

Les exemples actuels foisonnent mais prônant la synthèse, respectons-là et concluons le propos. École du choix et donc du risque, voie de subsidiarité par excellence, l’esprit de synthèse apparaît comme un impératif face au défi de la numérisation et face à la complexité des théâtres d’opération. Sa mise en œuvre ne fait appel qu’à la volonté et à l’imagination des chefs qui y retrouveraient le temps de penser puis d’agir.

## Rubrique

***«Le Hibou de la mansarde»***



**L’origine de la tactique**



*Souvenir de jeunesse du Hibou de la mansarde[[97]](#footnote-97),*

*rapporté par le Colonel Gilles BEMELMANS,*

*ancien Commandant du CESAT/CSEM*

*Le Hibou avait confié cette histoire, au rapporteur, comme un moment émouvant, presque une révélation pour lui. Elle remonte à une visite de l’académie de guerre grecque un peu avant la première guerre mondiale. Après avoir épié la conversation entre le chef de la délégation et le commandant de l’école, le Hibou s’était endormi et prétendait avoir été visité en rêve par Athéna, la déesse guerrière de la sagesse, sous la forme de sa chouette symbole. Celle-ci lui aurait alors transmis en une sorte de vision le récit qui suit.*

**S**

ur une étroite terrasse de terre, assis sous un olivier, il regardait en contrebas la plaine resserrée, les champs et la montagne bleutée barrant l’horizon.

Vers la cinquième heure, le soleil faisait déjà trembler l’air et les senteurs montantes étaient propices à la méditation.

Le menton dans les mains, il songeait au raid des montagnards sur la cité, il y avait trois semaines de cela. Ils avaient été repoussés de justesse, causant mille dégâts aux fermes isolées et aux récoltes qu’ils avaient tenté d’incendier.

Ils étaient descendus en masse, plusieurs centaines, pour se procurer du grain en pillant les réserves restantes du début de printemps.

Massés au débouché de la vallée, leur attaque avait pris la forme d’une ruée collective en avant, les plus forts et les plus expérimentés au centre, les jeunes plus rapides aux ailes pour tenter de déborder les défenseurs, l’assaut des barbares se formant spontanément en croissant irrégulier.

«L’union fait la force» concluait l’orateur sur la place publique. Il avait plaidé pour l’alliance avec les deux principaux villages de la vallée voisine. Il n’avait pas été entendu et le jour de l’attaque, après l’alerte donnée par les paysans, les hommes libres s’étaient réunis et armés pour faire face: un armement disparate, des épées de bronze cassant, des piques, des poignards, quelques archers et frondeurs. Surtout une disproportion numérique à faire naître la panique au premier revers.

Ils s’étaient rangés pour tenter de barrer l’accès à la plaine, sans autre idée que de tenir et de faire leur devoir, sans grande illusion.

Le chef, au premier rang, avait eu sur place l’idée d’appuyer la gauche au bord du ravin, mais la droite restait en l’air, pas assez d’effectifs pour interdire tout l’espace jusqu’à la forêt de chênes.

On avait dû s’étirer au maximum, pas plus de deux à trois hommes de profondeur.

L’affaire avait été chaude, le premier choc effrayant, mais la ligne avait tenu et tout de suite en face les hommes étaient tombés nombreux contre les piques compactes.

Inévitablement, un groupe avait enveloppé la ligne à droite, mais celle-ci s’était instinctivement recourbée vers l’arrière et avait suffit à contenir la première impulsion des assaillants.

Avec les pertes, la confiance avait soudain changé de camp. Pan avait soufflé dans le bon sens et les agresseurs s’étaient enfuis, harcelés de flèches et de pierres.

L’union fait la force, certes, mais avant la confrontation les barbares avaient mieux appliqué le vieux dicton. Ils avaient pourtant été vaincus sans appel.

Quelque chose avait agit pour inverser le rapport de forces apparent.

A la ruée en masse, impétueuse mais sans autre concertation que l’élan de départ, s’était opposée instinctivement la solidarité des citoyens. S’appuyant les uns contre les autres, pointant les piques de manière à porter des coups à deux ou trois contre un même assaillant, à soulager le plus exposé, le rendement de la ligne comme machine à blesser et à tuer avait été immédiatement supérieur.

A présent, il revoyait la scène, comme amplifiée et simplifiée: un mur de piques infranchissable barrant la vallée.

**\***

**\* \***

Concentration, appui mutuel, cohésion, le concept de tactique est né avec la phalange. L’ordre fait la force, voilà l’idée fondatrice.

Il restera à Rome de lui adjoindre souplesse et articulation pour porter l’art à un sommet.

Depuis, le centre de gravité de la force armée réside dans le lien tactique qui assure la cohésion, l’ordre et l’orientation, afin d’obtenir le meilleur rendement sur le point d’application choisi.

## On a aimé



Avis de lecteurs



*Sous cette rubrique ont été regroupées plusieurs opinions tirées de fiches de lecture rédigées par des stagiaires du CSEM*

# En écoutant le Maréchal FOCH[[98]](#footnote-98)

# *du Commandant Charles BUGNET.*

**S**

i les formes évoluent les principes directeurs subsistent». C’est avec cette clé de lecture que cet ouvrage peut contribuer à la formation des chefs.

La méthode de Foch est sa principale richesse: «lire, noter, relire, comparer recommencer, développent les qualités d’analyse de synthèse de jugement, puis après bâtir». Les fruits de cette méthode sont universels, déjà Napoléon remarquait: «Ce n’est pas un génie qui me révèle tout à coup en secret ce que j’ai à faire ou à dire, c’est la réflexion et la méditation».

Les aphorismes du Maréchal sont les principaux intérêts de lecture. Fruits d’une vie de méditation et surtout d’action, ils incarnent des idées indigestes sans cette étape pratique.

Enfin, l’esprit français affectionne et réclame le chef providentiel. Notre histoire est bâtie sur ses hommes ou femmes qui, seuls dans la tourmente, affirment que «les grands événements de l’histoire ne sont pas des accidents». La figure du Maréchal s’inscrit dans cette lignée des grands capitaines, imitables et aimables. Tous, comme Foch insistent sur la primauté des forces morales pour se préparer à l’action: «à notre époque on croit pouvoir se passer d’idéal, rejeter ce qu’elle appelle des abstractions, vivre de réalisme, de rationalisme, de positivisme, tout réduire à des questions de savoir ou à l’emploi d’expédients. Pour éviter la faute et l’erreur, le culte de deux abstractions du domaine moral: le devoir et la discipline, culte qui exige pour produire des résultats le savoir et le raisonnement».

Ce livre n’a d’autres ambitions que de faciliter le travail des abeilles de Montaigne qui «pillotent de ça, de là les fleurs, mais en font après le miel qui est tout leur». Il y réussit pleinement.

*Chef de bataillon LARDET,*

*de la 117ème promotion du CESAT/CSEM.*

## L’art du commandement[[99]](#footnote-99)

## *de John KEEGAN.*

**C**

et ouvrage de John Keegan présente les caractères de l’histoire militaire britannique: vivant, pragmatique et de nature à renforcer la fierté patriotique des officiers de sa Majesté. L’étude de chaque personnage permet de traverser l’histoire militaire à grands traits et de mesurer les changements dans l’art de la guerre apportés par l’apparition de nouvelles technologies. L’auteur ne s’attarde pas sur les mutations liées à la doctrine, aux concepts et à l’organisation des forces. Il a mis l’accent sur la personnalité des chefs, fruit de qualités personnelles, d’une éducation, d’une formation et d’une expérience au cœur d’une époque dont les caractères majeurs sont très bien mis en valeur. Les cinq critères retenus (affinité, éloquence, sanction, action, exemple) sont pertinents et incontestables. Cet ouvrage a le grand mérite de pouvoir être lu par des officiers de tout niveau qui en retireront à leur degré de responsabilité des enseignements précieux.

*Chef d'escadrons de BEAUREGARD*

*de la 117ème promotion du CESAT/CSEM.*

**La guerre, la ville et le soldat[[100]](#footnote-100)**

***du Colonel (cr) Jean-Louis DUFOUR***

**L**

e livre du Colonel Dufour est intéressant à plus d’un titre car à travers le prisme de l’histoire, il nous montre qu’aujourd’hui si les combattants redoutent de s’affronter dans «la jungle urbaine», elle s’impose à eux.

Il ne vient que confirmer l’importance de se préparer aux combats urbains. Théâtre privilégié d’affrontement notamment dans un confit asymétrique, les troupes envoyées pour combattre ne peuvent être que professionnelles soumises à des entraînements spécifiques. La ville est devenue un champ courant de bataille en plus d’un objectif tactique ou stratégique. Elle engage les efforts de tous au sein d’une défense forcément globale.

Depuis Sarajevo entre 1992 et 1995 jusqu’à Abidjan en 2005, les besoins d’initiative, d’adaptabilité, de modularité restent essentiels pour les officiers qui doivent commander dans cet environnement. Les retours d’expérience d’Irak de nos alliés américains mettent aussi l’accent sur l’importance des capteurs humains en ville pour déjouer les embuscades. Leurs études sur le conflit franco-algérien leur donnent matière à croire comme tout au long de ce livre que l’histoire de la guerre en ville offre des constantes qu’il convient de bien analyser pour gagner définitivement la paix avec la population.

Pour faire face aux nouvelles menaces et contrer des ennemis qui usent de la jungle urbaine, il devient nécessaire de mettre en œuvre les techniques les plus modernes. Ainsi les forces de sécurité comme la population doivent se sentir concernées donc bien informées avec sérénité pour s’entraîner et défier toutes les tentatives de déstabilisation urbaine. Les attaques les plus insidieuses peuvent se produire sur les points névralgiques d’un pays. Les démocraties installées dans le confort du progrès sont vulnérables et les dispositifs de sécurité ne peuvent qu’être internationaux pour lutter efficacement contre toutes les tentatives de chaos comme le redoute Hélène Delpech. Les attentats de mars 2004 en Espagne et de juillet 2005 à Londres, après celui du 11 septembre 2001, auront prouvé l’impact sur l’opinion publique de l’action terroriste en ville d’une poignée de fanatiques. Les réseaux dormants constituent une menace majeure au cœur même des démocraties et la ville est toujours un formidable refuge.

*Chef de bataillon POISBEAU,*

*de la 118ème promotion du CESAT/CSEM..*

**Le mythe de la guerre-éclair[[101]](#footnote-101)**

***de Karl-Heinz FRIESER***

**L’**

auteur propose une thèse différente sur la célèbre «guerre-éclair» ou «Blitzkrieg» de 1940 et suggère qu’elle n’ait jamais été planifiée comme «guerre-éclair» mais que de nombreux facteurs ont mené à cette miraculeuse victoire. Ces réévaluations des performances militaires françaises appellent en retour une réévaluation des performances militaires allemandes. Là encore, ce livre fait œuvre utile en mettant à la disposition du public français des analyses entièrement originales.

Cet ouvrage bien détaillé complète les divers livres déjà sortis sur ce sujet bien creusé, même si ses réévaluations offrent un autre point de vue. Le livre est bien appuyée par de nombreuses cartes, tableaux et de comptes rendus qui permettent de bien comprendre ses arguments permettant de se mettre aisément dans l’esprit de la campagne de mai 1940. Néanmoins il est dommage que la traduction française n’ait pas les nombreuses photos qui apparaissent dans l’édition originale allemande, qui aident à mieux visualiser la situation, en particulier celle du fameux pont de Glaire. Etant donné que c’est une traduction, la présentation, peut-être plus adaptée aux lecteurs allemands, pourrait paraître un peu trop détaillée et lourde pour un débutant français ou étranger sur ce sujet. Il faut aussi prendre en compte le fait que les arguments proposés pointent les lacunes des alliés, notamment celles des Français. «Le mythe de la guerre-éclair» est sans équivoque un ouvrage intéressant, bien recherché avec une immense source d’information qui peut être utilisée pour mener des voyages d’études. Il est donc indispensable pour l’amateur d’histoire militaire qui apprécie déjà ce sujet pertinent. Il est également indispensable pour aider les soldats professionnels à tirer les leçons du passé, afin d’être sûr que les erreurs commises ne se répètent pas.

*Major BEDFORD (Royaume-Uni),*

*de la 117ème promotion du CESAT/CSEM.*

**Introduction à la stratégie[[102]](#footnote-102)**

***du Général André BEAUFRE***

**D**

ans son court ouvrage, le Général Beaufre décrit la stratégie de manière très pédagogique. Selon lui, de nombreux penseurs militaires ont tenté d'appréhender la guerre à travers des règles qui supportent mal l'épreuve du temps. Beaufre met en garde contre cette tentation et recommande l’usage de la stratégie, basée sur l'intelligence de situation.

Au-delà de cet examen fouillé de la stratégie incontournable pour un futur chef, Beaufre ne laisse pas indifférent. Il rassure autant qu'il porte à s'interroger. Tout d’abord, ce livre confirme la pertinence de la méthode de décision opérationnelle actuelle déclinée dans un cadre d’ordre qui reflète bien l’affrontement de deux volontés. L’intention, exprimée par le «je veux» du paragraphe exécution d’un ordre, répond clairement à l’objectif de l’ennemi. Ainsi, l’ordre utilisé actuellement est bien l’expression de la stratégie si chère à Beaufre. L’auteur sollicite autant le lecteur qu’il ne le rassure. En effet, Beaufre estime que l’ère nucléaire fait émerger une stratégie indirecte aussi dangereuse que peu prise en compte. Ce livre datant de 1963, il est judicieux de se demander, à l’aune des conflits engagés depuis 1990, si la menace de stratégies indirectes est suffisamment prise en compte.

*Chef de bataillon Vincent SAINT DENIS,*

*de la 118° promotion du CESAT/CSEM*

# Perspectives tactiques[[103]](#footnote-103)

***du Colonel Guy HUBIN***

**L’**

objet du Colonel Hubin est de démontrer que la doctrine et l’organisation actuelles de l’armée de terre sont issues de contraintes que la technique peut aujourd’hui abolir. De fait, la tactique semble aujourd’hui figée sur le principe du «fixer, déborder, percer» sous-tendu par une organisation divisionnaire qui n’est plus justifiée. Il faut donc faire table rase du passé pour tirer le meilleur parti des nouvelles voies offertes par la technologie.

Dans ce but, l’auteur détaille dans un premier temps ces évolutions technologiques et leurs implications sur le domaine tactique, puis il tente de dessiner ce que pourrait être la physionomie future de forces terrestres.

Déjà, un certain nombre de perspectives dégagées par le Colonel Hubin sont en cours de réalisation: la modularité adoptée par l’armée de terre, la logistique de «pulsion», l’écrasement des hiérarchies, la «destruction de l’ennemi par l’intérieur», etc...

Pourtant ces perspectives audacieuses peuvent aussi apparaître par certains côtés utopiques, parce qu’accordant peut être trop de pouvoir au progrès technologique: le facteur humain qui paraît négligé ou sous évalué, le mythe d’un «brouillard de la guerre» dissipé par la technologie a été mis à mal au cours des conflits afghan et irakien.

En conclusion, les perspectives tactiques dressent un tableau passionnant du combat de demain. Le fait que ce mouvement soit déjà amorcé témoigne de ce que ces considérations sont réalistes et, au moins partiellement, prises en compte. Cependant, la trop grande part accordée à la technique au dépend du facteur humain implique peut être de revoir certaines conclusions. Affirmer que l’homme réagit autrement qu’une machine ne relève pas de la nostalgie mais du réalisme.

*Chef d'escadrons Thibault de BREBISSON*

**L’épaisseur du monde**



***De François HEISBOURG****[[104]](#footnote-104),*

**F**

rançois Heisbourg, Président de l’International Institute for Strategic Studies (ISS) de Londres et du Centre de politique de sécurité de Genève, signe un nouvel essai facile d’accès et pédagogique, après *Hyperterrorisme, la nouvelle guerre,* en 2001, et *La Fin de l’Occident? L’Amérique, L’Europe et le Moyen-Orient,* en 2005.

Le nœud du livre est sans doute le chapitre IV intitulé «*La terre n’est pas plate*» où l’auteur s’inscrit en contrepoint de l’essayiste américain Thomas Friedman qui signait en 2005 un *The world is flat*, dans la lignée de Francis Fukuyama et de la philosophie hégélienne de l’histoire.

Au contraire, pour François Heisbourg, la mondialisation rend le monde «*épais*», c'est-à-dire de moins en moins univoque. S’il voit le siècle américain s’achever, il ne voit pas pour autant l’avènement d’une ère chinoise ou asiatique. Le monde est pour lui devenu irréductiblement hétérogène et ce serait même une erreur de la part de l’Occident de penser pouvoir le guider en se croyant doté de la meilleure part, la plus vertueuse et la plus légitime.

Paraphrasant le fameux «*Paix impossible, guerre improbable*» de Raymond Aron durant la guerre froide, il conclut sur «*Hégémonie improbable, anarchie possible*», situation propice, selon lui, à l’Union européenne dont le jeu serait renforcé par la force d’attraction du projet européen, pour peu qu’elle réussisse à retrouver unité et dynamisme et qu’elle se trouve à la genèse des normes internationales, une des rares caractéristiques unitaires du XXIème siècle.

L’un des aspects les plus intéressants du livre pour un officier de l’armée de terre est certainement qu’il peut être abordé comme le panorama géopolitique et stratégique du document doctrinal FT-01 *Gagner la bataille, conduire à la paix, les forces terrestres dans les conflits aujourd’hui et demain*. Car si le monde est épais au niveau stratégique, c’est en grande partie en raison des nouvelles caractéristiques des conflits et des rapports de force qui se retrouvent dans les engagements en opération et en raison du déplacement de l’objectif stratégique du gain de la bataille vers la réussite de la stabilisation et de la normalisation.

« *L’épaisseur du monde* » pose directement la question de l’efficacité militaire et politique de la force, problème majeur aussi bien pour le chef militaire que pour le chef politique. Dans un monde hétérogène, sans une puissance s’imposant d’évidence, il est nécessaire de construire une liberté d’action, ce qui veut dire : disposer de moyens et de modes d’action adaptés et construire et maintenir une légitimité à agir.

*Lieutenant (ORSEM) Mathieu MEISSONNIER.*

*Administrateur au Sénat*

Directeur de la publication:

GCA (2°s) PIROTH

Comité éditorial**:**

**Gbr DECLETY,**

**Col BIZEUL,**

**Col TOURAILLES,**

**Col (H) MAZEL,**

Cdt WADIN,

**Ltn (R) TAILLANDIER**

Rédacteur en chef**:**

**Cdt WADIN**

Rédacteurs en chef adjoints**:**

**Ltn (R) TAILLANDIER**

Rédacteur en chef adjoint technique:

**Col (H) MAZEL**

Site intraterre: [www.cesat.terre.defense.gouv.fr](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr)

(rubrique publications)

1. ***Comme son nom l’indique, cette rubrique comporte des articles qui n’engagent que leurs auteurs. Mais le Comité de rédaction publiera les réponses éventuelles à ces prises de position.*** [↑](#footnote-ref-1)
2. Centre d’études d’histoire de la Défense [↑](#footnote-ref-2)
3. Lieutenant Colonel Christopher Gibson, U.S. Army, is a War College Fellow at the Hoover Institution of Stanford University. He has a B.A. in history from Siena College and holds a Ph.D. in government from Cornell University. He has served in a variety of command and staff positions in the continental United States and the Middle East (Desert Storm). From June 2004 to June 2006 he commanded 2d Battalion, 325th Airborne Infantry Regiment, 82d Airborne Division, which deployed to support national elections in Iraq during both OIF II and OIF III. [↑](#footnote-ref-3)
4. This article is dedicated to the 2d Battalion, 325th Airborne Infantry Regiment, 82d Airborne Division, paratroopers who set out daily to accomplish their duty to help the good people of Iraq achieve a better life. Their courage, selflessness, care for their comrades, and compassion for the innocent people of Iraq were inspirational for all to see. The author also thanks Major Andrew Ulrich, Captain Matthew Adamczyk, Colonel James Klingaman, Lieutenant-colonel John Kem, Lieutenant-colonel David Anders, Colonel Jeffrey Bailey, Mr. Steve Traver, Major Thomas Earnhardt, Lieutenant-colonel Carmine Apicella, Major Randall Weisner, Dr. Kori Schake, Lieutenant-colonel John Nagl, Colonel H.R. McMaster, and Mr. Lawrence Kaplan for their helpful comments on earlier drafts. [↑](#footnote-ref-4)
5. David Ignatius, “Scary Surprises in Mosul”, *Washington Post*, 10 December 2004, A-37. [↑](#footnote-ref-5)
6. See Public Broadcasting Service (PBS) “the insurgency,” a documentary produced by Tom Roberts, *Frontline,* 21 February 2006;and George Packer, “The lessons of tal afar,” *New Yorker,* 10 April 2006. in March 2006, President George w. Bush, too, delivered several speeches holding up Tal afar as an example of successful COIN practices and approaches. [↑](#footnote-ref-6)
7. to read more about the Iraq war from the perspective of the iraqi citizen, see Anthony Shadid, *Night Draws Near: Iraq’s People in the Shadow of America’s War* (New York: Henry Holt and Company, 2005). [↑](#footnote-ref-7)
8. By “dominance” i mean preventing lawlessness. in the United States that is generally achieved through the rule of law backed up by a police force and legal system to adjudicate suspected violations. in countries with an insurgency, auxiliary means, such as military and paramilitary forces (police forces with army-like capabilities), are required to compel noncompliant forces. as lawlessness is attenuated, countries can move to the left on the spectrum of use of force until such time as rule of law is established and generally followed. COiN forces that dominate their battlespace in a place like Iraq do what the rule of law would achieve in a stabilized country. [↑](#footnote-ref-8)
9. We found that by employing *a combination* of all three basic methods of patrol­ling we were able to saturate the zone and deny the enemy freedom of movement; stay in close contact with the locals; and provide for mobile and lethal reaction forces capable of reinforcing our dismounted patrols in minutes, when necessary. this pro­vided both a real capability and a deterrent to enemy attacks. in essence, we were able to enjoy the strengths of dismounted and mounted patrols while minimizing the potential hazards or drawbacks of any single employment method. [↑](#footnote-ref-9)
10. The task force should develop a claims-card-marking SOP so that they can decrease corruption during civil affairs operations. [↑](#footnote-ref-10)
11. The inspiration for establishing the census came from our experience in north­west Mosul, where we knew one of the major leaders of the insurgency lived. Our extensive efforts to capture that high-value individual (Hvi) were ultimately unsuccess­ful and, as we flew back across the Atlantic en route to Fort Bragg, I thought that if I had it all to do over again, we would take a picture of every adult in the neighborhood and then go door-to-door inquiring about the identity of the Hvi until we found someone who would anonymously identify him. as we began operations in tal afar, we put that concept into practice with the census—a much more robust situational-awareness program inspired by our Mosul after action review. while the CMOC provided a basis for census data collection, we continually sent reconnaissance patrols throughout zone to fill in gaps in data for neighborhoods where claimants did not come forward. This, as one can imagine, also provided a starting point for researching and understanding why some neighborhoods did not take advantage of the claims process. [↑](#footnote-ref-11)
12. For a COiN force to be embraced as legitimate, it must have good and reliable sources and be perceived as unbiased in its pursuit of terrorists. Bad intelligence sources and subsequent “bad arrests” will inflame a community and ultimately severely denigrate the security environment. thus, constantly vetting and cross-checking sources is a critical task of COiN forces. Units must resource and task-organize accordingly. [↑](#footnote-ref-12)
13. Based on the extensive help we received from the local populace, during OIF III we were able to gather the requisite legal proof to send more than a company’s worth of insurgents to prison. the number of successful enemy attacks declined from several a day before Operation restoring rights to one or two per week after the operation. Clearly our enemy was defeated. [↑](#footnote-ref-13)
14. Developing intelligence is a difficult and time-consuming process that requires an extensive list of vetted sources, meticulous attention to detail (nearly everything that happens is related to something else), cultural sensitivity, insatiable curiosity, and a user-friendly database, preferably linked to a biometrics program. [↑](#footnote-ref-14)
15. Sadly, we did have some grievous wounds from ieDs, including two life-alter­ing wounds from a vehicle-borne ieD attack in Mosul on 4 January 2005. Four of the wounded in action (wias) during OiF ii were from ieDs while all 10 of our wias during OIF III were from IEDs. Statistics can deceive, however, because our IED find/destroy to successful enemy attack ratio was still over 4:1, despite the 10 WIAs. [↑](#footnote-ref-15)
16. in his interview for the PBS documentary “the insurgency,” Michael ware of *Time Magazine* disagreed with this approach and argued that by evacuating the popu­lace we allowed the terrorists to escape. Given the tremendously improved security situation in tal afar, i believe it was worth it, even if some terrorists got away. [↑](#footnote-ref-16)
17. in some cases, perception was reality until our iO campaign was able to convey truth. the state of security is often fragile at best, and iO battle drills must be developed in advance to manage the consequences of a terrorist attack or incident. insurgent attacks cannot always be thwarted, and how COiN forces deal with them will sway the population one way or another toward the perception of security. [↑](#footnote-ref-17)
18. we worked with outstanding iSF in both Mosul and tal afar, most recently with the 3d Battalion, 1st Brigade, 3d Iraqi Infantry Division. [↑](#footnote-ref-18)
19. Given the considerable ability of iSF to gain intelligence, it is critical that during their training and development, COiN forces focus on helping local security forces perfect intelligence analysis and dissemination capabilities both within their higher level staffs and in infantry companies. [↑](#footnote-ref-19)
20. Disappointingly, my experience with the Sunni sheiks in tal afar was not that positive. Although they knew who was fomenting violence in their neighborhoods, they were, in the main, reluctant to provide actionable intelligence to secure their people. in some cases Sunni sheiks covertly supported the insurgents. in the end, most of these tribal leaders were part of the problem and not part of the solution. We asked them repeatedly to help us recruit Sunni turkomen to join the new police force to help with the legitimization/acceptance within the Sarai neighborhood which was overwhelming Sunni turkomen. although we eventually succeeded in getting some of these men to join, it was not due to the sheiks. as a consequence, our task force chose to minimize our official contact with them, visiting them on occasion to keep open ties, but making a conscious effort not to enhance their place in the community. Increas­ingly, we noticed that the local populace viewed their sheiks as titular figures and, as a result, began to look towards new, informal leaders across the community. These new leaders rose to prominence through their actions to help the good people of Tal afar. indeed, brave iraqis who helped stabilize the streets from violence and stimulate economic growth and social healing were gaining in stature as we redeployed. We attempted to help those individuals solidify their power base and encouraged them to run for local office in city and provincial elections. A great example of emerging Iraqi leaders is the current mayor of Tal Afar, Najim Al-Jibouri. [↑](#footnote-ref-20)
21. in iraq, local governments suffer from a lack of funding from the central government in Baghdad, something which, if addressed, would significantly improve the effectiveness and legitimacy of regional and sub-regional governments and help the overall efforts to democratize the country. [↑](#footnote-ref-21)
22. The most significant engagement occurred on 4 January 2005 in northwest Mosul. A running gunfight developed that lasted about three hours and involved every company team in the task force along with both OH-58 and aH-64 helicopters in the intelligence, surveillance, reconnaissance and kinetic modes. Based on feedback we received from the Stryker Brigade Combat team through sensitive reporting, this engagement resulted in an estimated 10 enemy killed, one enemy wounded, one enemy captured and four U.S. wia. although we had a few more battalion-task-force-level engagements after that day, we were never again challenged to that level of intensity. throughout our time in Mosul, we ultimately defeated two major enemy cells, one in northwest Mosul that we called the Santa Fe Gang and one on the east bank of the Tigris after our repositioning following the 30 January election. We significantly degraded the capabilities of another cell in central Mosul, too. We definitely achieved success during OiF ii, but it came at a high cost because we suffered 2 Kias and 31 WIAs. In total, 19 of our Soldiers were decorated for valor that tour. [↑](#footnote-ref-22)
23. another key to our success in minimizing noncombatant casualties and protecting the population was the “shoot, no shoot” training we underwent at Fort Bragg before deployment. [↑](#footnote-ref-23)
24. ACE stands for “All-source Collection Element”. [↑](#footnote-ref-24)
25. By Modified Table of Organization and Equipment, our battalion task force is now authorized a three-person Air Force element to facilitate joint fires planning, coordination, and execution. [↑](#footnote-ref-25)
26. Within the category “political/institutional,” I include the information-manage­ment dimension—the requirement to clearly articulate goals, objectives, and milestone progress, and to provide context and meaning to the daily events (good and bad) in this long struggle. Some treat this as a separate line of operation, but to do so is to detract from the integrative nature of information management within the political or institutional and substantive realm and, quite frankly, leads to the questioning of sincerity, which is not accurate and not helpful to the cause. [↑](#footnote-ref-26)
27. Including the Sunnis is only one of the major obstacles we currently face in Iraq. This paper was initially drafted in the spring of 2006, and between then and now, sectarian violence in Baghdad has spiked, arguably posing a challenge equal to the largely Sunni-based insurgency. Still, by emphasizing broader Sunni inclusion via effective military and non-military means (e.g., diplomatic and economic), we will help isolate al-Qaeda and bring more stability to the region, thereby enabling us to devote more resources to reducing sectarian violence in Baghdad. [↑](#footnote-ref-27)
28. Recherchons soldats du futur. Expérience de la «Xbox» exigée [↑](#footnote-ref-28)
29. Officier du Corps technique et administratif, le Capitaine LE PESQ suit actuellement une scolarité de trois ans au titre d’un diplôme technique «sciences de l’homme», à l’Université de Toulouse-Le Mirail, en vue d’obtenir un mastère de psychologie. [↑](#footnote-ref-29)
30. First Person Shooter: Jeu de tir subjectif dans lequel ce que voit le joueur est une simulation de ce que voit le personnage qu'il contrôle. [↑](#footnote-ref-30)
31. Jeu téléchargeable sur http://americasarmy.com [↑](#footnote-ref-31)
32. «Des jeux vidéo de guerre à la vraie guerre, il n’y a qu’un clic».

    Interview sur http://www.animoweb.it/documenti/newsdetail.asp?idnews=48 [↑](#footnote-ref-32)
33. Dans certains jeux FPS moins réalistes (comme Conflict Desert Storm, Return to Castle Wolfenstein: Enemy Territory), des kits médicaux (medkits) qui soignent immédiatement les blessures peuvent être dénichés. L’adversaire, qui ne bénéficie pas du même traitement, reste quant à lui très vulnérable. [↑](#footnote-ref-33)
34. Lenoir et Lowood, 2000. [↑](#footnote-ref-34)
35. «*Kuma: War*», un jeu développé par *Kuma Reality Games* (<http://www.kumawar.com/>)en coopération avec le ministère de la défense américain est décrit comme étant le premier FPS qui permet aux joueurs de re-créer des missions qui se sont réellement passées, comme par exemple le raid ayant conduit à la mort des deux fils de Saddam Hussein. Chaque mission de combat est précédée d’un reportage télévisé. Une équipe de vétérans militaires s’assure que les missions sont les plus réalistes possibles. [↑](#footnote-ref-35)
36. L’industrie des jeux vidéo pèse globalement 7 milliards de $. [↑](#footnote-ref-36)
37. Jeux *FPS* dans lesquels le joueur est libre de ses mouvements et progresse dans un monde en trois dimensions (ex: un labyrinthe). Ces jeux font souvent appel à la violence et le personnage qu’incarne le joueur doit utiliser plusieurs types d’armes s’il veut remplir sa mission. Ces jeux inspirés de *Doom* (le premier du genre) sont appelés «*Doom-like*». [↑](#footnote-ref-37)
38. http://www.fullspectrumwarrior.com [↑](#footnote-ref-38)
39. In Harmon, 2003. [↑](#footnote-ref-39)
40. http://www.flashpoint1985.com/ [↑](#footnote-ref-40)
41. Stress Post-traumatique [↑](#footnote-ref-41)
42. Estimation en 2006 du «Subcomittee on Post traumatic Stress Disorder» de la Commission «on Gulf War and Health». [↑](#footnote-ref-42)
43. Le lieutenant-colonel (Rtd) Dave A. Grossman, psychologue et chercheur en «killology», qu'on pourrait traduire par «psychologie du meurtre», est considéré comme un expert et une référence incontestable en matière de violence dans les médias. [↑](#footnote-ref-43)
44. L’ennemi que nous combattons est un peu différent de celui contre lequel nous nous sommes battus en simulation. [↑](#footnote-ref-44)
45. *Établissement Public Insertion Défense* [↑](#footnote-ref-45)
46. Ce texte est extrait d’un long exposé et d’une chronique assez dense faits dans le cadre d’un Colloque international de l’Université d’Angers en octobre 2006, relatif aux «défenses légitimes». Cette chronique sera publiée dans son intégralité dans les Actes du Colloque, fin 2007. Outre la brève bibliographie citée en fin d’article, ce travail doit également beaucoup à quelques conversations «de dessert» avec le professeur et philosophe Gilbert Vieuille. [↑](#footnote-ref-46)
47. C. BassiounI «The régression of the rule of law Under the guise of combating terrorism», RIDP,76ème année, ½ trimestre 2005, page 17 et suivantes. [↑](#footnote-ref-47)
48. Search and Rescue [↑](#footnote-ref-48)
49. Terrestre ou maritime. [↑](#footnote-ref-49)
50. Général d’armée Cuche, CEMAT, cité par le Général Desportes in Cahier de réflexion doctrinale, «Tactique classique, opérations d’aujourd’hui», CDEF, 8 novembre 2006. [↑](#footnote-ref-50)
51. TROSOL: troupes au sol (terme générique pour désigner tout unité manœuvrant avec les hélicoptères). [↑](#footnote-ref-51)
52. Attitude qui consiste à utiliser en urgence un moyen pour le délaisser dès le besoin satisfait. [↑](#footnote-ref-52)
53. Airspace Control Authority: autorité chargée de la coordination aérienne agissant au nom du commandement interarmées. [↑](#footnote-ref-53)
54. La NEB (numérisation de l’espace de bataille) et les systèmes de navigation des aéronefs en sont les deux piliers. [↑](#footnote-ref-54)
55. Niveau 3: brigade; niveau 2: division. [↑](#footnote-ref-55)
56. Global War On Terror. [↑](#footnote-ref-56)
57. L’autonomie de la manœuvre hélicoptère a souvent été mise en avant et la «division aéromobile» en est faussement citée comme l’exemple. Et pourtant, cette «autonomie» n’était que l’application du principe, non énoncé, de conception et de conduite de la manœuvre aéromobile aux niveaux capables d’en exploiter ses effets, en l’occurrence la 1ère Armée. Les unités de la division étant par ailleurs engagées, sur tous les autres théâtres de crise ou dans la guerre du Golfe, sans problème d’adaptation, sous d’autres subordinations, en mettant en avant la parfaite adaptabilité de leurs modes d’action grâce à la formation tactique de leurs chefs, jusqu’au niveau des chefs de bord. [↑](#footnote-ref-57)
58. Multinational Helicopter Brigade/HeadQuarter. [↑](#footnote-ref-58)
59. European capabilities action plan [↑](#footnote-ref-59)
60. Juillet 2006. [↑](#footnote-ref-60)
61. Système d’évacuation des ressortissants [↑](#footnote-ref-61)
62. Voir à ce sujet le RETEX de l’engagement des APACHE britanniques en Afghanistan. [↑](#footnote-ref-62)
63. Ainsi, le Royaume Uni a réalisé ces dernières années deux grandes révolutions: la mise en service de l’hélicoptère de reconnaissance et d’attaque (HRA) Apache et le regroupement des hélicoptères de manœuvre et d’assaut (HMA) de la Royal Air Force, au sein du Land Command. Cette deuxième mesure est la plus importante et paraît tout à fait compréhensible, les systèmes d’armes et d’hommes à embarquer étant dans l’armée de terre. Il cherche ainsi à développer un concept d’aérocombat intégrant au sein d’une seule armée les engagements des hélicoptères d’attaque, de manœuvre et des forces terrestres plutôt que de proroger la complexité des soutiens entre armées. [↑](#footnote-ref-63)
64. Cet aspect est formalisé par le protocole COMALAT-Marine et correctement mis en œuvre sous réserve d’aléas de disponibilité des unités des deux armées. [↑](#footnote-ref-64)
65. Général Waldemar Erfurth, “*Surprise”*, in *Roots of Strategy*, Stackpole Books, Harrisburg, 1991. [↑](#footnote-ref-65)
66. **Le Comité éditorial rappelle que, dans cette rubrique, les articles sont de la seule responsabilité des auteurs, mais qu’il acceptera de diffuser les articles répondant à ceux publiés ici.** [↑](#footnote-ref-66)
67. Op.cité [↑](#footnote-ref-67)
68. Traduction française en quatre volumes d'Amédée Tardieu, éditée à Paris, Hachette (1867)

    Cet ouvrage, très accessible, fourmille de descriptions, d’une actualité frappante, sur les mœurs et les coutumes de nos lointains ancêtres. [↑](#footnote-ref-68)
69. «Les Français ont la liberté dans le sang». *Charles Péguy* (Le Mystère de la deuxième vertu) [↑](#footnote-ref-69)
70. Op. cité [↑](#footnote-ref-70)
71. *«Histoire de la Gaule*» Tome I p. 427 [↑](#footnote-ref-71)
72. «Le mal français, qui est le besoin de pérorer, la tendance à tout faire dégénérer en déclamation, l’université l’entretient par son obstination à n’estimer que le style et le talent» *Ernest Renan* *«Questions contemporaines*» (1868) [↑](#footnote-ref-72)
73. *Propos de popote:* «Quel est l’officier le moins obéit de l’armée de terre? Le CEMAT parce que c’est lui qui a le plus d’hommes sous ses ordres» [↑](#footnote-ref-73)
74. En particulier *la discrimination AMI-ENI* impose de connaître *tous les mouvements*, sans quoi des interventions inutiles seraient déclenchées. [↑](#footnote-ref-74)
75. Jean-Frédéric-Auguste Le Mière de Corvey, *Des partisans et des corps irréguliers*, 1823, dans Gérard Chaliand, *Anthologie mondiale de la stratégie*, p.804 [↑](#footnote-ref-75)
76. Maréchal Foch, *Des principes de la guerre*, 1903 [↑](#footnote-ref-76)
77. Tolstoï (1828-1910), *Guerre et paix*. [↑](#footnote-ref-77)
78. Gaston Bouthoul (1896-1980), sociologue français spécialiste du phénomène de la guerre. [↑](#footnote-ref-78)
79. Prince de Ligne, *Fantaisies militaires*, p.188. [↑](#footnote-ref-79)
80. Gilles Lipovetsky, *Les temps hypermodernes*, Essai Poche 2006. [↑](#footnote-ref-80)
81. Eudémonisme: doctrine posant comme principe que le bonheur est le but de la vie humaine. [↑](#footnote-ref-81)
82. René Rémond, *Regard sur le siècle*, presses de Sciences Po, 2000. (chapitre 7: *les œuvres du génie de l’homme*) [↑](#footnote-ref-82)
83. Cindynique: science qui étudie les risques, principalement industriels et naturels. [↑](#footnote-ref-83)
84. Article 17-II sur les mesures de coercition nécessaires à l'accomplissement de sa mission. [↑](#footnote-ref-84)
85. Dans Clausewitz, *Vom Kriege.* [↑](#footnote-ref-85)
86. Marc Bloch, *L’étrange défaite,* Folio Histoire, Gallimard, 1990. [↑](#footnote-ref-86)
87. Article 1er, «L'état militaire exige en toute circonstance esprit de sacrifice, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême, …» [↑](#footnote-ref-87)
88. Vaclav Havel, *La Politique et la conscience,* «Sans l’horizon du sacrifice suprême, tout sacrifice perd son sens». [↑](#footnote-ref-88)
89. Cahier du retex – *Les fantômes furieux de Falloujah* – Avril 2006. [↑](#footnote-ref-89)
90. «Crédibilité stratégique et engagement terrestres interarmées dans les opérations les plus dures sont étroitement liés. Pour les forces terrestres, pour l’opinion et les décideurs, cela signifie d’être capable d’encaisser les coups et d’en donner dans la durée, d’être préparés à supporter des pertes non pas exceptionnelles mais chroniques». [↑](#footnote-ref-90)
91. Opération Baliste – Point de situation Terre au 21 juillet 2006 [↑](#footnote-ref-91)
92. DICOD, communiqué de presse EMA du 11 août 2006 [↑](#footnote-ref-92)
93. Cours Supérieur d’Etat-Major [↑](#footnote-ref-93)
94. Ordre d’Opération [↑](#footnote-ref-94)
95. Nouvelle Technique d’Information et de Communication [↑](#footnote-ref-95)
96. Bibliothèque Electronique de l’Armée de Terre [↑](#footnote-ref-96)
97. La Rédaction rappelle aux lecteurs que le Hibou est un vieux sage qui, la nuit venue, hante les mansardes de l’École militaire en soliloquant. Pour plus d’information les lecteurs pourront utilement se reporter au n° 8 des Cahiers du CESAT. [↑](#footnote-ref-97)
98. 1929, 268 p. [↑](#footnote-ref-98)
99. Édition Perrin, Paris, 1987, 418 p. [↑](#footnote-ref-99)
100. Édition Odile Jacob, Paris, 2002, 418 p. [↑](#footnote-ref-100)
101. édition Belin, Paris, 2003, 480p. [↑](#footnote-ref-101)
102. Edition 1963 [↑](#footnote-ref-102)
103. 1999 [↑](#footnote-ref-103)
104. Stock, Paris, 2007, 233p. [↑](#footnote-ref-104)